

# Enseignement moral et civique

## GUIDE PÉDAGOGIQUE

*Nouveau  
programme*

A. Baron  
F. Blanchard  
M. Boulanger  
C. Caubet  
M. Fekete  
D. Le Nuz  
A. Morvan  
N. Perrier  
R. Signarbieux

*Sous la direction de*  
A. Couderc





# Enseignement moral et civique

*Nouveau  
programme*

## Guide pédagogique

A. Baron  
F. Blanchard  
M. Boulanger  
C. Caubet  
M. Fekete  
D. Le Nuz  
A. Morvan  
N. Perrier  
R. Signarbieux

*Sous la direction de A.Couderc*

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du Droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1992 – art. 40 et 41 et Code pénal – art. 425).

© Foucher, une marque des Éditions Hatier – Paris 2016

# SOMMAIRE

## Enseignement moral et civique

### SECONDE

#### Thème 1 La personne et l'État de droit ..... 8

1. L'État de droit et les libertés individuelles et collectives ..... 9
2. L'élaboration et l'application de la loi ..... 10
3. Le fonctionnement de la justice ..... 12
4. L'expression au lycée : droits et obligations ..... 13
5. Les principes et les différentes formes de solidarité ..... 15

#### S'engager dans UN PROJET

Mettre en place un conseil des élèves ..... 16

Évaluation 1 Droits et devoirs des membres de la communauté éducative ..... 17

Évaluation 2 Les principes et les différentes formes de solidarité ..... 17

#### Thème 2 Égalité et discrimination ..... 19

1. La notion d'égalité ..... 20
2. Inégalités et discriminations au travail ..... 20
3. Les textes juridiques fondamentaux de lutte contre les discriminations ..... 21

#### S'engager dans UN DÉBAT

Dans quels domaines doit-on améliorer l'égalité femmes-hommes? ..... 22

Évaluation 1 La notion d'égalité ..... 22

Évaluation 2 Les inégalités et les discriminations de la vie quotidienne ..... 23

# SOMMAIRE

## Enseignement moral et civique

### PREMIÈRE

<b>Thème 3</b>	<b>Exercer sa citoyenneté dans la République française et dans l'Union européenne . . . . .</b>	<b>27</b>
1.	Exercer sa citoyenneté européenne . . . . .	28
2.	Voter : citoyenneté et droit de vote . . . . .	29
3.	Payer l'impôt . . . . .	30
4.	À quoi sert de s'engager, de militer ? . . . . .	31
5.	Défendre : organisation et enjeux de la Défense nationale . . . . .	31
<b>S'engager dans UN PROJET</b>		
	Créer une affiche pour inciter à voter au CVL . . . . .	32
	Évaluation 1 Payer ses impôts . . . . .	33
	Évaluation 2 Le droit de vote . . . . .	34

<b>Thème 4</b>	<b>Les enjeux moraux et civiques de la société de l'information . . . . .</b>	<b>35</b>
1.	L'identité numérique . . . . .	37
2.	Éthique et numérique . . . . .	38
3.	Spécificité et rôle des différents médias . . . . .	39
<b>S'engager dans UN DÉBAT</b>		
	Débattre sur la liberté d'expression et les nouvelles technologies. . . . .	40
	Évaluation 1 L'identité numérique . . . . .	41
	Évaluation 2 Spécificité et rôles des différents médias et de l'information. . . . .	42

# SOMMAIRE

## Enseignement moral et civique

### TERMINALE

<b>Thème 5</b>	<b>Pluralisme des croyances et laïcité</b>	<b>46</b>
1.	La notion de laïcité	47
2.	La construction de nouveaux lieux de culte en France	48
3.	Concilier libertés publiques et lutte contre dérives sectaires	50
<b>S'engager dans UN DÉBAT</b>		
	Faut-il aménager les jours fériés pour respecter la diversité religieuse?	51
Évaluation 1	La notion de laïcité.	52
Évaluation 2	Exercice des libertés et risque d'emprise sectaire	53

<b>Thème 6</b>	<b>Biologie, éthique, société et environnement.</b>	<b>55</b>
1.	«Le bébé médicament», naître pour sauver?	57
2.	L'éthique médicale et la fin de vie	58
3.	La pollution urbaine automobile, suffoquer ou agir	59
<b>S'engager dans UN PROJET</b>		
	Rédiger une charte d'engagements éco-responsables pour votre lycée	60
Évaluation 1	La responsabilité environnementale et le principe de précaution.	62
Évaluation 2	La notion de bioéthique	63

# Seconde

## Thème 1

### La personne et l'État de droit ..... 8



### 1. L'État de droit et les libertés individuelles et collectives ..... 9

**Situation** Attentats de Paris : les Français favorables à une certaine limitation des libertés

### 2. L'élaboration et l'application de la loi ..... 10

**Situation** Proposition de loi pour les transports ; loi sur le mariage

### 3. Le fonctionnement de la justice ..... 12

**Situation** Un dilemme juridique



### 4. L'expression au lycée : droits et obligations ..... 13

**Situation** Demandez votre carte de presse jeune pour Noël !



### 5. Les principes et les différentes formes de solidarité ..... 15

**Situations** 1. Le principe de la Sécurité sociale  
2. La lutte contre les abus

### S'engager dans UN PROJET

### Mettre en place un conseil des élèves ..... 16

### Évaluation 1

### Les droits des lycéens ..... 17

### Évaluation 2

### Les principes et les différentes formes de solidarité ..... 17



## Thème 2

### Égalité et discrimination ..... 19



#### 1. La notion d'égalité ..... 20

##### Situation

L'exemple d'une grande école



#### 2. Inégalités et discriminations au travail ..... 20

##### Situation

Témoignages de deux recruteurs



#### 3. Les textes juridiques fondamentaux de lutte contre les discriminations ..... 21

##### Situation

Une pétition adressée  
au président de Facebook France

### S'engager dans UN DÉBAT

Dans quel domaine doit-on améliorer l'égalité femmes-hommes? ... 22

### Évaluation 1

*La notion d'égalité* ..... 22

### Évaluation 2

*Les inégalités et les discriminations de la vie quotidienne* ..... 23

# ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE – THÈME 1

## *La personne et l'État de droit*

***Le programme d'EMC au lycée s'inscrit dans la continuité du programme de la scolarité obligatoire et invite les élèves à approfondir des thématiques. Les thèmes invitent les élèves à interroger l'État de droit garant de la démocratie dans des situations variées, qu'il s'agisse de la sphère privée ou publique, du monde du travail ou de celui du lycée, dans les différents milieux de vie des jeunes lycéens ou apprentis.***

### **Problématique générale des thèmes**

Le thème 1 Le programme « a pour objectif de permettre aux élèves de saisir les enjeux moraux et civiques de l'appartenance à un État de droit garant des libertés individuelles et collectives et de l'égalité entre tous les citoyens. En classe de seconde, les élèves réfléchiront aux principes de liberté, d'égalité, de justice et à la manière de concilier l'intérêt général et les droits de la personne avec les contradictions qui peuvent survenir. » (B.O. 12/06/2015).

### **Ouverture**

La page d'ouverture permet de prendre conscience que tous les États du monde ne sont pas des États de droit. La loi protège les individus, elle interdit pour autoriser chacun d'entre nous à être libre et à exercer ses droits en tant que personne. Le thème « L'État de droit et les libertés individuelles et collectives » pose la question des limites de la garantie des libertés quand la sécurité collective des personnes est en danger.

### **Situations**

Les pages consacrées à l'élaboration et à l'application de la loi proposent une situation particulière, celle d'une loi contestée par une partie de la population lors de sa mise en place. Il s'agit d'envisager avec les élèves à la fois la façon d'élaborer la loi et dans quelle mesure les citoyens peuvent la contester lors de son examen, ou la faire évoluer. Le sujet suivant :

« Le fonctionnement de la justice », s'intéresse à une justice spécifique, la justice au travail. Nombreux sont les lycéens qui travaillent, qu'ils soient apprentis ou qu'ils suivent des stages au cours de leur formation. Il est nécessaire qu'ils aient conscience que, dans un État de droit, la justice est également effective au travail. Le sujet « L'expression au lycée : droits et obligations » permet de faire le point sur le droit des lycéens au sein d'un établissement et d'envisager les devoirs comme garantie du respect des droits pour chacun. « Les principes et les différentes formes de solidarité » abordent la question de la solidarité à travers la question de la Sécurité sociale qui a fêté, en 2015, ses 70 ans. On privilégie une approche de la protection sociale comme une assurance obligatoire pour faire face aux aléas de la vie, un système solidaire garant de la cohésion sociale (fraternité). On interroge la question du coût pour tous et pour chacun, tout en montrant que la Sécurité sociale est financée par les cotisations salariales et patronales (qui sont un salaire différé) et les impôts dans le cadre de la redistribution de la richesse. On montre également les limites du système, des inégalités d'accès aux soins demeurent, et la responsabilité individuelle de chacun est interpellée, afin de préserver un système solidaire.

### **S'engager dans un projet**

La double page « S'engager dans un projet » envisage la mise en place d'un conseil des élèves pour instaurer au sein de la classe un apprentissage de la démocratie et du respect des droits de chacun. Ce projet, qui a vocation à se poursuivre sur les heures de vie de classe tout au long du cycle du lycée,

permet d'associer tout adulte de l'établissement et de penser des actions concrètes pour faire vivre les valeurs républicaines au sein de l'établissement scolaire.

## Évaluation

Ces deux pages concluent le thème en proposant deux évaluations permettant de contrôler les connaissances acquises.

## CORRIGÉ

### Ouverture

**1. (Doc 1 et 2)** *Décrivez le document 1 et le document 2.*

Le document 1 comporte deux vignettes. La première montre une personne revendiquant les droits de l'homme. Sur la seconde vignette, cette même personne est attachée à sa pancarte, elle va être fusillée par des militaires. Sur le document 2, une femme va se faire frapper par un homme (symbolisé par une ombre), le bras de l'homme est retenu par Marianne (elle porte le bonnet phrygien), symbole de la République française, qui tient sous son bras un texte sur lequel est mentionnée la loi.

**2. (Doc 1 et 2)** *Comparez le rôle de l'État dans ces deux dessins.*

Le document 1 suggère que l'État ne respecte pas les droits de l'homme ni ceux qui les revendiquent. Le document 2 laisse entendre que la loi protège la personne, notamment les femmes victimes des violences des hommes dans la sphère publique et domestique.

**3. (Doc 1 et 2)** *Lequel représente l'État de droit ? Pourquoi ?*

Le second dessin représente l'État de droit, c'est-à-dire un État où la loi est écrite, celle-ci protégeant alors toutes les personnes contre les violences, les abus de pouvoir des plus forts.

**4. Selon vous, pourquoi peut-on dire qu'un État de droit protège la personne ?**

Un État de droit protège la personne car la loi est écrite, votée ; elle exprime la volonté générale. La loi prend appui sur la Déclaration universelle des droits de l'homme. En France, la Déclaration est inscrite dans la Constitution française qui doit aussi la respecter, comme tous les textes qui réglementent les rapports entre les individus dans la société. Il existe bien une hiérarchie des normes. Dans un

État de droit, il existe des textes fondamentaux qui protègent les personnes ; ils interdisent certains actes pour permettre aux plus faibles d'exercer leur liberté et d'avoir les mêmes droits.

## 1 – L'État de droit et les libertés individuelles et collectives

### Je réagis

**1. (Situation)** *Précisez l'objet du sondage effectué auprès des Français, le contexte dans lequel il s'est déroulé et l'opinion majoritaire qui se dégage.*

Le sondage a pour objet les mesures de restriction des libertés individuelles et collectives pour assurer la sécurité des personnes dans un contexte d'attentats sur le territoire français. Le sondage est réalisé juste après les attentats du 13 novembre. Les Français sont sous le choc, l'émotion dans le pays est très grande. À une très grande majorité, les Français sont favorables, à ce moment-là, à la limitation des libertés pour assurer leur sécurité.

**2. (Situation)** *Que pensez-vous du résultat du sondage Ifop ?*

Démarche : le professeur laisse les élèves exprimer leur point de vue, à l'oral ou à l'écrit. Les points de vue exprimés par les élèves peuvent être de plusieurs ordres : en accord avec le sondage ou en total désaccord, ou bien marquer une indifférence au sujet. Il s'agit pour l'enseignant de montrer que la situation est complexe, dans un contexte chargé d'émotion et qu'il convient de laisser les élèves échanger sur la situation.

### Je m'informe

**3. (Doc 1)** *L'article 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme apporte une réponse à la situation du sondage. Précisez laquelle.*

L'article 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme précise qu'un État ne peut pas restreindre les libertés et les droits énoncés dans la Déclaration des droits de l'homme.

**4. (Doc 2)** *Définissez ce qu'est l'état d'urgence. Quelles sont les mesures que le gouvernement peut prendre pour le mettre en place ?*

L'état d'urgence est une situation d'exception héritée de la guerre d'Algérie qui restreint, pour une période limitée, les libertés des personnes sur un territoire donné et renforce les pouvoirs du président de la République et du gouvernement. On

peut noter que, dans le cas présent, toutes les mesures ne sont pas effectives, le contrôle de la presse n'a pas lieu. De plus, la prolongation de ce régime d'exception doit être votée par l'Assemblée nationale, par les représentants du peuple.

**5. (Doc 3) Quand et dans quelles circonstances l'état d'urgence a-t-il déjà été décrété ?**

L'état d'urgence a été décrété à plusieurs reprises entre 1955 et 2015, sur des territoires précis et circonscrits, et pour des durées variables. À chaque fois, la sécurité des personnes était menacée et la situation était très grave. Pour répondre à la question, le professeur fait travailler les élèves sur la lecture de la frise chronologique.

**6. (Doc 4, 5 et 6) Dégagez l'argument principal de chaque document. Quelle est la position de chaque acteur face à l'état d'urgence ?**

Dans les documents 4 et 6, Robert Badinter et le ministre de l'Intérieur ont la même position. « L'État de droit n'est pas un état de faiblesse », il est nécessaire de prendre des mesures dans le respect des droits de chacun, pour que, justement, ces droits puissent s'exercer sans prendre le risque d'être menacés. Le ministre de l'Intérieur précise que le rôle de « l'état d'urgence » est d'agir vite, dans le respect du droit, avec l'aide de la justice pour protéger nos libertés qui sont menacées par les attentats. En revanche, dans le document 5, des syndicats et des associations s'opposent à l'état d'urgence. Ils manifestent en demandant que l'ensemble des libertés soient respectées. Ils sont, bien évidemment, favorables à la lutte contre le terrorisme mais pas en restreignant les libertés de toutes les personnes. Ils bravent les interdictions de manifester et craignent que l'exception ne devienne la règle et que l'on ajoute sans cesse des interdictions et une surveillance de l'ensemble de la population.

**Je construis mon point de vue**

**7. Selon vous, l'État doit-il limiter les libertés individuelles et collectives pour assurer la sécurité des citoyens ? Justifiez votre réponse.**

L'enseignant énonce clairement que tout point de vue est valable dans la mesure où :

– il y a adhésion aux valeurs communes que tout citoyen et membre de la communauté nationale reconnaît. Il s'agit des valeurs constitutionnelles : égalité, liberté, solidarité, tolérance, laïcité, esprit de justice, respect et absence de toute forme de discrimination. Il est nécessaire que l'enseignant pointe du doigt les propos ou les écrits qui seraient en contradiction avec les valeurs énoncées ci-des-

sus pour amener l'élève à réfléchir et à rectifier son jugement.

– il est argumenté. La réponse à cette question peut-être mise en œuvre à l'oral, soit avec l'ensemble du groupe classe, soit en petits groupes hétérogènes selon les points de vue. L'objectif est que chaque élève puisse exprimer librement son point de vue selon des règles définies préalablement : on écoute l'autre avant d'intervenir, on ne coupe pas la parole, on peut préparer ses arguments sur une feuille. On ne s'attaque pas à la personne ou à un groupe de personnes. Le travail écrit peut avoir lieu dans la classe ou à la maison. Il s'agit de construire un texte argumentatif à l'aide du cours et/ou d'exemples de son choix.

## **2 – L'élaboration et l'application de la loi**

### **Je réagis**

**1. (Situation 1) Présentez les circonstances dans lesquelles a eu lieu cette proposition de loi. Que nous apprend cet exemple sur le parcours d'une loi ?**

Cette proposition de loi, relative à la sûreté pour emprunter les transports, devait être étudiée à la fin du mois d'août 2016. Les attentats de Paris en novembre 2015 ont accéléré son étude. Cela montre que le parcours d'une loi n'est pas linéaire dans le temps, et que les événements peuvent accélérer les propositions de loi. La loi visant à lutter contre les actes terroristes et la fraude dans les transports a été promulguée le 22 mars 2016. Elle vise notamment à autoriser les agents des services de sécurité de la SNCF et de la RATP à procéder à des palpations de sécurité et à la fouille des bagages, avec l'accord des passagers, ou à permettre aux policiers, sous conditions, l'inspection visuelle des bagages à main et leur fouille pour prévenir une atteinte grave à la sécurité des personnes et des biens. Si le passager refuse de s'y soumettre, il pourra se voir refuser l'accès aux moyens de transport.

**2. (Situation 2) Expliquez pourquoi l'élue a été condamnée et le mariage annulé. Que pensez-vous de cette condamnation ?**

Cette élue a été condamnée car elle avait refusé de marier deux femmes en 2014, cela malgré l'adoption de la loi Taubira en avril 2013.

Démarche : Le professeur recueille l'avis personnel des élèves sur cette condamnation.

## Je m'informe

### 3. (Doc 1) Identifiez le principe que promulgue cet article.

L'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 promulgue le principe de séparation des pouvoirs comme fondateur de toutes les constitutions.

### 4. (Doc 2) Résumez en quelques lignes le parcours d'une loi.

#### 1. L'initiative

L'initiative de la loi appartient à la fois au gouvernement et aux parlementaires (députés et sénateurs). Le gouvernement prépare des projets de loi et les parlementaires, des propositions de loi.

#### 2. Le dépôt

Les projets et propositions de loi doivent être examinés par les deux chambres du Parlement. Le dépôt d'un projet de loi peut s'effectuer indifféremment, sauf dans certains cas, au bureau de l'Assemblée nationale ou du Sénat. En revanche, une proposition de loi doit être déposée obligatoirement sur le bureau de l'assemblée du parlementaire auteur de la proposition.

#### 3. L'examen de la première assemblée (Assemblée nationale ou Sénat)

Le texte est d'abord examiné par la commission parlementaire compétente pour le domaine concerné par la future loi. Elle désigne un rapporteur qui étudie le texte et qui rédige un rapport. Il peut, comme les autres membres de la commission, proposer des modifications au texte de la future loi. Ce sont des amendements. Le rapport est ensuite adopté par la commission.

#### 4. Le vote de la première assemblée

Le projet ou la proposition de loi, après inscription à l'ordre du jour, peut être examiné(e) par la première assemblée. Selon le cas, les députés ou les sénateurs votent d'abord pour chaque article et amendement, avant de voter sur l'ensemble du texte. Une fois adopté, le texte est transmis à la seconde assemblée (Sénat ou Assemblée nationale).

#### 5. La navette entre les deux assemblées

La seconde assemblée examine le texte selon les mêmes règles, après un délai de quatre semaines après sa transmission. Des amendements peuvent aussi être votés. Le texte doit alors repartir vers la première assemblée pour être à nouveau examiné. C'est la navette. Pendant cette phase, seuls les articles modifiés sont étudiés.

#### 6. L'adoption

Le projet, ou la proposition de loi, est adopté lorsqu'il est voté dans les mêmes termes par les deux assemblées. En cas de désaccord, le gouver-

nement peut convoquer une commission mixte paritaire. Elle est composée de 7 députés et de 7 sénateurs qui doivent proposer un texte commun, voté ensuite par chaque assemblée. En cas d'échec, une nouvelle lecture du texte a lieu dans les deux assemblées, et le gouvernement peut donner le dernier mot à l'Assemblée nationale.

#### 7. La promulgation

Le texte est ensuite promulgué par le président de la République dans les 15 jours. Pendant ce délai, le Président peut demander un nouvel examen du texte et le Conseil constitutionnel peut être saisi pour vérifier qu'il n'est pas contraire à la Constitution. La loi promulguée entre en vigueur après sa publication au Journal officiel, et des décrets d'application permettent sa mise en œuvre.

### 5. (Doc 1 et 2) Montrez que le processus de création d'une loi est conforme à l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Le processus de création d'une loi est conforme à cet article car il combine les trois pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire.

### 6. (Doc 3) Décrivez cette image. Que montre-t-elle ?

Sur cette photographie, prise lors d'une manifestation, on aperçoit à un balcon d'immeuble un drapeau tricolore sur lequel est inscrit le slogan suivant : «papa+maman y'a pas mieux pour un enfant». Sur ce balcon, des enfants brandissent des drapeaux. Cette photographie montre une forme d'opposition à la loi Taubira, organisée par La Manif pour tous (LMPT). La Manif pour tous est le principal collectif d'associations à l'origine des plus importantes manifestations d'opposition au projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe, en France, dit «mariage pour tous».

### 7. (Doc 4) Analysez le texte, l'objet de la proposition de loi, les opposants et leurs arguments.

Cette proposition de loi porte sur la fin de vie et instaure le droit à l'endormissement pour les malades en phase terminale par une sédation profonde et continue. Cette proposition de loi a été portée par deux députés de partis opposés : Alain Claeys (PS) et Jean Leonetti (LR). Les opposants à cette loi sont organisés dans un collectif nommé : «Soulager mais pas tuer». Ils appelaient à manifester le samedi 3 octobre 2015 devant les préfectures des 13 nouvelles régions françaises «pour alerter sur les dangers contenus dans le texte de loi et exiger la mise en place du plan de développement des soins palliatifs, promis et sans arrêt reporté depuis 2012».

**8. (Doc 3 et 4)** *Comment et dans quel cadre un citoyen peut-il donner son avis lorsqu'une loi est élaborée?*

Le citoyen peut donner son avis sur une loi en écrivant aux élus et, notamment, au député, au sénateur de leur circonscription. Il peut aussi manifester, signer des pétitions ou encore exprimer son mécontentement lors des élections lorsqu'il votera pour un candidat qui portera ses idées, ses revendications devant le parlement.

## Je construis mon point de vue

*Selon vous, le principe de séparation des pouvoirs est-il nécessaire à la démocratie? Argumentez et illustrez votre réponse par des exemples.*

L'élève est amené à se positionner, donner son avis qu'il devra argumenter et nourrir d'exemples.

## 3 – Le fonctionnement de la justice

### Je réagis

**1. (Situation)** *Identifiez ce que chaque partie réclame et donnez votre point de vue sur la situation.* Des employés d'une entreprise ont échangé sur les réseaux sociaux au sujet de leur hiérarchie. Cette dernière est au courant des propos tenus et décide d'engager une procédure de licenciement à leur encontre. Les employés estiment que leur conversation est d'ordre privée, alors que l'employeur estime être dans son droit de se séparer des salariés pour « incitation à la rébellion » et « dénigrement de l'entreprise ».

Démarche : Le professeur laisse les élèves exprimer leur point de vue, à l'oral ou à l'écrit.

**2. (Situation)** *Selon vous, Facebook est-il un espace public ou privé? Justifiez votre réponse.*

On laisse les élèves s'exprimer sur le sujet en recueillant les différents points de vue. Néanmoins, il est nécessaire de rappeler que Facebook est un réseau social mondial et, par conséquent, sa première vocation est d'être un espace public. Il existe différents types de forums dits « ouverts » ; la participation est accessible à tous les publics, sans critère de sélection, ni formalités d'inscription. Il y a aussi les forums dits « fermés » ; les messages échangés sont assimilés à des messages ayant le caractère d'une correspondance privée.

(<http://www.cndp.fr/ecolenumerique/tous-les-numeros/focus/la-lecture-sur-support-numerique/article/article/facebook-est-il-un-espace-public-ou-prive.html>)

## Je m'informe

**3. (Situation et Doc 1)** *À l'aide du schéma, retracez, en un court paragraphe, la procédure judiciaire que va suivre cette affaire.*

Au regard du schéma et de la situation présentée dans le texte relatant la situation, on suppose que les deux parties, employés et employeurs, se sont rendues au tribunal des prud'hommes. Mais les juges prudhommes n'ont pas réussi à se mettre d'accord, à trouver une conciliation, sur le jugement à rendre. Ainsi, l'affaire est renvoyée devant le bureau de jugement, soit sous sa forme classique, soit sous forme restreinte. Si les conseillers prud'hommes ne parviennent toujours pas à se mettre d'accord, l'affaire sera jugée par un bureau de jugement en formation de départage avec la présence d'un juge professionnel qui fera basculer le jugement d'un côté ou de l'autre.

**4. (Situation et Doc 1 et 2)** *Qui sont les juges de cette affaire? Comment sont-ils désignés? Que jugent-ils?*

Les juges sont des conseillers élus pour 5 ans par tous les employeurs et les employés, en nombre égal. Les candidats doivent être de nationalité française, âgés de 21 ans au moins et n'avoir encouru aucune des condamnations pénales. Ils règlent les litiges qui surviennent entre les salariés ou apprentis et leurs employeurs à l'occasion du contrat de travail.

**5. (Doc 3)** *À quelles difficultés sont-ils confrontés?*

La principale difficulté est la durée du traitement des affaires ; il peut s'écouler deux ans avant qu'une affaire puisse être traitée.

**6. (Doc 4)** *Quelles sont les dispositions mises en place par la loi pour remédier à ces difficultés?*

Les conseillers prud'hommes vont être formés juridiquement, un juge professionnel peut intervenir pour trancher les litiges et donc accélérer les procédures.

**7.** *Montrez que l'existence du conseil de prud'hommes témoigne de la réalité de l'État de droit en France.*

Quelques éléments de réponse :

– Les conseillers prud'hommes jugent selon des textes écrits et vérifient que la loi sur le travail est respectée : contrat de travail et code du travail.

– Il existe bien une hiérarchie des normes et des textes, les droits des individus et des personnes, le code du travail, le contrat de travail sont au-dessus d'un règlement intérieur ou d'un ordre d'un supérieur hiérarchique.

- Les conseils prud’homaux participent au bon fonctionnement de l’État de droit dans le monde du travail.
- 70 % des jugements donnent raison aux salariés qui sont dans une position de subordination par rapport aux employeurs. Les prud’hommes protègent donc les plus faibles au regard des textes qui régissent les rapports employeurs/employés.

## 4 – L’expression au lycée : droits et obligations

### Je réagis

**1. (Situation)** *Que propose l’association «Jets d’encre»? Quel est son objectif?*

L’association Jets d’encre a été créée en 2004, elle se fixe pour objectif de fédérer, de valoriser, de développer et de défendre ces expériences de presse écrite, qu’elles aient pour origine le cadre scolaire et universitaire (collège, lycée, fac) ou non (conseil d’enfants et de jeunes, maison de quartier, association). Ici, elle propose une carte de presse jeune pour les 12-25 ans afin d’amener les jeunes à s’investir dans la rédaction d’un journal dans leur collège, leur lycée ou à l’université.

**2. (Situation)** *Selon vous, est-il intéressant que ce mode d’expression existe dans le lycée? Pourquoi? L’élève doit donner son avis en développant des arguments.*

### Je m’informe

**3. (Situation et Doc 1)** *Déterminez quels sont les différents modes d’expression reconnus aux lycéens à l’intérieur de l’établissement scolaire. De quelle manière peuvent-ils rejoindre l’association «Jets d’encre»?*

Les différents modes d’expression des lycéens sont reconnus et fixés par la Convention internationale des droits de l’enfant et par le Code de l’éducation, aux articles R511-6, R511-7, R511-8. Les modes d’expression sont les suivants :

- liberté d’expression individuelle et collective;
- liberté d’affichage; le chef d’établissement veille à ce que des panneaux d’affichage soient mis à la disposition des délégués des élèves, du conseil des délégués pour la vie lycéenne et, le cas échéant, des associations d’élèves.
- Les publications rédigées par des lycéens peuvent être librement diffusées dans l’établissement. Toutefois, au cas où certains écrits présenteraient un caractère injurieux ou diffamatoire, ou en cas d’atteinte grave aux droits d’autrui ou à l’ordre public,

le chef d’établissement peut suspendre ou interdire la diffusion de la publication dans l’établissement. Il en informe le conseil d’administration. Cette décision est notifiée aux élèves intéressés ou, à défaut, fait l’objet d’un affichage.

Les élèves peuvent donc rejoindre l’association Jets d’encre en créant un journal dans leur établissement scolaire et ainsi prendre la parole.

**4. (Doc 1)** *Définissez les droits des élèves. Identifiez les obligations liées à ces droits.*

Il existe différents types de droits dans un établissement scolaire :

- les droits individuels des lycéens. Chaque lycéen a droit au respect de son intégrité physique et morale, au respect de sa liberté de conscience, au respect de son travail et de ses biens, à la liberté d’expression. Chacun doit user de ces droits dans un esprit de tolérance et de respect d’autrui;
- la liberté de réunion. Ce droit s’exerce dans chaque établissement d’enseignement secondaire. Les délégués lycéens ou une association de lycéens demandent l’autorisation d’organiser une réunion en dehors des heures de cours au chef d’établissement. Celui-ci peut s’y opposer ou l’accepter, éventuellement en imposant des règles de sécurité. Il peut, s’il accepte cette réunion, mettre à la disposition des jeunes un lieu pour les accueillir;
- la liberté d’association. Un lycéen majeur peut créer une association sous réserve qu’elle respecte les principes du service public de l’enseignement. Ainsi, par exemple, elle ne doit pas avoir d’activité à caractère politique ou religieux. Les statuts de cette association devront être déposés auprès du chef d’établissement et validés par le conseil d’administration. L’association pourra être domiciliée dans l’établissement (Maison des lycéens);
- la liberté de publication. Les lycéens ont aussi des obligations, cela dans le but de favoriser leur réussite. Ainsi, selon l’article L511-1du Code de l’éducation, les obligations des élèves consistent dans l’accomplissement des tâches inhérentes à leurs études. Elles incluent l’assiduité et le respect des règles de fonctionnement et de la vie collective des établissements.

**5. (Doc 2)** *Expliquez pourquoi cette affiche fait partie d’une campagne d’information intitulée : « La semaine de la démocratie scolaire ».*

Cette affiche, commanditée par le ministère de l’Éducation nationale, encourage les lycéens à venir voter pour leurs représentants au conseil d’administration. Ces élus siègent ensuite aux différentes instances de la vie de l’établissement, et la portée de leurs voix sera identique à celles des adultes si-

geant dans ces instances qui organisent la vie des établissements (CA, conseil de discipline...).

**6. (Doc 3) Énumérez les différentes instances de la vie lycéenne, puis présentez leur rôle. En quoi permettent-elles l'expression des lycéens ?**

Tous les lycéens sont électeurs et éligibles.

**Au niveau local de l'établissement :**

- Les délégués de classe : 2 délégués titulaires et 2 suppléants élus par classe. Ils représentent les élèves, participent à l'information et à l'expression de l'ensemble de la classe en toute occasion. Ils sont les porte-paroles au conseil de classe et à la conférence des délégués (réf. : art. R421 27 et 28 du Code de l'éducation).

- L'assemblée générale des délégués de classe : elle comprend tous les délégués de classe (y compris ceux des classes post-baccalauréat). Au moins 2 réunions par an à l'initiative du chef d'établissement. Composition : le chef d'établissement, Président ; le proviseur-adjoint et les CPE.

1<sup>re</sup> réunion = élection des délégués des élèves au CA et au CVL (avant la fin de la 7<sup>e</sup> semaine de l'année scolaire). Elle constitue un lieu d'échanges sur les questions relatives à la vie et au travail scolaire et assure la communication entre tous les délégués, le CVL et le CA (réf. : art. R421-42 du Code de l'éducation).

- Le CVL : conseil des délégués pour la vie lycéenne. Il comprend 10 représentants des délégués élus, 5 pour un an et 5 autres pour deux ans, ainsi que 10 suppléants. Au moins 3 réunions par an avant chaque CA. Le vice-président du CVL est élu au scrutin uninominal à deux tours, pour un an en leur sein, par l'ensemble des membres lycéens du CVL. Il est également l'un des représentants des élèves au conseil d'administration. Composition : le chef d'établissement, Président ; 10 représentants des personnels et parents d'élèves assistent à titre consultatif aux réunions. Objectif : dynamique de dialogue favorisant la prise en compte des questions touchant à la vie et au travail scolaires dans le lycée. Les avis et propositions sont communiqués au CA (réf. : art. R421-43 et suivants du Code de l'éducation).

- Le CA : conseil d'administration. 5 délégués de classe titulaires, 5 suppléants élus. Composition : c'est un organe tripartite. Le chef d'établissement en est le président ; 10 membres de droit, 10 représentants élus des personnels d'enseignement, d'éducation et ATOS, 10 représentants élus des parents d'élèves (5) et des élèves (5). Il délibère sur les affaires de l'établissement : budget, projet d'établissement, règlement intérieur, santé, sécurité... (réf. : art. R421-14 et suivants du Code de l'éducation).

- La commission permanente. 2 délégués de classe titulaires et 2 suppléants élus. Au moins 3 réunions par an à l'initiative du chef d'établissement. Composition : émanation du conseil d'administration. Instruit les dossiers avant leur présentation au conseil d'administration.

- Le conseil de discipline. Composition : le chef d'établissement et son adjoint, Président, un conseiller principal d'éducation désigné par le conseil d'administration sur proposition du chef d'établissement, le gestionnaire, 5 représentants des personnels, dont 4 au titre des personnels d'enseignement et d'éducation et 1 au titre des personnels administratifs, sociaux et de santé et ATT (agents techniques territoriaux), 5 représentants des usagers (en collège, 3 parents + 2 élèves et en lycée, 2 parents + 3 élèves). Il prononce des sanctions disciplinaires, des mesures de prévention et de réparation.

**Au niveau académique :**

- Le CAVL : conseil académique de la vie lycéenne. Au moins 3 réunions par an à l'initiative du recteur. Composition : le Recteur, Président, 20 délégués, élèves des CVL des départements, siègent dans ce conseil de 40 membres dont le mandat est de 2 ans. Objectif : il formule des avis et des propositions sur la vie matérielle, pédagogique, sociale et culturelle des élèves dans les lycées et sur la répartition des crédits lycéens. Compétences : il élit les représentants des élèves au Conseil supérieur de l'éducation et au Conseil national de la Vie lycéenne (réf. : art. D511-63 et suivants du Code de l'éducation).

**Au niveau national :**

- Le conseil supérieur de l'éducation. Mandat de 2 ans. Composition : le Ministre, Président ; 3 sièges pour des lycéens élus (chaque élu a 2 suppléants). Objectif : il discute des projets concernant l'Éducation nationale (réf. : art. R231-1 et suivants + art. L231-1 et suivants du Code de l'éducation).

- Le CNVL : conseil national de la vie lycéenne. Au moins 2 réunions par an, mandat de 2 ans. Composition : le Ministre, Président, 33 délégués élèves élus, soit 1 délégué élève par académie et son suppléant : 30 sont issus du CAVL et 3 du CSE. C'est une structure d'information et de dialogue entre les lycéens et le Ministre (réf. : art. D511-59 et suivants). Ces différentes instances permettent à tous les lycéens, s'ils sont élus, d'exprimer leur opinion dans un cadre légal et officiel.

**7. (Doc 3 et 4) Quelles sont les qualités primordiales d'un délégué de classe ? Argumentez votre réponse.**

Les élèves sont ici amenés à faire émerger les qualités qui sont pour eux nécessaires pour être un délégué de classe. Le délégué de classe est élu par ses



camarades afin de les représenter. Sa mission principale est d'être le porte-parole d'une classe quelles que soient les affinités qu'on a dans la classe. Le délégué doit essayer d'être objectif en intégrant son point de vue à celui de l'ensemble de la classe. Le délégué sert de relais entre les élèves qu'il représente et les acteurs de la communauté éducative, comme le personnel enseignant, la direction ou encore les parents d'élèves.

Présent au conseil de classe, au conseil d'administration de son établissement ou au conseil de discipline d'un élève de sa classe, il doit donc faire preuve de sérieux et de conviction. Le délégué doit, bien entendu, consulter ses camarades et les faire participer avant chaque conseil de classe, en organisant des réunions et des débats, en recueillant leur avis, en écoutant leurs propositions. En cas de conflit déclaré entre élèves, le délégué de classe ne doit pas jouer les arbitres ou encore moins prendre position pour l'une des parties. Il peut en revanche intervenir pour calmer le jeu.

## Je construis mon point de vue

**8.** *Le lycée est-il, selon vous, un espace démocratique ? Justifiez votre réponse.*

L'élève est amené à se positionner, donner son avis qu'il devra argumenter et nourrir d'exemples afin d'étayer son opinion.

## 5 – Les principes et les différentes formes de solidarité

### Je réagis

**1.** (Situations 1 et 2) *Décrivez l'affiche et le dessin. Quels sont les messages délivrés ? Qu'en pensez-vous ?*

Le dessin (doc 1) représente une main avec deux doigts représentant le « V » de la victoire. Au-dessus, une chouette, une aile levée, dont le visage souriant semble dire : « Continuons ensemble ». La chouette, dans le monde grec, symbolisait la sagesse et l'expression : « C'est chouette ! » signifie un état de ravissement. On peut supposer que la communauté nationale est fière de la Sécurité sociale et qu'il s'agit de perpétuer ce système de protection ensemble de façon solidaire. Néanmoins, le propos de l'affiche peut être nuancé. Le texte fait remarquer que 25 % de la population renonce aux soins faute d'avoir des revenus suffisants. Le dessin (doc 2) représente un père ordonnant à son enfant de terminer ses médicaments, car ils sont un coût supportés par la

Sécurité sociale (la protection sociale). Le père est plus préoccupé par le coût des médicaments que par les soins apportés à son enfant. Les élèves sont ensuite amenés à s'exprimer sur les situations qui mettent en évidence que la santé à un coût, supporté par la communauté nationale et par les personnes. Certains peuvent être amenés à penser que cette solidarité est nécessaire pour la prise en charge de maladies coûteuses, par exemple, et que tout le monde ne pourrait pas se soigner sans ce système solidaire. D'autres peuvent exprimer l'idée selon laquelle l'on n'a pas à payer pour les autres. Il est possible et souhaitable de faire émerger des interrogations : Qui paye ? Sous quelle forme ? La santé est-elle gratuite ? Si le système est solidaire, pourquoi certaines personnes ne peuvent-elles pas se soigner ? Peut-on ne pas aider des personnes privées de soins si elles n'en ont pas les moyens ?

### Je m'informe

**2.** (Doc 1) *Que met en place l'État en 1945 ? Quel est son but ?*

En 1945, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France met en place un système national d'entraide obligatoire. Tout le monde doit y participer. L'objectif est de lutter contre la misère et l'insécurité. On crée donc, sur les bases de la solidarité nationale, un système national d'assurance sociale.

**3.** (Doc 1 et 2) *Quels sont les principes défendus dans ces documents ?*

Les principes défendus dans les documents 1 et 2 sont la solidarité nationale, chacun contribue selon ses moyens mais reçoit selon ses besoins, mais aussi la solidarité internationale. On proclame et on organise le droit à la santé et l'accès aux soins pour tous.

**4.** (Doc 1) *Quels sont les risques couverts par la Sécurité sociale ?*

Les risques couverts par la Sécurité sociale sont ceux liés aux aléas de la vie : la santé, l'éducation des enfants, la vieillesse, mais aussi les accidents du travail et les maladies professionnelles.

**5.** (Doc 3 et 5) *Qui finance la Sécurité sociale et comment ? À quelle difficulté de financement la Sécurité sociale est-elle confrontée ?*

La Sécurité sociale est financée par les cotisations sociales et la contribution sociale généralisée qui sont prélevées selon un pourcentage défini sur le salaire (on peut montrer une fiche de paye), mais aussi par le prélèvement de l'impôt. Le financement est confronté à un déficit, c'est-à-dire à un manque de recette notamment en raison du chômage

(moins de cotisations et des impôts moins importants) et des dépenses de santé qui sont coûteuses, ainsi que l’allongement de la durée de vie (on vit de plus en plus vieux).

**6. (Doc 4 et 5)** *Quels sont les problèmes soulevés par ces deux documents ? En quoi certains de ces problèmes sont-ils contraires aux principes fondés par la Sécurité sociale ?*

Les 2 documents soulèvent des problèmes différents. Le document 4 incite à ne pas frauder, c’est-à-dire à ne pas profiter du système de Sécurité sociale pour son confort personnel, sans réelle raison (ex. : profiter d’un arrêt maladie alors que l’on ne serait pas malade). Comme l’évoque en effet l’affiche « On a tous à y perdre », il s’agit d’être payé sans travailler et sans être souffrant. Or, c’est l’argent de tous ceux qui cotisent qui finance le congé maladie. Frauder est donc se mettre en marge de la solidarité nationale. Le document 5 évoque le déficit de la Sécurité sociale et montre que, pour permettre de continuer à assurer les remboursements, il est nécessaire de réduire ce déficit. Pour le réduire, des mesures ont été prises : « diminuer le remboursement des frais médicaux (ex. : une consultation à 23 euros est remboursée à 70 %), développer les médicaments génériques, lutter contre les prescriptions inutiles, passer l’âge de la retraite de 60 à 62 ans, moduler les allocations familiales en fonction des revenus. » Dans ce cas, le système n’est plus vraiment universel puisque les malades doivent payer une partie des frais médicaux eux-mêmes.

**Je construis mon point de vue**

**7.** *Montrez que la Sécurité sociale est un système fondé sur la solidarité et la responsabilité individuelle. Comment pouvez-vous, en tant que citoyen, contribuer à réduire le déficit ?*

Éléments de réponse :

La Sécurité sociale est fondée juste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour lutter contre la misère. Elle a 70 ans, c’est une assurance universelle qui permet de lutter face aux aléas de la vie. Il s’agit d’un système de solidarité nationale, d’entraide ; chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Nous sommes tous responsable de son bon fonctionnement, aussi bien en termes de recette (cotisations et impôt) qu’en termes de dépense (on n’en abuse pas). Chaque citoyen doit être responsable de ce système obligatoire qui appartient à tous. Concernant la protection sociale, les médecins et les patients (qui sont des citoyens) ne doivent pas abuser des remboursements, des arrêts maladies ou des dépassements d’honoraires. En effet, l’objectif de la

Sécurité sociale est que chacun puisse en bénéficier sans pour autant en profiter de façon abusive. Les élèves peuvent élargir leur réflexion au système des mutuelles, à la prévention des soins, aux mesures prises pour réduire le déficit par exemple.

**S’engager dans un projet**

**Mettre en place un conseil des élèves**

**1. (Doc 1)** *Précisez le thème commun aux deux dessins et, pour chacun d’eux, le message délivré.*

Les deux dessins évoquent la possibilité pour les élèves de prendre la parole en classe sous forme de débat. Tout d’abord, pour exercer leur citoyenneté (soyez citoyen) mais, pour cela, il y a des règles (nous allons en débattre). Tout citoyen doit pouvoir s’informer, faire des choix, définir les règles communes pour mener à bien des actions communes.

**2. (Doc 2, 3, 4 et 5)** *Expliquez en quoi un conseil et ces heures de vie de classe peuvent répondre au message délivré par les dessins.*

Le conseil est un moment où l’on définit ensemble les règles qui nous permettent de travailler dans un objectif commun. On cherche des solutions pour améliorer le climat de la classe, on peut y exprimer son enthousiasme, ses doutes, dans le respect de chacun et selon des règles définies préalablement, qui permettent que chaque élève puisse, s’il le souhaite, s’exprimer librement. On peut aborder des sujets concernant la vie de classe, la vie dans le lycée ou hors du lycée et décider d’engager des actions concrètes.

**3. (Doc 3 et 5)** *Analysez ces documents et proposez l’organisation d’un conseil des élèves, en remplissant le tableau.*

Objectif	Dialogue
Composition	La classe, un ou des enseignants, CPE, documentaliste, adultes de l’établissement
Président, son rôle	Annoncer l’ordre du jour, distribuer la parole à ceux qui la demandent
Secrétaire, son rôle	Prendre des notes, effectuer un relevé de conclusion
Documents, leurs rôles	Cahier pour noter les questions à l’ordre du jour, les bilans, le suivi des relevés de conclusion
Règles communes à tous	Écoute, respect de la parole de chacun

# Évaluation

## Évaluation 1 – Les droits des lycéens

### Comprendre les valeurs et les principes en jeu dans la situation

#### 1. Décrivez cette affiche

Cette affiche a été réalisée pour une campagne nationale pour la création de journaux dans les lycées. Son slogan principal est le suivant : «Lycéens, prenez la parole, faites un journal». Il est scandé par un élève qui se sert d'un journal comme porte-voix. Apparaissent aussi des slogans secondaires : «Engagez-vous et participez à la vie de votre lycée», «Donnez votre avis sur tout mais surtout votre avis» ou encore «Un journal qui vous ressemble, une équipe qui vous rassemble». Ces messages ont vocation à amener les lycéens à réaliser ce type de projet. Est aussi indiqué que des centaines de journaux existent déjà et que, pour réaliser cela, il y a un site qui propose en téléchargement un kit pratique afin de débiter ce projet. En bas de cette affiche, sont mentionnés les partenaires de cette campagne : l'association Jets d'encre, l'État...

#### 2. Quel droit des lycéens est ici mis en avant ?

Le droit qui est mis en avant est le droit de publication dans un lycée.

### Mobiliser ses connaissances

#### 3. Quels sont les différents droits des lycéens à l'intérieur de l'établissement et sur quel texte reposent-ils ?

Il existe différents types de droits dans un lycée :

- Les droits individuels des lycéens : chaque lycéen a droit au respect de son intégrité physique et morale, au respect de sa liberté de conscience, au respect de son travail et de ses biens, à la liberté d'expression. Chacun doit user de ces droits dans un esprit de tolérance et de respect d'autrui.
- La liberté de réunion : ce droit s'exerce dans chaque établissement d'enseignement secondaire. Les délégués lycéens ou une association de lycéens peuvent demander l'autorisation d'organiser une réunion en dehors des heures de cours au chef d'établissement. Celui-ci peut s'y opposer ou l'accepter, éventuellement en imposant des règles de sécurité. Il peut, s'il accepte cette réunion, mettre à la disposition des jeunes un lieu pour les accueillir.
- La liberté d'association : un lycéen majeur peut créer une association sous réserve qu'elle respecte les principes du service public de l'enseignement.

Ainsi, par exemple, elle ne doit pas avoir d'activité à caractère politique ou religieux. Les statuts de cette association devront être déposés auprès du chef d'établissement et validés par le conseil d'administration. L'association pourra être domiciliée dans l'établissement. Dans ce cadre, les élèves ont la possibilité de créer une Maison des lycéens. Tous les lycéens peuvent y adhérer de droit. Sa direction (présidence, secrétariat, trésorerie) est assurée par des lycéens qui ont au moins 16 ans. La Maison des lycéens peut organiser ou participer à des manifestations culturelles, sportives ou humanitaires.

- la liberté de publication : tout lycéen peut rédiger une publication et la diffuser librement dans son lycée. La responsabilité personnelle du rédacteur est engagée. Cette publication ne doit donc pas porter atteinte ni aux droits d'autrui ni à l'ordre public, et elle ne doit être ni injurieuse ni diffamatoire. Le chef d'établissement peut ainsi suspendre ou interdire la diffusion d'une publication. Le chef d'établissement met à la disposition des délégués des élèves et du conseil des élèves des panneaux d'affichage et, dans la mesure du possible, un local.

### Défendre un point de vue

#### 4. Traitez l'une des questions ci-dessous.

L'élève traite une des deux questions et apporte des arguments, afin de soutenir sa réponse en prenant appui sur le document ainsi que sur les pages 172-173.

## Évaluation 2 – Les principes et les différentes formes de solidarité

### Comprendre les valeurs et les principes en jeu dans la situation

#### 1. (Doc 1) Quels sont les objectifs de la Sécurité sociale ?

Le terme «Sécurité sociale» désigne le système d'indemnisation, par les administrations publiques, des citoyens victimes des aléas de la vie (comme le chômage, la maladie, les accidents, la vieillesse, le décès d'un parent pour un mineur, etc.). Il s'agit d'assurer un minimum de ressources ainsi que l'accès aux besoins essentiels (éducation, eau, nourriture, hygiène) à tous les citoyens, hors catastrophe, guerre ou calamité (qui relèvent, elles, de la sécurité civile). La Sécurité sociale fait partie de la politique sociale, celle-ci étant intégrée dans la politique publique.

## 2. (Doc 1) Sur quels principes est-elle fondée ?

La Sécurité sociale est fondée sur le principe de solidarité nationale, c'est-à-dire la reconnaissance du lien qui unit les êtres humains et les poussent à s'accorder une aide mutuelle. Elle est donc fondée sur le principe d'une assurance sociale universelle obligatoire.

## 3. (Doc 2) Décrivez le dessin. La demande du patient est-elle justifiée ?

Sur ce dessin de Deligne dans Var-Matin, il y a deux personnages : un homme assis sur une table d'examen et un médecin en train de l'ausculter avec son stéthoscope. Il y a aussi deux bulles qui correspondent aux paroles du patient qui demande un arrêt maladie, afin de justifier son absence pour aller voir des matchs de tennis à Roland-Garros. Cette demande ne peut pas être justifiée et correspond à une fraude à la Sécurité sociale. Acte qui est puni par la loi : l'article L114-13 du Code de la Sécurité sociale dispose que : « Est passible d'une amende de 5 000 euros quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration pour obtenir, ou faire obtenir ou tenter de faire obtenir des prestations ou des allocations de toute nature, liquidées et versées par les organismes de protection sociale, qui ne sont pas dues, sans préjudice des peines résultant de l'application d'autres lois, le cas échéant. »

## Mobiliser ses connaissances

### 4. Qui finance la Sécurité sociale ?

Les ressources qui servent à financer la protection sociale (708 milliards d'euros en 2013) se répartissent en trois catégories principales :

- les cotisations sociales (62,1 % du total des ressources en 2013);
- les impôts et taxes affectés (ITAF) (25,1 %), dont la CSG (contribution sociale généralisée);
- les contributions publiques de l'État et des collectivités locales (9,7 %).

Ces ressources sont en progression constante. Elles suivent la croissance des dépenses de protection sociale. En 2012, elles représentaient 33,1 % du PIB. Depuis une vingtaine d'années, la part de chacune d'entre elles dans le financement de la protection

sociale évolue. En effet, on assiste à une diminution du poids des cotisations sociales, qui restent quand même la première source de financement, et à une augmentation de la part des ressources fiscales. Cette évolution répond à la nécessité de ne pas faire peser le financement de la protection sociale sur les seuls revenus d'activité.

## Défendre un point de vue

### 5. Traitez l'une des questions ci-dessous.

*La fraude aux cotisations sociales dépasse en 2014 plus de 20 milliards d'euros. Comment, à votre avis, chaque citoyen peut-il contribuer à la réduction de cette fraude ?*

Voir thème 5. Les principes et les différentes formes de solidarité (p. 174-175).

L'élève traite une des deux questions et apporte des arguments afin de soutenir sa réponse en prenant appui sur le document ainsi que sur les pages 174-175.

*Expliquez comment la création de la Sécurité sociale illustre la troisième partie de la devise française, la fraternité.*

Éléments de réponses : La Sécurité sociale est un système obligatoire de solidarité. Mais la fraternité est un idéal qui est inscrit dans la devise républicaine et qui dépasse la notion de solidarité. Il s'agit d'une valeur morale. On mesure par la fraternité la cohésion de la communauté nationale. La Sécurité sociale est créée dans cet esprit. Certes, on met en place un système solidaire d'entraide dont l'objectif est de ne laisser personne en difficulté face aux aléas de la vie. On peut dire que ce système illustre la fraternité dans le sens où il permet de réduire les inégalités face à la santé, par exemple, et comme il est universel, personne ne doit être laissé de côté. On peut attendre de l'élève qu'il montre les limites du système d'assurance maladie, par exemple en évoquant les problèmes soulevés lors de la séance de cours : déficit, déremboursement des soins, mutuelles... La fraternité est une valeur morale illustrée par la mise en place de la Sécurité sociale; on assure à chacun les moyens de ne pas tomber dans la misère et donc de ne pas être exclu de la communauté nationale.

# ÉDUCATION CIVIQUE ET MORALE – THÈME 2

## Égalité et discrimination

***Selon les programmes, le thème «Égalité et discrimination» amène à traiter trois points de connaissances : «La notion d'égalité avec ses acceptions principales (égalité en droit, égalité des chances, égalité de résultats)»; «Les inégalités et les discriminations de la vie quotidienne, leur gravité respective au regard des droits des personnes»; «Les textes juridiques fondamentaux de lutte contre les discriminations (particulièrement la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972)». Ces connaissances sont abordées en vue des compétences à acquérir : «Identifier et expliciter les valeurs éthiques et les principes civiques en jeu»; «Mobiliser les connaissances exigibles»; «Développer l'expression personnelle, l'argumentation et le sens critique»; «S'impliquer dans le travail en équipe».***

### Problématique générale du thème

L'article 1 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirme que : «Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits». À chaque citoyen, il est reconnu plusieurs droits : les droits politiques (vote et éligibilité), les droits-libertés (liberté d'expression, d'opinion, de réunion, d'association...), les droits économiques et sociaux (instruction, santé, travail, syndicat). Ces droits sont tous garantis par l'État. Néanmoins, cette égalité en droits se heurte à la persistance des discriminations en fonction des origines, du sexe, de l'âge... Les situations où des personnes sont victimes de discrimination sont nombreuses : embauche, stage, accès au logement... En outre, depuis deux décennies, on constate le creusement des inégalités de revenus et de salaires. De plus, les inégalités femmes-hommes et les inégalités scolaires perdurent. Dès lors, la question des moyens pour lutter contre les discriminations et les inégalités ainsi que leur efficacité se pose. Pourquoi existe-t-il encore des discriminations ? Pourquoi est-il difficile de réduire les inégalités ? Ce thème nous interroge également sur le rôle de l'État et des citoyens. Que fait l'État contre les discriminations et les inégalités ? Que peuvent faire les citoyens ?

### Ouverture

Les pages d'ouvertures permettent d'entrer dans le sujet en montrant les inégalités et les discriminations dont sont victimes les femmes.

### Situations

1. «La notion d'égalité» est abordée à partir de l'exemple de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales), qui mène depuis dix ans un programme qui consiste à encourager les jeunes issus de quartiers populaires à intégrer cette école. À partir de cette situation on s'interroge sur l'égalité en droit et l'égalité des chances.
2. «Inégalités et discriminations au travail» débute par un questionnement sur deux témoignages de recruteurs. Ces discriminations à l'embauche sont reliées à d'autres cas concrets. On est ensuite amené à questionner la notion de discrimination positive.
3. «Les textes juridiques fondamentaux de lutte contre les discriminations» sont étudiés à partir de l'exemple des propos discriminatoires tenus par des internautes qui se cachent derrière un pseudonyme.

### S'engager dans un débat

La double page «S'engager dans un débat» a pour objectif de préparer et de réaliser un débat en classe. On demande de répondre de manière argumentée à la question suivante : «Dans quel domaine doit-on améliorer l'égalité femmes-hommes ?»

### Évaluation

Cette double page conclue le chapitre en proposant deux évaluations permettant de contrôler les connaissances acquises.

# CORRIGÉ

## Ouverture

**1. (Doc 1)** *Pour quelle catégorie de la population française cette affiche fait-elle la promotion de l'égalité? Que dénonce-t-elle?*

Cette affiche a été conçue par le Laboratoire de l'égalité afin d'interpeller l'opinion et de créer une mobilisation collective pour l'égalité femmes-hommes avec la signature du Pacte pour l'égalité. Elle dénonce le fait que les femmes sont encore en charge de la plupart des tâches ménagères et de l'organisation familiale. Ce sont majoritairement elles qui s'arrêtent de travailler pour garder les enfants lorsqu'ils ne sont pas à l'école.

**2. (Doc 2)** *Quelle(s) discrimination(s) est (sont) suggérée(s) sur cette affiche?*

Cette affiche dénonce les discriminations sexistes, en l'occurrence dans le monde du sport. Ces discriminations sont injustes car les hommes et les femmes doivent pouvoir avoir accès sans distinction ni restriction aux activités de leur choix.

**3. (Doc 1 et 2)** *Quel thème auriez-vous choisi pour participer au concours?*

Est attendue toute réponse relevant des discriminations sexistes qui touchent les personnes dont l'identité sexuelle, l'orientation sexuelle, le «look» corporel ou le sexe permet un traitement différentiel au détriment de la personne.

## 1 – La notion d'égalité

### Je réagis

**1. (Situation)** *L'objectif visé par l'Essec vous semble-t-il pertinent? Pourquoi?*

L'objectif de l'école est de «faciliter la transition entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, qui reste aujourd'hui une problématique particulièrement forte pour les élèves issus de milieux modestes». Démarche : L'élève doit exprimer sa sensibilité, il n'y a donc pas de bonne ou de mauvaise réponse, tant qu'elle est justifiée.

### Je m'informe

**2. (Doc. 1 et 2)** *Montrez que les lois françaises sont fondées sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Quelle valeur républicaine défendent-elles?*

Toutes les lois citées garantissent l'égalité des individus et luttent contre les discriminations. Elles per-

mettent l'égalité des citoyens, sans distinction, et s'appliquent de la même façon pour tous.

**3. (Doc. 3)** *Dans quelle mesure l'égalité des chances s'est-elle accrue dans le système scolaire français?*

Depuis les années 1950, l'État a mis en place une politique éducative menant à l'obtention d'un diplôme par le plus grand nombre d'élèves. Aujourd'hui, la majorité des enfants issus du monde ouvrier ou employé obtient le baccalauréat, tout comme ceux issus des catégories socioprofessionnelles supérieures.

**4. (Doc. 4)** *Quelles mesures ont été prises par la RATP pour favoriser l'égalité des chances au moment du recrutement?*

Pour favoriser l'égalité des chances pour devenir collaborateur de la RATP, l'entreprise a signé la Charte de la diversité, ainsi que d'autres accords sur l'égalité des chances et la diversité, elle a supprimé la clause de nationalité dans les critères de recrutement et a mis en place le CV anonyme pour postuler.

Je construis mon point de vue

**5. En vous appuyant sur l'ensemble des documents, répondez à la question suivante : Quelle mesure vous semblerait la plus urgente à prendre pour renforcer l'égalité en France à l'heure actuelle? Développez votre réponse.**

On attend toute proposition qui prend en compte une discrimination actuelle et qui entre dans le cadre de l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution de 1958 : «La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée. La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.»

## 2 – Inégalités et discriminations au travail

### Je réagis

**1. (Situation)** *Quelles discriminations les deux témoignages mettent-ils en avant?*

Ces deux témoignages de recruteurs mettent en avant une discrimination sexuelle à l'embauche.

**2. (Situation)** *Que pensez-vous de l'attitude des deux recruteurs?*

On attend une réponse liée à la sensibilité de l'élève. Il n'y a donc pas de bonne ou de mauvaise réponse.

Je m'informe

**3. (Doc. 1, 2 et Situation)** Montrez que les cas présentés dans la situation et dans le document 2 relèvent bien de cas de discrimination.

Tous les cas présentés relèvent de la discrimination dans le monde du travail en raison d'un recrutement non justifié à compétences égales ou relative à une discrimination liée à l'origine, en référence aux articles du Code pénal cités dans le document 1.

**4. (Doc. 3, 4 et 5)** Déterminez les personnes touchées par les inégalités et le domaine concerné.

Les femmes et les personnes en situation de handicap sont victimes d'inégalités dans le monde du travail, tant au niveau de la précarité liée au type de contrat de travail qu'au salaire et à l'embauche en elle-même.

**5. (Doc. 5)** Quelles explications la journaliste donne-t-elle à l'inégalité qu'elle dénonce ?

La journaliste dénonce les écarts de salaire entre les hommes et les femmes. Elle explique cela par le fait que plus de femmes travaillent à temps partiel, dans des métiers moins qualifiés et dans des secteurs moins rémunérateurs.

Je construis mon point de vue

**6.** En vous appuyant sur l'ensemble des documents, répondez à la question suivante : Les lois doivent-elles favoriser certaines catégories de la population active ? Pourquoi ?

On attend une réflexion argumentée des élèves sur les lois dites de « discrimination positive ». Ils peuvent s'appuyer sur l'exemple présenté dans le document 4.

### 3 – Les textes juridiques fondamentaux de lutte contre les discriminations

#### Je réagis

**1. (Situation)** Que reproche le collectif « Faites de la tolérance » au président de Facebook France ?

Le collectif reproche au président de Facebook France de ne mener aucune action contre les propos racistes et haineux. En effet, le réseau social autorise ses utilisateurs à rester anonymes, ce qui leur permet de tenir des propos délictueux en toute impunité. De plus, Facebook se dédouane en invoquant la responsabilité des utilisateurs. En outre, les procédures de plainte sont trop lourdes et découragent les victimes.

**2. (Situation)** Quelle solution propose le collectif pour résoudre le problème ?

La solution avancée par le collectif est d'obliger les auteurs de propos délictueux à renoncer à l'anonymat.

#### Je m'informe

**3. (Doc 1 et 2)** Comment retrouve-t-on sur Internet une personne qui tient des propos discriminatoires sous un pseudonyme ? À quelles sanctions s'expose-t-elle ?

Il est possible d'identifier sur Internet une personne qui utilise un pseudonyme pour publier des propos discriminatoires. Pour cela, il faut formuler une demande auprès du site où elle a proféré ses insultes, afin d'obtenir des informations confidentielles la concernant. Il s'agit en général de l'adresse IP de son ordinateur.

La gravité des peines encourues varie en fonction de la nature des propos. Les auteurs d'injures discriminatoires s'exposent à des sanctions allant jusqu'à six mois de prison et 22 500 € d'amende. Lorsque les propos relèvent de la diffamation ou de la provocation, leur auteur risque jusqu'à un an de prison et 45 000 € d'amende.

**4. (Doc 2)** Pourquoi est-il très difficile de faire appliquer la loi sur Internet ?

L'exemple des messages discriminatoires, qui ont été publiés sur Twitter durant le mois d'octobre 2012, prouve qu'il est difficile de faire appliquer la loi sur Internet. Pour l'entreprise américaine, ce n'est pas le droit français qui s'applique dans cette situation mais celui de son pays. Or, aux États-Unis, la liberté d'expression ne connaît aucune restriction. C'est pourquoi, dans un premier temps, elle a refusé de fournir des informations permettant d'identifier leurs auteurs. Les associations ont donc été obligées d'intenter une action en justice à son encontre pour les obtenir.

**5. (Doc 3)** Quels sont les dangers de la suppression de l'anonymat sur Internet ?

La suppression de l'anonymat sur Internet remet, tout d'abord, en cause la liberté d'expression. En effet, il permet à chacun d'exprimer ses idées sans être inquiété ou mettre en danger sa vie professionnelle. Ensuite, l'anonymat est un moyen de protéger sa vie privée. Enfin, son emploi est une manière de protéger les enfants et les adolescents des mauvaises rencontres qu'ils pourraient faire sur Internet.

Je construis mon point de vue

6. En vous appuyant sur l'ensemble des documents, répondez à la question suivante : Signeriez-vous cette pétition ? Justifiez votre réponse.

On attend que l'élève prenne parti et qu'il défende son point de vue en argumentant. À partir des documents, il peut formuler les arguments suivants.

	Arguments contre l'emploi du pseudonyme	Arguments pour l'emploi du pseudonyme
Document 1	<ul style="list-style-type: none"><li>– Les propos discriminatoires sont des délits punis par la loi.</li></ul>	
Document 2	<ul style="list-style-type: none"><li>– Obtenir les informations personnelles des auteurs de propos discriminatoires est une démarche difficile et longue.</li><li>– Les entreprises américaines ne sont pas soumises au droit français.</li><li>– Les entreprises américaines ont une conception plus large de la liberté d'expression.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– La loi française oblige les sites internet à fournir les données personnelles des auteurs de propos discriminatoires.</li></ul>
Document 3	<ul style="list-style-type: none"><li>– L'emploi du pseudonyme encourage les internautes à tenir des propos discriminatoires</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Interdire le pseudonyme, c'est remettre en cause la liberté d'expression.</li><li>– Le pseudonyme protège la vie privée.</li><li>– Le pseudonyme protège les enfants et les adolescents.</li></ul>

S'engager dans un débat

1. Analysez les actions menées en complétant le tableau.

Cf. tableau page suivante.

2. Précisez dans quel but ont été réalisées ces actions ?

Toutes ces actions ont été réalisées dans le but de lutter contre les inégalités femmes-hommes.

3. Citez d'autres domaines dans lesquels il existe des inégalités entre les femmes et les hommes ?

Les autres domaines dans lesquels il existe des inégalités entre les femmes et les hommes sont : la publicité, les médias (radio, télévision), le sport...

Évaluation

Évaluation 1 – La notion d'égalité

Comprendre la situation

1. Que signifie le titre de la chanson ? Pourquoi l'auteur affirme « on n'est pas nés sous la même étoile » ?

Être né sous la même étoile est une image qui signifie le fait d'avoir, à la naissance, les mêmes chances que les autres. La chanson compare les vies de deux individus. Elles sont totalement opposées, car l'un est né dans une famille aisée, et l'autre dans une famille pauvre. Ainsi, leur naissance a déterminé leur destin. C'est pourquoi l'auteur affirme : « on n'est pas nés sous la même étoile ».

2. Selon l'auteur, dans quels domaines se manifestent les inégalités selon ?

Les inégalités se manifestent dans les domaines suivants : les revenus, le travail, les conditions de vie, les loisirs, l'école et les études.

Mobiliser ses connaissances

3. Qu'est-ce que l'égalité en droit ? Illustrez votre propos avec un exemple.

Les premiers droits reconnus sont les « droits-libertés » (liberté d'expression, d'opinion, de réunion, d'association...). Ils peuvent être individuels ou collectifs et offrent aux individus une certaine autonomie et la possibilité d'agir sans soumission. Ce sont ces droits que reconnaît la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 ; leur conquête ayant nécessité de longs combats. Parmi eux, les droits politiques (droit de vote et d'éligibilité) permettent une participation au pouvoir. Ensuite, il existe des droits économiques et sociaux, tels que le droit à l'instruction, le droit à la santé, le droit au travail, le droit d'appartenance à un syndicat. En France, ils sont inscrits dans le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946. Enfin, aujourd'hui, apparaît une troisième génération de droits de l'homme. Ils concerneraient, non seulement les citoyens d'un même État, mais impliqueraient une solidarité internationale (ex. : droit à un environnement sain, droit des générations futures, droit d'ingérence humanitaire).



Doc.	Qui ?	À qui ?	Quels domaines sont concernés par l'égalité femmes-hommes ?	Quels sont les moyens d'action utilisés ?
1	Association	Les Français	Le travail Le salaire	Affiche publicitaire
2	Laboratoire de l'égalité	Les Français	Les tâches domestiques	Affiche publicitaire
3	L'État	Entreprises	Les entreprises Emploi des femmes Responsabilités parentales	Loi Sanctions Interdiction d'accès aux marchés publics
4	Le gouvernement	Les Français	La politique	Rapport publié sur Internet

### Défendre un point de vue

**4. Traitez l'une des questions ci-dessous.**  
*– Est-il possible de réduire les inégalités ? Justifiez votre réponse.*  
On attend que l'élève prenne parti et qu'il défende avec des arguments son point de vue. Voici quelques arguments non exhaustifs qu'il peut employer :

Arguments pour	Arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les lois garantissent l'égalité des individus et luttent contre les discriminations.</li> <li>– L'État a mis en place une politique éducative menant à l'obtention d'un diplôme par le plus grand nombre d'élèves.</li> <li>– Pour favoriser l'égalité des chances certaines entreprises appliquent la Charte de la diversité.[...]</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Il existe des discriminations à l'embauche en fonction du sexe, des origines, de l'âge, du handicap...</li> <li>– Les femmes et les personnes en situation de handicap sont victimes d'inégalités dans le monde du travail.</li> <li>– Les femmes et les personnes qui ont un handicap sont moins payées et plus touchés par le chômage.[...]</li> </ul>

*– Toutes les personnes habitant en France doivent-elles avoir les mêmes droits ? Justifiez votre réponse.*  
On attend que l'élève prenne parti et qu'il défende avec des arguments son point de vue. Voici quelques arguments qu'il peut employer :

Arguments pour	Arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Article 1 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Tous les hommes naissent libres et égaux. » – Les « droits-libertés » (liberté d'expression, d'opinion, de réunion, d'association...) et économiques et sociaux (instruction, santé, travail, syndicat...) sont universels.</li> <li>– La discrimination est un délit. [...]</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les étrangers non européens n'ont pas les mêmes droits que les Français : ils n'ont pas de droits politiques (droit de vote et d'éligibilité), ils ne disposent pas du droit d'entrer et de séjourner sans conditions sur le territoire et ils ne peuvent pas devenir fonctionnaires titulaires.</li> <li>– Pour lutter contre les inégalités au travail et à l'école, il faut appliquer la discrimination positive (par exemple, la loi handicap de 2005).</li> <li>– Les citoyens qui ont commis des délits sont privés de leurs droits civiques durant une certaine période. [...]</li> </ul>

### Évaluation 2 – Les inégalités et les discriminations de la vie quotidienne

#### Comprendre la situation

**1. (Doc 1)** *Pourquoi la situation représentée sur l'affiche est-elle une discrimination ?*  
La situation représentée sur l'affiche est une discrimination, puisque la personne subit une inégalité de traitement fondée sur son handicap.

**2. (Doc 2)** *Pour quelles raisons les condamnations pour discrimination sont-elles peu nombreuses ?*  
Les condamnations pour discrimination sont peu nombreuses pour trois raisons. Tout d'abord, il est difficile de prouver les comportements discrimina-

toires. Ensuite, l'action en justice est complexe et longue. Enfin, beaucoup de victimes ne sont pas informées sur les recours juridiques possibles.

Mobiliser ses connaissances

3. Sur quels critères les discriminations sont-elles fondées? Dans quels domaines s'exercent-elles?

On attend que l'élève cite plusieurs critères et domaines parmi ceux-ci :

Critères	Domaines
Origine, sexe, famille, caractéristiques génétiques, grossesse, apparence physique, patronyme, orientation ou identité sexuelle, lieu de résidence, état de santé, handicap, âge, mœurs, opinion politiques, activités syndicales.	Fourniture de n'importe quel bien, fourniture de n'importe quel service, exercice d'une activité économique quelconque, embauche, stage.

Argumenter

4. Traitez l'une des questions ci-dessous.

(Doc 1 et 2) Donnez des arguments appuyés sur des exemples pour défendre le point de vue suivant : il existe de nombreux moyens pour lutter contre les discriminations.

On attend que l'élève défende avec des arguments le point de vue. Voici quelques arguments qu'il peut employer :

- Les lois garantissent l'égalité des individus et luttent contre les discriminations.

- L'éducation permet d'assurer l'égalité des chances.
- La discrimination positive en faveur des personnes qui souffrent d'un handicap (loi handicap 2005) est de plus respectée par les entreprises.
- Pour favoriser l'égalité des chances, certaines entreprises appliquent la Charte de la diversité.
- Les campagnes publicitaires sensibilisent la population au problème de la discrimination.

(Doc 1 et 2) Donnez des arguments appuyés sur des exemples pour défendre le point de vue suivant : il est très difficile de lutter contre les discriminations.

On attend que l'élève défende avec des arguments le point de vue. Voici quelques arguments qu'il peut employer :

- Il est difficile de prouver les comportements discriminatoires.
- Les actions en justice sont complexes et longues.
- Beaucoup de victimes ne sont pas informées sur les recours juridiques possibles.
- Il est difficile de faire évoluer les mentalités.
- La lutte contre certaines discriminations demande beaucoup de temps : accessibilité des lieux publics pour les personnes souffrant d'un handicap.

## Thème 3

### Exercer sa citoyenneté dans la République française et dans l'Union européenne ..... 27



#### 1. Exercer sa citoyenneté européenne ..... 28

##### Situations

1. Paroles de citoyen
2. Manifestation à Varsovie, janvier 2016

#### 2. Voter : citoyenneté et droit de vote ..... 29

##### Situation

Témoignages dans le journal *20 minutes*

#### 3. Payer l'impôt ..... 30

##### Situation

Dessin d'opinion



#### 4. À quoi sert de s'engager, de militer ..... 31

##### Situations

1. Jessica, 32 ans, bénévole dans une association
2. Clément, 23 ans, étudiant en droit, militant politique



#### 5. Défendre : organisation et enjeux de la Défense nationale ..... 31

##### Situation

La perception de l'armée française et de la Défense nationale par les Français

## S'engager dans UN PROJET

### Créer une affiche pour inciter à voter au CVL ..... 32

## Évaluation 1

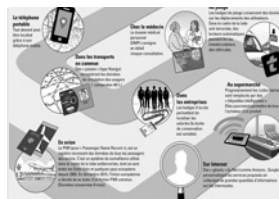
### Payer ses impôts ..... 33

## Évaluation 2

### Le droit de vote ..... 34

## Thème 4

### Les enjeux moraux et civiques de la société de l'information



#### 1. L'identité numérique 37

##### Situation

La journée d'un jeune actif au <sup>xxi</sup>e siècle



#### 2. Éthique et numérique 38

##### Situation

Internet : quels enjeux ?



#### 3. Spécificité et rôle des différents médias 39

##### Situation

La marche contre le terrorisme  
du 11 janvier 2015 vue par les médias

### S'engager dans UN DÉBAT

Débattre sur la liberté d'expression et les nouvelles technologies 40

#### Évaluation 1

*L'identité numérique* 41

#### Évaluation 2

*Spécificité et rôles des différents médias et de l'information* 42

# ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE – THÈME 3

## Exercer sa citoyenneté dans la République française et dans l'Union européenne

**En classe de première, «l'enseignement moral et civique a pour objectif de permettre aux élèves de saisir les enjeux moraux et civiques de l'appartenance à une société démocratique contemporaine.»(BO 21/06/2015). Il s'agit de permettre aux élèves de connaître leurs droits, d'approfondir l'exercice de la citoyenneté. Les droits ne peuvent pas être seulement l'objet de connaissance, les élèves doivent être en mesure de savoir comment les mettre en action. Les droits s'inscrivent dans un ensemble de valeurs, dans un idéal commun et partagé qu'il s'agit de vouloir et faire valoir.**

### Problématique générale

La double page d'ouverture permet d'aborder la citoyenneté comme une question qui transcende la question des origines, de la religion, des goûts... Cette citoyenneté est double par l'adhésion de la France à l'Union européenne.

Le premier sujet, intitulé «exercer sa citoyenneté européenne», approfondit la question en interrogeant le sentiment d'appartenance à la communauté nationale et à la communauté européenne, à partir des valeurs communes et des droits attachés aux citoyens européens. Cette question peut être complétée par un débat sur l'élargissement de la citoyenneté aux citoyens non communautaires.

Le sujet 2 interroge la question du droit de vote, droit qui à certaines élections n'est pas utilisé par les citoyens. L'abstention est une question vive compte tenu de ses conséquences et de la difficulté d'en saisir les raisons. En effet, on peut élargir le sujet sur la question du vote blanc, de la légitimité du politique quand parfois moins de 50 % des électeurs se déplacent aux urnes.

Le sujet 3 interroge la question de l'impôt et de la solidarité nationale. Il s'agit d'un enjeu important concernant l'intérêt général et la question des services publics.

Le sujet 4 aborde la question de l'engagement, la mise en action à partir des valeurs et permet aux élèves de réfléchir à la fois aux différentes formes de participation de la vie collective et à ce que l'engagement peut leur apporter à titre personnel.

Le sujet 5 porte sur le service national. la loi du 27 octobre 1997 fait obligation à l'Éducation natio-

nale d'assurer une éducation à la défense (c'est au cours de la scolarité au lycée qu'a lieu la Journée défense et citoyenneté). Il peut être intéressant d'inscrire cette séance dans le cadre de la découverte des métiers de la Défense, mais aussi d'interroger le rôle de l'armée dans le cadre de la défense nationale et des opérations extérieures.

### Ouverture

#### **Que signifie être citoyen dans la République française et dans l'Union européenne?**

#### **Pour réagir**

**1. (Doc 1)** Expliquez pourquoi selon vous «je suis citoyenne» est écrit en gros caractères. Quel sens donnez-vous au mot «citoyen» ?

«Je suis citoyenne» est écrit en gros caractères pour mettre en évidence que l'on peut être citoyenne quels que soient sa religion, ses habitudes alimentaires, ses goûts musicaux et son statut social. On est citoyen car on a des droits. Ils nous sont attachés dès notre naissance conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

**2. (Doc 2)** Décrivez l'image. Quel droit est ici énoncé pour les citoyens européens ?

Sur l'image, un jeune homme, probablement un étudiant, pense à des projets sans doute à l'étranger. Il regarde vers le ciel et rêve de pouvoir voyager en avion, sûrement, dans les grandes villes européennes.

Le droit énoncé ici est la liberté de circulation pour tous les Européens, notamment pour les étudiants dans le cadre des projets européens.

**3. Êtes-vous, vous-même, citoyen-ne dans la République française et dans l'Union européenne ? Pourquoi ?**

On attend des élèves qu'ils s'expriment sur la notion de citoyenneté française et européenne. Le chapeau introductif peut les aider à comprendre que les droits européens ne se substituent pas aux droits des citoyens français mais les complètent. De plus, le professeur peut les amener à formuler leur ressenti sur l'exercice ou pas de leur appartenance à la République française et à l'Union européenne à l'aide d'exemples de leur choix. Ils peuvent également formuler des hypothèses ou un questionnement.

## 1. Exercer sa citoyenneté européenne

### Je réagis

**1. (Situation 1 et 2)** Classez les différents points de vue que les jeunes Européens expriment sur la citoyenneté européenne. À votre avis, pour quelle raison les jeunes Polonais brandissent-ils le drapeau européen ?

Trois points de vue différents sont exprimés par les trois jeunes européens qui témoignent :

– Vaidotas de Lituanie : un sentiment d'appartenance à la communauté lituanienne et en même temps une adhésion d'idées à l'UE, à ses valeurs démocratiques mais sans avoir le sentiment d'une appartenance concrète.

– Olga des Pays-Bas se sent avant tout hollandaise et pas du tout européenne.

– Louise, française, se sent européenne car pour elle il s'agit d'une chance pour découvrir les autres, ne pas rester repliée sur soi, en ayant peur de l'autre.

Les jeunes Polonais protestent contre une loi qui vise à censurer les médias dans leur pays, à leur retirer leur indépendance. Ils brandissent le drapeau européen pour signifier que la Pologne appartient à l'Union européenne qui garantit l'indépendance des médias dans les pays membres et la liberté d'expression. Leur pays ayant adhéré à l'UE se doit de respecter la charte européenne des droits.

**2. Et vous, vous sentez-vous citoyen-ne européen ? Pourquoi ?**

Démarche : Les élèves expriment leur point de vue, ils tentent d'argumenter à partir de leur expérience personnelle et des témoignages étudiés.

### Je m'informe

**3. (Doc 1)** Qui est citoyen européen ? Quels droits la citoyenneté européenne accorde-t-elle ?

Est citoyen européen tout membre d'un pays qui a adhéré à l'Union européenne.

La citoyenneté européenne accorde les droits suivants :

- droit de vote et d'éligibilité au parlement européen
- droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales du pays où il réside
- droit de circulation et de séjour
- droit de s'adresser aux institutions européennes
- droit de consulter les documents de la commission, du conseil et du parlement européen
- droit de pétition
- droit d'initiative

**4. (Doc 1, 2 et 3)** Précisez quel droit européen est mis en œuvre dans le cadre du programme Erasmus. Quels en sont les objectifs ?

Il s'agit du droit de circuler et de séjourner librement dans un État membre de l'UE.

Les trois objectifs sont les suivants : organiser les mobilités, coopérer entre États membres au sein de partenariats stratégiques, soutenir les réformes pour la jeunesse dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle.

**5. (Doc 4)** Selon l'auteur de l'article, pourquoi les Français se désintéressent-ils de la politique de l'Union européenne ? Quelles en sont les conséquences ?

La démocratie reste lointaine et abstraite : l'Europe est perçue comme complexe, omnipotente, technocratique. Malgré une utilisation croissante d'internet et des réseaux sociaux, les Français sont peu sensibilisés aux questions communautaires. Il n'existe pas d'espace public pour s'informer.

Les médias ne jouent pas totalement leur rôle d'informateur, le public français ne répond pas non plus présent lors d'événements européens. Les médias doivent jouer leur rôle d'intermédiaires.

### Je construis mon point de vue

**6. Écrivez à un média de votre choix pour exprimer votre souhait d'avoir plus d'informations sur l'Europe. Argumentez.**

Les élèves peuvent reprendre des arguments du document 4 pour enrichir leur texte.

## 2. Voter : citoyenneté et droit de vote

### Je réagis

**1. (Situation)** *Présentez les messages de ces témoignages. Qu'en pensez-vous ?*

Ces deux messages présentent des opinions contradictoires sur le fait de voter, le premier témoignage fait part du choix d'une personne de ne pas voter car elle ne voit pas l'intérêt de participer au système actuel. Quant au second, la personne interrogée exprime son plaisir, à sa majorité, de voter pour la première fois et présente le fait de voter comme un devoir.

La seconde question amène les élèves à se positionner et à donner leur avis sur le vote.

**2. (Situation)** *Expliquez la phrase « ce n'est pas seulement un droit mais aussi un devoir ». Est-il obligatoire de voter ?*

Le second témoignage présente le droit de vote comme un droit mais aussi un devoir. En effet, en France, le droit de vote est un droit et n'est pas, juridiquement, une obligation. En revanche, le droit de vote est moralement un devoir pour les citoyens, comme le rappelle l'inscription figurant sur les cartes électorales : « Voter est un droit, c'est aussi un devoir civique ».

La question d'une éventuelle obligation du vote a souvent été débattue. Elle existe d'ailleurs dans certains pays tels que la Belgique, la Suisse ou la Grèce. Cependant, en France le vote n'est pas juridiquement un devoir en effet, on peut, comme tout autre droit (ex : liberté de réunion ou d'association), ne pas l'exercer.

Le rendre obligatoire poserait deux problèmes dans la pratique :

- vérifier que cette règle sera suivie. En clair, il faudrait mettre en œuvre une sanction pénale efficace, à savoir une amende sévère. Faute de quoi l'obligation posée pourrait demeurer lettre morte ;
- forcer les citoyens à utiliser leur droit de vote peut avoir des effets déstabilisateurs sur les résultats : augmentation des votes blancs, nuls ou extrémistes, qui pourraient signifier l'opposition des citoyens à une telle procédure.

### Je m'informe

**3. (Doc 2)** *Déterminez les conditions nécessaires pour voter en France.*

Selon l'article 3 de la Constitution, « sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques ».

Dès lors, les conditions pour voter sont les suivantes :

- disposer de la nationalité française : le droit de vote demeure lié, en France, à la nationalité. Les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne résidant en France ont toutefois droit de vote pour les élections municipales et européennes ;
- être majeur : âge fixé à 18 ans depuis 1974 ;
- jouir de ses droits civils et politiques : depuis la loi du 5 mars 2007 réformant la protection juridique des majeurs, cela peut exclure, selon la décision du juge, certains majeurs sous tutelle. Par ailleurs, les personnes condamnées par la justice peuvent être privées de leur droit de vote de façon temporaire, pour une durée fixée par le jugement de condamnation ;
- être inscrit sur la liste électorale : cette liste est tenue à jour dans chaque mairie. Y sont inscrites, à leur demande, les personnes domiciliées dans la commune ou qui y résident depuis six mois, celles qui sont inscrites au rôle des contributions directes (ex : impôts locaux) depuis cinq ans, les fonctionnaires qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune.

**4. (Doc 2)** *Identifiez la manière dont ont voté les 18-25 ans aux élections régionales et montrez en les conséquences*

Lors du 1<sup>er</sup> tour des élections régionales du 6 décembre 2015, sur 100 jeunes électeurs (de 18 à 25 ans), 65 se sont abstenus. Sur les 35 votants restants, 12 ont voté FN, 12 ont voté à gauche et 10 à droite. Cette étude prouve que l'abstentionnisme a été l'une des causes majeures de la montée des extrêmes en France lors de ces élections. En effet, en s'abstenant, les jeunes laissent d'autres jeunes s'exprimer à leur place.

**5. (Doc 3)** *Relevez la proposition de Claude Bartolone, puis présentez les arguments qui la justifient.*

Claude Bartolone propose de rendre le vote obligatoire en France pour tous les scrutins. Ceci augmenterait le taux de participation aux élections ; en effet, celui-ci dépasse les 70 % dans tous les pays qui l'ont instauré, qu'il y ait sanction financière ou pas.

Pour information, lors des élections régionales de 2015, la participation lors du second tour des élections régionales, dimanche 13 décembre, a atteint 58,53 %, contre 49 % au premier tour le dimanche précédent.

**6. (Doc 4)** *Déterminez les élections dont il est question, puis nommez les pays qui votent le plus, ceux qui votent le moins.*

Donnez des raisons qui peuvent expliquer l'abstention (voir pages 150-151).

Les élections dont il est question sont les élections européennes de 2014, elles ont eu lieu du 22 au 25 mai 2014 afin d'élire les 751 députés européens représentant les 28 États membres de l'Union européenne au sein du Parlement européen pour un mandat de 5 ans. Les pays qui votent le plus : Belgique et Luxembourg.

Les pays qui votent le moins : les pays de l'ex-URSS ; La moyenne de l'abstention dans l'Union européenne à 28 s'établit à 57,46 %.

Les raisons de cette abstention ont été relevées dans la question 5 page 151.

Je construis mon point de vue

7. Répondez à quelqu'un qui vous dit qu'il ne veut pas voter. Argumentez votre point de vue. Pour répondre les élèves peuvent utiliser les réponses aux questions de la situation 2 et du document 1. Ils devront insister sur les notions de droit mais aussi de devoir.

3. Payer l'impôt

Je réagis

1. (Situation) Décrivez ce dessin de presse. Quel point de vue est exprimé ? Qu'en pensez-vous ? Ce dessin de presse montre un couple dans son salon assis sur son canapé qui vient de recevoir sa feuille d'impôt. La dame s'exprime en disant : « j'ai l'impression qu'elle prend de plus en plus de place ». Le point de vue exprimé à travers ce dessin et l'expression montrent que la feuille d'impôt et le paiement qui en découle prennent de plus en plus de place dans le budget des gens. La vision de l'impôt est donc négative.

Démarche : Laisser les élèves donner leur avis et s'exprimer à ce sujet.

Je m'informe

2. (Doc 1) Nommez le texte fondateur dont il est question et précisez son contenu. Quels grands principes sont mis en avant ? Le texte dont il est question est la Déclaration de l'homme et du citoyen du 26 août 1789. Il établit la mise en place d'une contribution commune, c'est-à-dire l'impôt. Les grands principes qui sont mis en avant sont : le principe de répartition de l'impôt entre les citoyens en fonction de leurs revenus et le principe de solidarité, ceci pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses de l'administration.

3. (Doc 2) Identifiez les grands types d'impôts.

Impôts directs payés par les contribuables	Impôts indirects
Entreprises : impôt sur les sociétés (IS) : 58,1 Mds € (15,3%) Les foyers : impôt sur le revenu (IR) : 75,3 Mds € (19,9%), taxe d'habitation, taxe foncière	Les consommateurs : – taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : 193,3 Mds €, soit plus de la moitié des recettes fiscales de l'État (51,1%) – La TIPP : 14 Mds € (3,7%) – Taxes sur les tabacs et alcools. – TGAP (taxe générale sur les activités polluantes)

4. (Doc 2) Déterminez quelles sont les sources des impôts en France.

Les sources des impôts sont les consommateurs (51,1 % des recettes de l'État), les foyers et les entreprises.

5. (Doc 3) Présentez les missions principales de l'impôt en France. Justifiez votre réponse en calculant la part des trois premières missions dans le budget de l'État.

L'impôt sert à l'État français pour assumer financièrement différentes missions. Celles qui représentent l'effort financier le plus important sont celles dévolues à : l'éducation, la défense et la solidarité.

Ainsi les trois premières missions dans le budget de l'État représentent : 138.86 milliards d'euros soit 33 % de la loi de finances pour 2016.

6. (Doc 4) Expliquez la proposition de l'auteur.

L'auteur imagine ici un nouveau système d'imposition. Ce système propose d'abandonner le paramètre financier et de mettre en place une contribution basée sur la solidarité et l'engagement dès le plus jeune âge, chacun contribuant à la bonne marche de l'État en fonction de ses désirs, de ses compétences.

Je construis mon point de vue

7. Pensez-vous que payer l'impôt est nécessaire, juste et participe à la solidarité nationale ? Argumentez votre réponse.

L'élève est ici amené à exprimer son point de vue en s'appuyant sur les connaissances et les pistes de réflexion lancées par les documents étudiés.



## 4. À quoi sert de s'engager, de militer ?

### Je réagis

**1. (Situations)** *Présentez l'engagement de Jessica et celui de Clément (type d'engagement, intérêts et limites, points communs et différences).*

Jessica est bénévole dans une association d'aide aux personnes sans abri. Elle agit de temps en temps sans être vraiment adhérente. Elle est heureuse car elle participe à une action collective avec d'autres personnes tout en étant solidaire avec celles qui vivent dehors.

Clément est un militant, il adhère à une association politique, il cherche à convaincre du bien fondé de ses idées. Il donne beaucoup de son temps pour distribuer des tracts, faire signer des pétitions, mobiliser les gens. Il est pleinement engagé dans son association et respecte les décisions collectives de son parti.

**2. (Situations)** *De qui vous sentez-vous le plus proche ?*

Chaque élève a le droit d'apporter la réponse de son choix et également de se sentir proche d'aucune des deux personnes.

### Je m'informe

**3. (Doc 1 et 2)** *Expliquez comment l'article 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est mis en œuvre pour les jeunes.*

S'engager ou pas dans une association est un droit inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce droit peut être exercé en France dès l'âge de 16 ans, on peut s'engager dans l'association de son choix et y prendre des responsabilités avec l'accord de ses parents.

**4. (Doc 3 et 4)** *Où s'engagent majoritairement les jeunes ?*

Les jeunes s'engagent majoritairement dans les associations culturelles et sportives et dans les associations humanitaires mais très peu sont attirés par les associations politiques et syndicales.

**5. (Doc 4)** *Quelle forme d'engagement privilégient les jeunes ?*

Les jeunes s'engagent en signant des pétitions ou en participant à des manifestations.

**6. (Doc 5)** *Selon vous, pourquoi F. Mitterrand dit-il que dans la République « aucun volontaire n'est de trop » ?*

Pour F. Mitterrand qui vient d'être réélu Président de la République en 1988, la défense de l'idéal républi-

cain « liberté, égalité, fraternité » doit être défendu par chacun d'entre nous. Nous appartenons à la même communauté nationale et nous devons défendre nos valeurs inscrites dans la constitution :

- égalité,
- liberté,
- solidarité,
- tolérance,
- laïcité,
- esprit de justice,
- respect et l'absence de toute forme de discrimination.

### Je construis mon point de vue

**7.** *Êtes-vous engagé-e dans une activité bénévole ? Sinon, seriez-vous prêt-e à vous engager pour une cause, à militer dans une organisation ? Expliquez les raisons de votre position.*

Les élèves expriment leur point de vue personnel, sachant qu'ils ont le droit de défendre le fait de ne pas s'engager ; ils doivent dans tous les cas argumenter leur opinion.

## 5. Défendre : organisation et enjeux de la Défense nationale

Dernier sujet inscrit au programme du thème 1, « Défendre : organisation et enjeu, (trafic de drogues, piraterie, prolifération nucléaire et chimique), former une armée désormais professionnelle (fin du service militaire obligatoire en 1997) et participer à la mise en place d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) décidée lors du traité de Maastricht (1992), devenue lors du traité de Lisbonne (2009) la PSDC (politique de sécurité et de défense commune). »

### Je réagis

**1. (Situation)** *À votre avis, pourquoi le ministère de la Défense a-t-il réalisé ce sondage ?*

Chaque année, avant la fête nationale du 14-Juillet, le ministère de la Défense fait réaliser un sondage auprès d'un échantillon représentatif de 1005 Français âgés de 15 ans et plus par la DICO (Délégation à l'information et à la communication de la Défense). Ce sondage vise à mesurer la popularité des forces armées auprès des Français. Exceptionnellement les détails – notamment les questions posées – sont rendus publics : le ministère ne rend compte que des grandes lignes.

**2. (Situation)** *Partagez-vous les points de vue exprimés par les Français dans le sondage ?*

À la lecture des résultats de ce sondage, peuvent être dégagées les tendances suivantes : une très bonne perception des forces armées par la population française, un lien armée – nation renforcé après les attentats de Paris en janvier et novembre 2015 et la confiance accordée à l'armée française pour lutter contre le terrorisme.

## Je m'informe

**3. (Doc 1, 2 et 4)** Montrez en quoi le citoyen est concerné par la Défense nationale.

Le citoyen français est concerné par la Défense nationale : participation à la JDC (Journée Défense et Citoyenneté), participation à la Défense nationale si service national rétabli (doc 1), engagement pour une carrière professionnelle dans l'armée (doc 2), engagement des forces armées dans le monde et sur le territoire national (doc 4).

**4. (Doc 2 et 4)** Indiquez dans quelles parties du monde les forces françaises sont déployées. Quel est leur rôle ?

Plusieurs théâtres d'opérations de l'armée française sont recensés dans le monde en 2016. Les forces armées françaises sont essentiellement déployées en Afrique (opérations Sangaris en Centrafrique et Barkhane au Mali). Elles sont également présentes au Proche-Orient (Liban) et au Moyen-Orient (Irak), ainsi que dans l'océan Indien. La France contribue ainsi à la sécurité internationale par l'engagement de ses forces armées. Elles interviennent sous mandat de l'ONU, dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) mise en place par l'Union européenne ou aux côtés des forces alliées de l'OTAN.

Il est à noter que, outre les militaires français présents à Djibouti, l'armée française maintient des forces au Sénégal, au Gabon et aux Émirats arabes unis (défense des intérêts français et soutien militaire apporté à ces pays). Enfin, en tant que forces de souveraineté, chargées de défendre les territoires français d'outre-mer, l'armée française maintient des militaires notamment en Guyane, aux Antilles, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie.

**5. (Doc 3)** Pourquoi cette question se pose-t-elle en janvier 2015 ? Quels sont les arguments pour et contre ?

La question du rétablissement du service militaire est revenue sur la scène politique après les attentats de janvier 2015 à Paris, notamment contre *Charlie Hebdo*. Parmi les arguments favorables, on peut relever : renforcer les liens républicains, recréer du lien entre les citoyens, service militaire perçu comme

un ferment de la citoyenneté et du sentiment d'appartenance à la nation ; les arguments contre sont : question du budget pour l'organisation du service militaire, service militaire jugé inadapté face au terrorisme, question des moyens et des infrastructures pour rétablir le service national.

## Je construis mon point de vue

**6.** Expliquez pourquoi et comment vous êtes sensibilisé-e à la Défense nationale.

Être sensibilisé-e à la Défense nationale, c'est être sensibilisé-e à l'actualité, participer à la JDC (Journée Défense et Citoyenneté) et éventuellement s'engager. L'appel sous les drapeaux a été suspendu : il peut donc être rétabli à tout moment en cas de nécessité. Il a été remplacé par un parcours de citoyenneté obligatoire pour les filles et les garçons. L'élève est invité-e à faire part de son expérience personnelle.

## S'engager dans un projet

### Préparer le projet

**1. (Doc 1)** Présentez le bilan de la vie lycéenne paru dans le Bulletin officiel du 29 août 2013.

Cette circulaire présente un bilan mitigé, elle insiste sur le fait que des actions doivent être menées afin d'encourager les élèves à participer à la vie de la communauté éducative.

Le bilan est négatif et dresse le constat de la faible participation des élèves aux instances lycéennes et au vote.

**2. (Doc 1)** Définissez les mesures préconisées.

Dans le dernier paragraphe, cette circulaire propose des mesures afin de dynamiser la vie lycéenne comme la mise en œuvre effective des droits des élèves, ce qui passe d'abord par une information plus importante sur les possibilités de participation.

**3. (Doc 2)** Identifiez la composition du CVL et les modalités d'élection.

Membres du CVL :

10 lycéens élus pour deux ans, par l'ensemble des élèves de l'établissement, et renouvelés par moitié tous les ans

- 5 enseignants ou personnels d'éducation (CPE, surveillants)

- 3 personnels administratifs, sociaux et de santé, techniques, ouvriers et de service (ATOSS)

- 2 représentants des parents d'élèves

Le chef d'établissement préside cette instance. Les adultes ont un rôle consultatif : ils ne participent pas aux votes.

À l'initiative de la moitié des représentants lycéens ou du chef d'établissement, des personnes extérieures peuvent participer à une séance du CVL.

Vice-présidence lycéenne du CVL.

Chaque année, les représentants lycéens du CVL élisent parmi eux un représentant titulaire et un suppléant au conseil d'administration de l'établissement.

#### **4. (Doc 3) Qualifiez et justifiez la place du CVL dans un lycée.**

Le conseil des délégués pour la vie lycéenne (CVL) se réunit plusieurs fois par an et travaille sur un ordre du jour précis pour formuler avis et propositions.

Avant chaque séance du conseil d'administration du lycée, le CVL se réunit sur convocation du chef d'établissement. Il peut aussi se réunir en séance extraordinaire, si la moitié des représentants lycéens le demande.

C'est le chef d'établissement qui fixe l'ordre du jour. Il y inscrit tous les points demandés par au moins la moitié des membres du conseil et qui relèvent de ses attributions.

À chaque séance, le CVL émet des avis et fait des propositions. Il prépare aussi un compte rendu de séance. L'ensemble est porté à la connaissance du conseil d'administration et peut être affiché dans le lycée.

Le conseil des délégués pour la vie lycéenne (CVL) est obligatoirement consulté sur un certain nombre de questions liées à la vie de l'établissement comme par exemple :

- les principes généraux de l'organisation des études et du temps scolaire, l'élaboration et la modification du projet d'établissement et du règlement intérieur,
- les questions de restauration et d'internat,
- les modalités générales d'organisation du travail personnel, de l'accompagnement personnalisé,
- les dispositifs d'accompagnement des changements d'orientation,
- le soutien et l'aide aux élèves,
- les échanges linguistiques et culturels en partenariat avec les établissements d'enseignement européens et étrangers,
- l'information liée à l'orientation, aux études scolaires et universitaires et aux carrières professionnelles,
- la santé, l'hygiène et la sécurité,
- l'aménagement des espaces destinés à la vie lycéenne,
- l'organisation des activités sportives, culturelles et périscolaires.

#### **5. (Doc 4) Décrivez l'affiche. Pourquoi est-elle séduisante ?**

Cette affiche est constituée d'une photographie et d'un slogan. La photographie montre une jeune fille dont le regard fixe le lecteur qui est interpellé directement par l'utilisation du pronom personnel « tu », il s'adresse directement à quelqu'un de plus âgé. La jeune fille exprime le fait qu'elle est trop jeune pour voter et questionne le lecteur sur la raison qui l'amène à s'abstenir.

### **Mettre en œuvre le projet**

*La réalisation finale doit amener l'élève à réaliser une affiche engageante.*

## **Évaluation 1 : payer ses impôts**

### **Comprendre les valeurs et les principes en jeu dans la situation**

#### **1. Expliquez sur quels principes et valeurs repose l'impôt.**

Les principes généraux du droit fiscal relèvent des grands principes de la Révolution française : abolition des privilèges, égalité des citoyens devant la loi, valeurs de justice et de fraternité.

#### **2. Précisez les domaines concernés par l'impôt.**

Les domaines concernés par l'impôt sont :

- le commerce,
- le revenu,
- le tabac,
- l'environnement et l'écologie,
- l'audiovisuel.

### **Mobiliser ses connaissances**

#### **3. Définissez ce qu'est l'impôt. Pourquoi paye-t-on des impôts ?**

L'impôt est un devoir fiscal qui a été établi sur les principes de justice, d'égalité et de solidarité. Il peut être direct ou indirect et a pour finalité première de financer les dépenses publiques et en premier lieu celles qui concernent l'éducation, la défense et la sécurité intérieure ou encore les missions relatives à la réduction des inégalités sociales.

### **Défendre un point de vue**

#### **4. Pensez-vous que payer l'impôt soit juste ? Justifiez votre réponse.**

Les élèves doivent exprimer leur point de vue personnel, sachant qu'ils ont le droit d'exprimer le fait

que l'impôt est injuste. Ils doivent dans tous les cas argumenter leur point de vue

Évaluation 2 :  
le droit de vote

Comprendre les valeurs  
et les principes en jeu  
dans la situation

1. (Doc 1 et 2) *Que représente le vote pour le fonctionnement de la démocratie ?*

Le droit de vote est le pivot essentiel et fondamental de la démocratie. Le combat pour l'acquérir fut long, mais celui pour l'étendre au plus grand nombre fut encore plus difficile. Voter est alors aussi une forme de reconnaissance du combat qui fut mené pour acquérir ce droit.

Ce droit est également une chance que près de la moitié de la planète peut nous envier. Le moment du vote est aussi un temps où tous les citoyens sont placés sous un point de vue strictement égalitaire où 1 citoyen = 1 voix, où chacun peut exprimer pleinement ses libertés individuelles.

2. (Doc 1 et 2) *Quel droit est mis en débat par ces deux documents ?*

Ces deux documents mettent en débat le droit de vote à 16 ans.

3. (Doc 1 et 2) *Précisez quelle opinion est exprimée dans chacun des documents. Quels sont les arguments avancés ?*

Document 1	
Opinion favorable	Opinion défavorable
Arguments : <ul style="list-style-type: none"><li>– donner un nouveau souffle à la vie lycéenne</li><li>– faire valoir des revendications quotidiennes méconnues des adultes</li><li>– obliger les politiques à s'adresser à eux</li><li>– le fait que plus tôt une personne vote, moins elle sera abstentionniste puisque des habitudes se créent, le vote dès 16 ans est donc vu comme un moyen de lutter contre l'abstention.</li></ul>	Arguments : <ul style="list-style-type: none"><li>– à 16 ans un jeune n'est pas prêt psychologiquement à prendre place dans la vie publique</li><li>– donner un droit supplémentaire doit amener la création de devoirs, or ici on ne fait que donner un droit</li><li>– le rôle de la famille est déterminant dans la construction d'un individu, donner le droit de vote à 16 ans enlèverait aux parents le « droit à l'éducation ».</li></ul>

Mobiliser ses connaissances

4. *Rappelez quelles sont les conditions actuelles pour voter en France.*

Selon l'article 3 de la Constitution, « sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques ».

Les conditions pour voter sont les suivantes :

- disposer de la nationalité française : le droit de vote demeure lié, en France, à la nationalité. Les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne résidant en France ont toutefois droit de vote pour les élections municipales et européennes ;
- être majeur : âge fixé à 18 ans depuis 1974 ;
- jouir de ses droits civils et politiques : depuis la loi du 5 mars 2007 réformant la protection juridique des majeurs, cela peut exclure, selon la décision du juge, certains majeurs sous tutelle. Par ailleurs, les personnes condamnées par la justice peuvent être privées de leur droit de vote de façon temporaire, pour une durée fixée par le jugement de condamnation ;
- être inscrit sur la liste électorale : cette liste est tenue à jour dans chaque mairie. Y sont inscrites, à leur demande, les personnes domiciliées dans la commune ou qui y résident depuis six mois, celles qui sont inscrites au rôle des contributions directes (ex : impôts locaux) depuis cinq ans, les fonctionnaires qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune.

Défendre un point de vue

5. (Doc 1 et 2) *Présentez en quelques lignes votre avis sur la question. Argumentez votre réponse.*

L'élève est ici amené à exprimer son point de vue en s'appuyant sur les connaissances et les pistes de réflexion lancées par les documents étudiés.

## THÈME 4

### *Les enjeux moraux et civiques de la société de l'information*

**Ce chapitre est le deuxième thème d'étude d'enseignement moral et civique. La réflexion porte sur l'appartenance à une société démocratique contemporaine, qui repose sur de nombreux moyens d'information. Les instructions officielles demandent spécifiquement de réfléchir aux enjeux moraux et civiques de cette société nouvelle dans laquelle les médias jouent un rôle majeur.**

#### **Problématique générale**

La société de l'information est née des progrès techniques du <sup>xx</sup>e siècle : à la presse qui existe depuis le <sup>xvii</sup>e siècle s'ajoutent la radio dans les années 1930, la télévision dans les années 1950 et l'usage fréquent d'Internet à la fin des années 1990. La fin du <sup>xx</sup>e siècle et surtout le <sup>xxi</sup>e siècle ont facilité le rapport des citoyens à l'information, en multipliant les supports d'accès : téléphones portables avec accès à Internet, tablettes connectées, ordinateurs portables... L'information est présente partout autour de nous ; en quelques secondes de manipulation, il est possible d'avoir accès à un savoir encyclopédique, et surtout, de manière quasiment instantanée, à l'actualité du monde entier. Internet permet, de plus, d'agir sur l'actualité, en créant des blogs, en participant à des forums, en commentant en direct des informations... Cette capacité nouvelle oblige la société à poser des règles et des limites ; il ne suffit plus de s'informer, mais de discerner quelle information est fiable et laquelle relève de la rumeur pour que la société de l'information reste un outil de compréhension du monde, et non un moyen de manipuler les masses par le mensonge et la désinformation... Le chapitre s'efforce de montrer à la fois les formidables possibilités de cette société de l'information, et de mettre en garde sur les dérives possibles de celle-ci. Des règles d'éthique s'imposent pour que la société de l'information devienne un outil au service du citoyen, et non une source de complications pour sa vie professionnelle et personnelle.

Les pages d'ouverture amorcent l'étude par une première représentation imagée de la société de l'information, à travers l'affiche de la journée d'infor-

mation sur les usages numériques de Blois en 2015, et par une mise en garde contre la cyberdépendance, cette addiction aux nouvelles technologies qui peut aboutir à la rupture du lien social conventionnel par l'isolement et le repli sur soi. La société de l'information est présentée d'entrée comme un merveilleux moyen de comprendre le monde, et aussi comme un outil dont il faut vite maîtriser les limites et les usages.

Trois situations sont ensuite proposées pour illustrer le thème : elles commencent toujours par définir un aspect de la société de l'information, rappellent la loi en vigueur sur l'usage de cet aspect et dénonce les dérives possibles de celui-ci pour amener l'élève à réagir sur l'information et à comprendre la nécessité de poser des règles d'éthique dans ces nouveaux usages. L'identité numérique s'annonce comme une extension inévitable de la société contemporaine ; la double page montre les avantages que présente cette nouvelle identité qui se superpose à la définition classique, et avertit également de la nécessité de maîtriser l'image que l'on donne de soi sur Internet pour ne pas se trouver pénalisé dans sa vie personnelle comme dans sa vie professionnelle. L'éthique numérique est ensuite évoquée à travers l'exemple du droit d'auteur et des téléchargements illégaux : la situation rappelle que les avantages de la société de l'information doivent respecter des lois précises qui permettent aux auteurs de vivre de leur travail ; la liberté d'usage d'Internet, comme toute autre liberté, a également ses limites ; la notion de responsabilité individuelle et collective dans l'usage d'Internet est approfondie. Une dernière situation concerne la spécificité et le rôle des différents médias : à travers le traitement de la marche contre le terrorisme du 11 janvier 2015, les avantages et limitations de

chaque média apparaissent clairement; la double page aboutit à une réflexion sur le rôle des médias, sur la construction de l'information et sur la charte de Munich, afin de souligner l'importance, pour le citoyen, de toujours vérifier la véracité de l'information qui lui est communiquée. Chaque situation est accompagnée d'une rubrique «à retenir» qui rappelle les grandes lignes de chaque réflexion.

**Une double page «s'engager dans un débat»** permet d'approfondir avec une approche différente la question éthique majeure des limites de l'usage individuel et collectif du numérique, à travers l'analyse de l'application de partage sur mobile «Gossip» et une réflexion sur le cyber harcèlement. Ces pages répondent à une attente des instructions officielles : organiser un débat portant sur les atteintes réelles ou possibles à la liberté et à la dignité de la personne par certains types d'usage du numérique, en privilégiant la question des réseaux sociaux.

**Une double page d'évaluation** conclut le thème : le premier sujet reprend la question de l'identité numérique à travers le profil d'une journée d'un citoyen ordinaire, marquée par l'omniprésence de la société de l'information. Le deuxième sujet traite de la spécificité et des rôles des différents médias et de l'information : il aborde la question des réactions que les médias suscitent dans la communication entre les individus.

## Ouverture

**1. (Doc 1)** *Relevez les principaux éléments qui font référence aux moyens d'information. Expliquez le titre «Les usages numériques, un atout d'égalité pour les quartiers».*

Les références à internet sont nombreuses sur cette affiche. On reconnaît des supports comme un ordinateur, une tablette et un téléphone portable mais aussi des sigles, ceux de Instagram, twitter ou Facebook et encore «EPN» pour espace public de travail, également @ pour l'envoi des courriels. Ces usages du numérique sont un atout pour les quartiers car ils facilitent la communication entre les citoyens (réseaux sociaux, courriels, téléphones portables, etc.) et entre les citoyens et leur ville, qui propose un «open data» c'est-à-dire des données numériques en libre accès, ainsi qu'un EPN, c'est-à-dire un centre de ressource pour le développement du numérique à chacun. En développant le numérique, en le rendant accessible à tous, la ville de Blois permet l'égalité entre les citoyens car même les plus défavorisés peuvent apprendre à utiliser le numérique et il existe des lieux d'accès gratuits. Le

développement du numérique permet de créer du lien social entre les individus, ainsi que des emplois et des activités nouvelles. Il s'agit d'un des objectifs de la politique d'aménagement des territoires, répondant au principe de l'équité territoriale (mieux répartir les populations et les activités pour rééquilibrer les territoires et les rendre attractifs dans leur totalité). Le numérique est présenté comme un atout pour dynamiser la périphérie de Blois.

**2. (Doc 2)** *Décrivez l'affiche. Quel nouveau modèle de relation humaine est en pratique ici ?*

L'affiche rend compte en effet d'un nouveau modèle de relation humaine : celui créé par les réseaux sociaux via le numérique. Ici il s'agit de textos échangés par deux jeunes filles grâce au téléphone portable. Chloé et Lola se donnent rendez-vous en soirée sur «FB», facebook, pour communiquer à plusieurs car elles espèrent que Marc soit aussi connecté. Il s'agit donc d'une rencontre «virtuelle».

**3. (Doc 2)** *Expliquez la notion de cyberdépendance et relevez les éléments de dépendance visibles sur le document.*

La cyberdépendance est une utilisation excessive du numérique qui engendre des difficultés à vivre au quotidien, dans la vie réelle. Elle est assimilée à une addiction qui isole l'individu dans un monde virtuel et l'éloigne de la réalité; elle est un danger à terme pour sa santé et pour sa vie sociale (d'où le message : «réveille-toi, tes amis sont dans la vraie vie!!»). Le téléphone portable de Chloé affiche 46 messages envoyés et 1 024 037 messages reçus, ce qui est exorbitant : Chloé passe sa vie sur son portable!

**4. (Doc 1 et 2)** *Selon vous, quelles réflexions est-il nécessaire de mener vis-à-vis de la société de l'information ?*

Il est effectivement nécessaire de s'interroger sur l'usage du numérique au quotidien. Il est à craindre, comme l'indique l'affiche, qu'il devienne difficile, par un usage sans limite, de rencontrer les amis «pour de vrai» jusqu'à l'isolement. On peut s'imaginer ainsi avoir beaucoup d'amis alors que ces rencontres ne sont que virtuelles, c'est-à-dire qu'elles ne se concrétiseront jamais. Si la société de l'information peut rendre la communication plus facile et en temps réel, il ne faut pas se laisser asservir par elle et faire des choix dans l'infinité de ce qu'elle propose. Une réflexion est donc nécessaire sur les abus de l'usage individuel et collectif du numérique, et sur les limites, notamment éthiques, qui doivent s'y appliquer.

# 1. L'identité numérique

## Je réagis

**1. (Situation)** *Vous reconnaissez-vous dans l'utilisation du numérique faite par Clément ?*

Le professeur recueille la parole des élèves, sans jugement, et en fait une synthèse. Il est probable que la majorité d'entre eux sera concerné par un usage important du téléphone portable comme outil d'information, mode de communication privilégié et comme moyen de regarder des documents multimédias.

Il est particulièrement important de souligner la traçabilité de toutes ces actions jugées « banales », par des sites publicitaires et, virtuellement, par de nombreux sites non identifiables... C'est ce qui devra émerger de l'analyse des documents.

**2. (Situation)** *Définissez le terme d'identité numérique et le lien avec la vie privée.*

L'identité numérique est **l'ensemble des informations que l'on peut trouver sur Internet me concernant**. Ce sont les traces qui sont laissées et enregistrées à chaque fois que l'on se sert d'internet : sur les réseaux sociaux, lors d'un achat etc., et que le moteur de recherche va croiser pour créer une nouvelle identité à partir de mon comportement, mes centres d'intérêts, mes relations, mes activités et mes points de vue. Tous ces domaines touchent à la vie privée des utilisateurs qui s'exposent de façon indélébile sur « la toile » et de façon accessible à tous si on n'y prend garde.

## Je m'informe

**3. (Doc 1)** *Expliquez ce que dit la loi sur l'identité numérique.*

La loi sur l'identité numérique stipule que les données à caractère personnel ne peuvent pas être exploitées n'importe comment. Leur utilisation ne doit pas porter atteinte « à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques ». On ne peut les utiliser sans son consentement et on doit pouvoir les modifier si nécessaire. Chacun doit avoir accès à ses données et doit pouvoir en garder la maîtrise.

**4. (Doc 1 et 2)** *Classez en trois catégories les conseils donnés par la CNIL. Expliquez le rôle de cette commission face à l'identité numérique.*

Dans une première catégorie on peut classer tout ce qui concerne la protection : sécuriser son compte, utiliser un pseudonyme, créer plusieurs adresses e-mails.

Dans une seconde catégorie il faut réfléchir avant de publier, ne pas tout dire de soi et respecter les autres, ne pas mettre de vidéos ou de photos compromettantes.

Enfin, de temps en temps, il faut vérifier ses traces, faire le ménage dans ses historiques et changer ses mots de passe.

La CNIL est la commission nationale de l'informatique et des libertés; elle est un organisme public fondé en 1978 pour assurer la protection des données personnelles des individus par le biais de l'informatique et pour protéger les droits du citoyen, en particulier le droit d'expression et le droit au respect de la vie privée. Elle s'efforce d'accompagner le citoyen dans la protection et la maîtrise de son identité numérique.

## Je construis mon point de vue

**5. (Doc 3)** *Expliquez le danger évoqué par le dessin. Proposez d'autres situations où les données numériques menacent la vie privée.*

Des éléments de l'identité numérique peuvent être accessibles à tout le monde. Ici, c'est un employeur qui a retrouvé une image peu flatteuse du jeune homme qu'il reçoit en entretien pour un emploi. Cela ne l'engage pas à le choisir. Le dessin avertit les internautes de l'importance de réfléchir avant de diffuser des données personnelles sur Internet; elles peuvent être vues par d'autres personnes dans des contextes différents, et peuvent les pénaliser. D'autres situations peuvent se présenter, dans lesquelles les données numériques menacent la vie privée : transmettre les codes confidentiels de sa carte de crédit sur des sites non protégés peut aboutir à un détournement de ces codes pour faire des achats à votre insu, transmettre son identifiant et son mot de passe correspondant à des boîtes aux lettres ou sites professionnels sur internet car des gens mal intentionnés peuvent se saisir de votre identité pour diffuser des idées et documents qui ne vous correspondent pas...

**6. (Doc 2)** *Expliquez l'opinion de l'auteur sur l'utilisation de la Toile par rapport à l'identité numérique.*

L'auteur pense que les internautes sont conscients du phénomène et qu'ils maîtrisent leur identité numérique. Ils mettent en scène leur vie publique mais pas leur vie privée, ils savent faire des choix qui les mettent à leur avantage. L'emploi de la Toile permet alors de se mettre en valeur : elle devient un outil de communication et de publicité... Mais cela suppose de garder une maîtrise constante sur les données diffusées, et sur les commentaires que les

internauts peuvent faire sur votre façon d'exposer vos données sur la Toile...

**7. Et vous, pensez-vous qu'il soit important de protéger votre identité numérique ? Quels moyens utilisez-vous ou pourriez-vous envisager d'utiliser pour assurer cette protection ?**

Les élèves doivent ici argumenter leur opinion. Les arguments majeurs en faveur de l'importance de protéger son identité numérique sont : protection de la vie privée, respect de soi-même et des autres, éviter d'être marqué de façon indélébile et de perdre le contrôle sur l'image que l'on véhicule de soi sur Internet. Les arguments contraires sont : protéger son identité numérique est inutile car les informations s'inscrivent sur le net malgré tout à notre insu, sans que l'on soit capable de les intercepter toutes; de plus, les gens n'y attachent pas tant d'attention... Pour assurer cette protection, les moyens les plus simples sont de bien réfléchir, avant d'insérer des données personnelles sur internet, à l'usage négatif que l'on pourrait en faire; vérifier la fiabilité des sites sur lesquels les documents sont déposés et sous quelles conditions on peut les enlever; utiliser des applications qui permettent d'effacer les traces laissées sur Internet, toujours passer par des sites impliquant des codes confidentiels, utiliser des mots de passe complexes mélangeant plusieurs sortes de caractères pour qu'ils soient plus difficiles à copier...

## 2. Éthique et numérique

### Je réagis

**1. (Situation)** *Décrivez la situation proposée par le dessin.*

Le dessin rappelle qu'à chaque technologie nouvelle qui apparaît on a crié à la mort de l'ancienne : la radio a été accusée de faire disparaître le disque vinyle, la télévision de faire mourir le cinéma etc. Aujourd'hui l'industrie liée au divertissement craint que, à cause d'internet et des ordinateurs, les gens n'aient plus besoin de sortir de chez eux pour se divertir et que cela tue tous les spectacles organisés par eux. L'industriel du spectacle rappelle que cette famille est en train de commettre un vol en regardant un film par exemple sur internet car ils outrepassent le droit de diffusion.

**2. (Situation)** *Selon vous, la famille représentée est-elle en train de commettre un vol ?*

On recueille d'abord la parole de l'élève, avant d'amener ce que dit la loi.

L'industrie du divertissement assimile à un vol le fait de regarder une œuvre sans avoir payé d'une

façon ou d'une autre des droits d'auteur. Si la famille regarde une œuvre à partir d'un DVD, ou d'une chaîne payante, il s'agit d'une transaction commerciale légale. Si la famille regarde une œuvre diffusée sur une chaîne publique, ce n'est pas un vol, elle paie la redevance télévisuelle aux impôts en échange du droit de visionner des films transmis par les chaînes. Si elle regarde une œuvre téléchargée illégalement, donc obtenue gratuitement, sans payer de droits d'auteur, il s'agit d'un vol au regard de la loi, d'un vol vis-à-vis des auteurs et de l'industrie du divertissement...

### Je m'informe

**3. (Doc 1)** *Rappelez comment les auteurs et les artistes sont rémunérés.*

Les auteurs et les artistes sont rémunérés pour leur création par une partie du montant des entrées de cinéma si c'est un film, des entrées du théâtre si c'est un spectacle ou un concert, un pourcentage sur la vente d'un livre, etc. Ils touchent ce que l'on appelle des droits d'auteur en échange de leur travail.

**4. (Doc 1 et 2)** *Expliquez ce que dit la loi sur le droit d'auteur. Rappelez, en une phrase, les missions de la loi Hadopi.*

Les auteurs sont considérés comme propriétaires de leur œuvre et décident du lieu et des conditions de diffusion. Hadopi a pour unique but de protéger les œuvres des artistes et leur diffusion afin qu'elles ne soient pas volées aux auteurs ni détournées de leur sens. Hadopi se charge de développer la mise à disposition légale de l'œuvre.

**5. (Doc 2)** *Décrivez le fonctionnement de la loi Hadopi. Pourquoi parle-t-on d'une réponse graduée face au piratage ?*

Hadopi vérifie d'abord s'il y a vraiment une illégalité puis elle envoie une première recommandation par mail. Si le délit continue, il y a une deuxième recommandation cette fois contre signature. Si cela continue, elle avertit par lettre recommandée qu'il y a risque de poursuite et après délibération elle fait passer le dossier en justice. L'auteur du délit peut être obligé de payer une amende comme cela a été le cas pour les 32 condamnations avec des amendes prononcées par la justice. La réponse est graduée car le passage en justice se fait après plusieurs avertissements, et donc plusieurs récidives de la part du responsable; la peine n'est établie qu'après de multiples infractions et un refus manifeste de la part du contrevenant d'observer la loi.



## Je construis mon point de vue

**6. (Doc 2)** *La loi Hadopi est-elle dissuasive, selon vous ? Justifiez votre réponse.*

La loi Hadopi est dissuasive dans la mesure où elle a le mérite d'exister et de protéger les droits d'auteurs. Ces derniers n'ont pas de recours face aux technologies nouvelles de diffusion ; celles-ci sont si étendues qu'il leur est difficile de maîtriser la diffusion de leurs œuvres, notamment à partir des sites de téléchargements illégaux.

Mais la loi Hadopi n'est pas assez dissuasive parce qu'elle procède avec lenteur : presque deux années peuvent s'écouler avant qu'un délit soit transmis en justice. Le document 2 montre qu'il n'y a eu entre 2009 (création de la loi Hadopi) et septembre 2015 que 32 condamnations à des amendes sur plus de trois millions de premières recommandations (donc d'infractions constatées) ; plus de 70 000 infractions sont signalées par jour, et en dépit de cela, seules 32 personnes ont été condamnées en six ans... Peu de personnes arrivent donc devant les tribunaux, en dépit de la masse quotidienne de téléchargements illégaux qui existent. De plus, les amendes ne sont pas très fortes et ne découragent pas suffisamment.

**7. (Doc 3 et 4)** *Décrivez les deux photographies. Qu'expriment-elles ?*

Dans la première photographie, trois très jeunes auteurs expliquent qu'ils ne pourront pas constituer un groupe ni vivre de leur musique s'ils n'ont pas le salaire constitué par la vente de leurs œuvres.

Dans la seconde photographie, les manifestants sont d'accords pour protéger les artistes et lutter contre le piratage mais ils ne veulent pas que cela soit au détriment de leurs droits et libertés. En effet chacun a le droit à la culture qu'internet rend accessible à tous. Les auteurs du document 3 défendent la position des auteurs et encouragent plus de fermeté dans l'application de la loi Hadopi. Les auteurs des documents 4 et 5, tout en soulignant que les artistes doivent pouvoir vivre de leurs œuvres, souhaiteraient également une égalité de tous dans l'accès à la culture, que tous les citoyens ne peuvent pas forcément s'offrir. Ils souhaiteraient des alternatives à la question des droits d'auteur pour rémunérer la création...

**8. (Doc 4 et 5)** *Expliquez pourquoi certains internautes critiquent l'existence d'Hadopi.*

Certains internautes critiquent l'existence d'Hadopi parce qu'ils désirent avoir accès gratuitement à tout ce qui est possible car la culture est souhaitable pour tous ; elle est un droit inscrit dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans la constitution française. L'eurodéputée allemande

souhaiterait changer la nature du droit d'auteur : elle voudrait instaurer un droit d'auteur unique pour toute l'Europe, éventuellement payé par tous les citoyens sur les impôts en échange du droit d'avoir un accès libre aux œuvres. Elle souhaite une ouverture d'accès libre de droits pour les bibliothèques, les handicapés, les étudiants, etc., qui n'ont pas forcément les moyens financiers de payer des droits d'auteur mais qui ont besoin de consulter les œuvres pour leur travail. Le paiement d'un tel droit permettrait en échange de supprimer le téléchargement illégal, et de proposer des plates-formes de chargement légal... La critique majeure d'Hadopi se résume finalement au souhait de donner un accès égal à tous les citoyens à la culture...

**9.** *Pensez-vous que la loi Hadopi est nécessaire ? Justifiez votre point de vue.*

La loi Hadopi est nécessaire pour interdire le piratage et avoir la possibilité de poursuivre les contrevenants, pour permettre aux auteurs de vivre en recevant une rémunération et pour ne pas tuer la création artistique. Toute une industrie du divertissement vit de la création, de la diffusion et de la commercialisation d'œuvres ; elle représente beaucoup d'emplois techniques, de direction, de réalisation... qu'il faut préserver. A l'heure actuelle, la loi Hadopi doit interdire le piratage pour encourager l'achat légal des œuvres, qui contribue à créer des emplois.

MAIS il faut également prendre en compte le droit à la culture pour tous les citoyens et les possibilités gigantesques offertes par les technologies nouvelles. Peut-être faut-il s'adapter au lieu d'interdire, et trouver d'autres moyens de rémunérer l'industrie du divertissement sans réserver la culture à ceux qui ont les moyens d'y avoir accès. Certains adversaires d'Hadopi évoquent le concept d'un droit d'auteur unique payé par tous les usagers, d'autres proposent des exemptions pour les bibliothèques, les étudiants et les catégories modestes... et dans le cas d'usages privés à buts non lucratifs.

En conclusion, c'est aussi le rôle de l'État de développer une offre légale par l'écoute des points de vue des uns et des autres.

## 3. Spécificité et rôle des différents médias

### Je réagis

**1. (Situation)** *Citez les médias présents dans cette page. Quelle est la spécificité de chacun d'eux ?*

Cette page présente une grande diversité de médias : le journal *Le Monde*, le journal télévisé de TF1, le

bulletin radio de France-info, et le site internet de L'Obs. Ils présentent tous un support particulier : le papier, les écrans, le son, pour une même information. La presse offre une information réfléchie, en léger décalage avec l'événement : les articles sont souvent détaillés, précis, leurs sources sont vérifiées. La radio et la télévision ont un côté plus instantané, l'information arrive parfois en direct. Internet permet de retrouver la totalité de ces supports, et, en plus, donne la possibilité de réagir immédiatement sur l'information, par les réseaux sociaux. Internet permet à chacun de diffuser son avis et de faire réagir les autres citoyens en temps réel. Des non-professionnels peuvent alors créer l'information...

**2. (Situation)** *Quel média utilisez-vous le plus ? Pourquoi ? À quel média accordez-vous la plus confiance ? Justifiez votre réponse.*

Faire une synthèse des réponses des élèves. Internet et la télévision seront sans doute les grands favoris des réponses ; les élèves souhaitent l'information dans l'immédiat, de préférence avec une image qui leur permette de diriger leur attention. Le média le plus fiable est sans doute la presse, car il s'agit du seul média qui est publié après la vérification des sources. La rédaction des articles est confiée à des professionnels. Il contient plus de recul sur l'information, va davantage à l'essentiel.

## Je m'informe

**3. (Doc 1)** *Que représente l'information dans un État de droit ? Relevez les principales obligations des journalistes et des gens qui diffusent les informations.*

L'État de droit se caractérise par la liberté d'expression et d'opinion qu'il a le droit d'exprimer et de diffuser sans risque. Selon la charte de déontologie de Munich de 1971, le journaliste doit défendre la liberté de l'information. Il ne doit pas mentir, il doit vérifier ses sources. Il ne peut pas modifier les documents, il doit respecter la vie privée (pas de calomnie, de diffamation), possède le droit du secret professionnel. Il ne doit pas accepter la pression d'un individu ou d'un groupe. Il a le devoir de rectifier toute fausse information.

**4. (Doc 2)** *À partir de quel média se crée ici l'information ?*

L'information a commencé à se faire connaître à partir du tweet d'un passager suivi d'un tweet d'Allemagne averti de coups de feu dans le TGV par un autre passager. C'est-à-dire des non-professionnels.

**5. (Doc 2)** *Comment se développe-t-elle ensuite ? Quel est le rôle de chacun des médias ?*

Cette information est reprise ensuite par les professionnels de l'information, le journal *La Voix du Nord* et par les instances officielles concernées (SNCF, ministère de l'Intérieur). Suivent les commentaires de chacun, simples individus ou commentaires des hommes politiques. Les médias vont vérifier les informations, les préciser et les expliquer.

## Je construis mon point de vue

**6.** *La diversité des médias a-t-elle un impact positif ou négatif pour le citoyen et la société ?*

La diversité des médias a un effet positif. Elle permet une information en temps réel, une information complète qui couvre tous les sujets et tous les lieux du monde. Elle permet par sa richesse de vérifier les informations en croisant les sources, de comparer et de rechercher rapidement des informations.

Cependant, les médias qui nous entourent ne sont pas parfaits : il faut faire attention aux informations fausses, à la propagande (Daech, illuminatis, théories du complot...). Il est difficile de faire face au flot d'informations permanent, il faut apprendre à trier l'essentiel de ce qu'il faut retenir.

En conclusion, il faut savoir trier l'information, comparer et diversifier ses sources d'information pour garder le contrôle sur l'information.

## 4. S'engager dans un débat

### Préparer le débat

**1. (Doc 1)** *Décrivez l'affiche du ministère et son objectif. Relevez les propositions utiles contre le harcèlement.*

L'affiche du ministère explique ce qu'il faut faire en cas de harcèlement dans un établissement scolaire. Son objectif est de montrer qu'il y a une structure qui permet de faire cesser le harcèlement. L'élève en difficulté peut en parler à ses parents qui peuvent aller le signaler à un adulte de l'établissement. Les parents ont également la possibilité d'appeler un numéro vert. Dans les deux cas, le lien sera établi avec le chef d'établissement qui recevra la victime, ses parents, les témoins et l'auteur présumé du harcèlement afin de faire cesser les actes répréhensibles. Le chef d'établissement peut prononcer des sanctions et des mesures de réparation. Les professionnels de l'éducation sont là aussi pour écouter et conseiller les élèves en difficulté.

**2. (Doc 3)** *Décrivez l'application Gossip : à quoi sert-elle ? À qui s'adresse-t-elle ?*

L'application Gossip sert à colporter des ragots de façon anonyme sur les gens de son entourage.

Elle s'adresse principalement aux adolescents. L'application avait été conçue initialement pour permettre des échanges et du dialogue entre élèves («au début, c'était très bon enfant»). Puis l'usage de Gossip se dégrade : ainsi les élèves peuvent-ils communiquer très rapidement des méchancetés, des photos privées, à des dizaines de camarades.

**3. (Doc 3) Énumérez les problèmes posés par son utilisation.**

Au final, il est impossible de savoir qui fait tourner les informations et il n'est pas possible de répondre ni de se défendre. La victime se retrouve isolée dans l'insulte ou l'indiscrétion qui lui est faite.

**4. (Doc 2) Relevez les principales libertés énoncées par le document et leurs limites. Définissez les termes : diffamation, injure.**

La déclaration des droits de l'homme affirme la liberté d'expression mais prévoit de punir les abus, les atteintes aux libertés et à la dignité des autres. Ce qui vaut pour la liberté de la presse, vaut pour l'ensemble des citoyens : la diffamation, l'injure sont interdits. La diffamation consiste à tenir des propos portant atteinte à l'honneur ou la dignité d'une personne. L'injure est une parole ou un geste destiné à offenser une personne.

**5. (Doc 2 et 3) Pourquoi l'application Gossip pourrait-elle être punie par la loi ?**

L'application Gossip pourrait être punie par la loi à plusieurs titres. D'abord parce cela permet de proférer des injures ou de pratiquer la diffamation à grande échelle, deux atteintes à la personne punies par la loi. Ensuite la justice peut intervenir parce que l'application constitue une façon de harceler les gens.

**6. (Doc 3) Quelles réactions opposent le ministère et la créatrice de l'application ? Expliquez pourquoi.**

Les réactions du ministère sont claires : il pense à une poursuite en justice et invite le personnel de l'Éducation nationale à être vigilant. Les réactions de la créatrice de l'application semblent simplement un peu naïves, elle ne semble pas avoir prévu les conséquences négatives de son application mais condamne sa mauvaise utilisation. Il est permis de se demander s'il pouvait y en avoir une autre... La réaction de la créatrice peut aussi être faussement naïve, pour essayer d'atténuer son degré de responsabilité dans les dérives de son application : les auteurs de l'article s'interrogent...

## Évaluation 1

### Comprendre la situation

**1. Énumérez les informations relevées par informatique dans la journée d'un citoyen ordinaire.**

Les informations relevées dans une journée peuvent être regroupées en plusieurs catégories. Il y a celles liées à l'utilisation d'un matériel multimédia, tel que le téléphone portable ou l'ordinateur et l'utilisation d'internet. D'autres informations peuvent être collectées à partir des différentes cartes et badges que l'on possède : cartes de transport, de paiement, carte médicale, badge d'entrée dans son entreprise, aux péages d'autoroute, etc. même les codes-barres peuvent donner la trace d'un individu. Il existe aussi des relevés d'information plus officiels pour l'avion par exemple, avec le PNR (passenger name record) qui conserve les données des voyageurs pendant 6 mois.

**2. Classez ces informations en distinguant celles qui relèvent de la vie privée, celles qui concernent la vie professionnelle et celles qui concernent les deux en même temps.**

- Celles qui concernent la vie privée : la carte vitale, la carte de transport, le code-barres, le téléphone portable, le PNR, internet, la carte de péage.
- Celles qui concernent la vie publique : le badge d'entreprise
- Celles qui concernent les deux en même temps : la carte de transport, le badge d'entreprise, le PNR, le téléphone portable et internet

### Mobiliser ses connaissances

**3. Définissez ce qu'est l'identité personnelle et l'identité numérique d'un citoyen.**

Mon identité personnelle est donnée à la naissance avec un nom, un prénom, un état civil et une filiation, un lieu de naissance. Elle s'enrichit ensuite par une identité sociale et culturelle.

L'identité numérique comprend mon identité connectée : pseudo, alias, courriels, identifiants, profils, avatars, des traces volontaires (mon blog, mon CV est en ligne peut-être...), des traces involontaires (mon nom figure dans la liste des membres de mon équipe de sport publiée sur Internet). Enfin, il y a aussi des traces héritées : mon ami (ou mon ennemi...) parle de moi dans son blog...

### Défendre un point de vue

**4. Traitez l'une des questions ci-dessous.**

- Quels sont les droits du citoyen remis en question par l'utilisation quotidienne des nouvelles technolo-

gies ? Illustrez votre réponse en utilisant des exemples précis.

Les droits principaux remis en question par l'utilisation quotidienne des nouvelles technologies relèvent du droit à la vie privée (confidentialité des données, droit à l'image...). L'usage du multimédia ne permet pas de garder un contrôle absolu sur les sites consultés par Internet, de même que l'usage du téléphone portable peut être tracé par l'opérateur. Il est donc nécessaire de protéger ses données par des moyens appropriés (pseudo, mots de passe...)

– Pensez-vous que les nouvelles technologies offrent plus d'avantages ou d'inconvénients à notre vie quotidienne ? Nuancez votre réponse et illustrez-la avec des exemples précis.

La question peut être orientée dans les deux sens selon la position de l'élève. Celui-ci peut trouver que les nouvelles technologies facilitent considérablement la vie, la communication entre des individus qui sont séparés par des distances importantes, l'information et l'acquisition de savoir ; certaines renforcent même notre sécurité (PNR) ou facilitent nos démarches (badge de péage, carte de sécurité sociale...). À l'inverse, l'élève peut aussi estimer que les nouvelles technologies portent atteinte à la vie privée, qu'une partie de l'usage de nos données nous échappe, qu'elles gênent la communication directe entre êtres humains en monopolisant l'attention au point d'atteindre parfois la cyberdépendance, qu'elles mobilisent une trop grande partie de notre existence...

– Pensez-vous qu'il soit nécessaire de protéger le citoyen des effets produits par les nouvelles technologies ? Si oui, dites pourquoi et par quels moyens, si non, expliquez pourquoi.

Les citoyens doivent être protégés des dérives des nouvelles technologies : l'élève peut citer le cas de données mal maîtrisées (situation 1) ou de cyber harcèlement (débat). La protection des droits de l'individu est primordiale, les atteintes à la vie privée ou à la dignité de l'individu sont interdites par la loi. Les moyens majeurs de protéger les citoyens consistent à diffuser des documents de prévention pour les informer des risques encourus et de la nécessité de se protéger (mots de passe, limiter les données personnelles inscrites sur Internet...); la loi peut également être saisie, de même que certains organismes (CNIL) ou ONG qui peuvent aider les victimes à faire respecter leurs droits.

## Évaluation 2

### Comprendre la situation

**1. (Doc 1)** Expliquez le dialogue entre les personnages. Pourquoi sont-ils dos à dos ?

Les personnages sont dos à dos car ils ne sont pas dans le même type d'apprentissage ni de communication, leurs méthodes s'opposent. L'une lit et a besoin de silence et de concentration, elle semble favoriser une vie intérieure et personnelle, loin de tout écran et de toute technologie. L'autre a vu une adaptation du film par internet et pense que c'est suffisant. Elle vit davantage à travers des jeux qui lui confèrent autant de vies virtuelles qu'elle désire. Les deux personnages représentent deux formes de culture et d'acquisitions de savoir, l'une traditionnelle, l'autre moderne et numérique; les deux ne sont pas toujours incompatibles, d'ailleurs...

**2. (Doc 2)** Relevez les différentes sources d'information et de communication évoquées, en distinguant les médias classiques et les médias récents. Expliquez les phrases soulignées.

Les médias classiques sont la radio, la télévision, la presse et les livres. Les médias récents sont tous liés à internet : blogs, forums, chaînes musicales, podcast, réseaux sociaux qui sont des formes détournées des médias traditionnels : par exemple, la télévision est utilisée mais davantage à partir des téléphones portables, des tablettes des ordinateurs. La première phrase signifie que notre société est dominée par la technologie et sa commercialisation, nous sommes dans une société marchande où la valeur n'est pas la richesse intérieure de l'individu ou son épanouissement personnel, mais ce qu'il possède et ce qu'il acquiert.

La deuxième phrase explique que les nouvelles technologies donnent de l'information à profusion et qu'il est nécessaire de trier ce qui nous intéresse sous peine d'être noyés dans l'information et de ne plus rien y comprendre.

### Mobiliser ses connaissances

**3. Quel principe universel autorise la multiplication des médias ? Dans quel texte apparaît-il ?**

Le principe universel qui autorise la multiplication des médias est la liberté d'expression. Il apparaît pendant la Révolution française dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en 1789.

### Argumenter

**4. (Doc 1 et 2)** Traitez l'une des questions ci-dessous.

– *Selon vous, la diversité des médias permet-elle d'être mieux informé ?*

L'élève doit insister sur l'apport considérable et presque immédiat d'informations que les technologies nouvelles permettent d'obtenir ; il est possible aujourd'hui d'obtenir rapidement des informations sur tout ce qui se passe dans le monde... Mais l'information n'est pas qu'une question de quantité ; pour être mieux informé, le citoyen doit avoir l'esprit critique, vérifier les sources, confronter les informations, se garder des opinions partiales ou péremptoires, et se former sa propre opinion par ses recherches. Il faut être conscient que la désinformation circule aussi sur Internet...

– *Pensez-vous que les nouveaux médias puissent remplacer complètement les anciens ? Précisez la spécificité de chacun pour appuyer votre argumentation.*

L'élève doit là aussi argumenter sa réponse. S'il pense que les nouveaux médias peuvent rempla-

cer totalement les anciens, il faut qu'il souligne les avantages des médias récents : rapidité de consultation, interactivité, possibilité de les consulter où et quand on veut... Il peut nuancer son propos en rappelant que tout le monde n'est pas à l'aise avec les nouveaux médias ou ne souhaite pas se priver des médias anciens. La presse écrite, le fait d'avoir le livre entre les mains et de le feuilleter, sont aussi un plaisir de lecteur qu'une tablette ne peut pas forcément remplacer... La radio peut permettre d'écouter de l'information en gardant les mains libres... La télévision propose un écran plus vaste et une qualité d'image différente de celle proposée par l'ordinateur, la tablette ou le téléphone : l'usage n'est simplement pas le même, les deux médias peuvent coexister...

# Terminale

## Thème 5

### Pluralisme des croyances et laïcité ..... 46

#### 1. La notion de laïcité ..... 47



#### Situation La laïcité à l'hôpital

#### 2. La construction de nouveaux lieux de culte en France ..... 48



- Situations**
1. Des lieux de culte de toutes religions, à Bussy-Saint-Georges
  2. Le financement de la cathédrale d'Évry inaugurée en 1995

#### 3. Concilier libertés publiques et lutte contre dérives sectaires ..... 50



#### Situation Le témoignage de Thomas

### S'engager dans UN DÉBAT

#### Faut-il aménager les jours fériés pour respecter la diversité religieuse? ..... 51

#### Évaluation 1

#### La notion de laïcité ..... 52

#### Évaluation 2

#### Exercice des libertés et risque d'emprise sectaire ..... 53

## Thème 6

Biologie, éthique, société et environnement ..... 55

1. «Le bébé médicament», naître pour sauver? ..... 57



**Situation** Le « bébé-médicament »  
a guéri sa sœur

2. L'éthique médicale et la fin de vie ..... 58



**Situation** L'affaire Vincent Humbert,  
2000-2006

3. La pollution urbaine automobile, suffoquer ou agir ..... 59



**Situation** Un épisode de pollution  
à Paris, en mars 2015

## S'engager dans UN PROJET

Rédiger une charte d'engagements  
éco-responsables pour votre lycée ..... 60

## Évaluation 1

*La responsabilité environnementale et le principe de précaution* ..... 62

## Évaluation 2

*La notion de bioéthique* ..... 63

# ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE

## THÈME 5

### PLURALISME DES CROYANCES ET LAÏCITÉ

**Ce thème d'enseignement moral et civique «se centre sur l'un des piliers fondamentaux des sociétés démocratiques : la reconnaissance du pluralisme des croyances». L'étude de la laïcité vise à renforcer le sentiment d'appartenance aux valeurs républicaines, pour mieux vivre ensemble dans la diversité.**

#### Problématique générale du chapitre

Laïcité? Des milliers de pages ont été et sont écrites sur ce sujet! On peut rappeler le sens premier. En grec *laos*, c'est le peuple, *laïkos*, ce qui a trait au peuple dans son unité; en français, le mot *laïcité* définit «tout ce qui est indépendant des conceptions religieuses». Il va être le ciment qui permet à tous les citoyens de vivre ensemble.

Sous la III<sup>e</sup> République, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la laïcité devient une conception de l'organisation de la société visant à la neutralité réciproque des pouvoirs religieux par rapport au pouvoir politique. Il faut rappeler qu'à cette époque, la religion dominante est le catholicisme. Sur 38,8 millions d'habitants en France, il y a probablement 38 millions de catholiques baptisés. Les protestants, 730 000, se répartissent au sein des Églises luthériennes et des Églises réformées (calvinistes) issues du courant humaniste et de la Réforme au XVI<sup>e</sup> siècle. Les juifs, 75 000, font partie d'une des plus anciennes communautés juives d'Europe occidentale qui semble remonter au I<sup>er</sup> siècle de notre ère. Restent 3 000 personnes dont on ne sait pas si elles ont ou non une religion. À partir de 1905, on voit dans la laïcité un principe simple qui, appliqué rigoureusement, dicte sans ambiguïté les règles de vie en société.

Mais le contexte de la France d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui de 1905, les forces religieuses ne sont plus les mêmes, les sociétés démocratiques modernes se caractérisent par une diversité de conceptions morales et un éventail des religions.

Si le catholicisme, bien qu'en baisse, reste dominant, les Églises évangéliques «dissidentes de la mouvance protestante» sont en forte croissance depuis quelques années. L'islam est devenu la deuxième religion en France. En 2010, on compte entre 4,7 millions (selon l'étude américaine du Pew Research Center) et 6 millions de musulmans (selon le ministère de l'Intérieur chargé des cultes). Issues de l'immigration à partir des années 1960, les populations musulmanes sont aujourd'hui souvent de deuxième et de troisième, voire de quatrième génération. Les premiers travailleurs musulmans originaires d'Afrique du Nord arrivent au début du XX<sup>e</sup> siècle avec la Première Guerre mondiale. Ils s'installent plus nombreux en France dans les années 1960 volontiers accueillis à cause de ses grands chantiers des Trente glorieuses.

Le bouddhisme se diffuse à partir des années 60, lorsque les Occidentaux sont de plus en plus nombreux à se rendre en Asie (surtout au Japon et au Népal) et des enseignants bouddhistes qualifiés s'installent en Occident, aux États-Unis ou en Europe.

L'établissement de la laïcité, fruit d'une longue lutte contre l'Église catholique, est maintenant confronté à la nouvelle donne géopolitique de l'islam contemporain.

Existe-t-il plusieurs conceptions de la laïcité? L'une «permettant à chacun d'exercer sa religion dans le calme et la sérénité, l'autre, très différente de celle de 1905, cherchant à étendre la neutralité de l'État à la société tout entière.» (D'après Jean Baubérot). Petit à petit, ce n'est plus à l'État mais aux individus eux-



mêmes que l'on demande d'être neutres, comme en témoignent la loi de 2010, interdisant la burqa dans l'espace public.

En évoquant ces aspects de la laïcité, on répond aux consignes du programme « la notion de laïcité, les différentes significations de la laïcité, ses dimensions historique, politique, philosophique et juridique ».

Les enjeux de la diversité des croyances sont évoqués par la construction des nouveaux lieux de cultes. Les élèves sont amenés à réfléchir au paradoxe suivant : la loi de 1905 demande à l'État de garantir le libre exercice des cultes, de veiller à ce que chaque religion dispose de lieux de culte, sans avoir le droit de les financer. De même, on peut faire analyser la difficulté à concilier l'exercice des libertés et les dérives sectaires.

Pour chaque sujet, on donne des éléments pour réagir à une situation, s'informer et enfin construire son point de vue. Le débat offre un espace de dialogue sur un sujet d'actualité qui pourra être expliqué.

## Ouverture

**1. (Doc 1)** À qui s'adresse le président de la République ? Comment sont placés ses interlocuteurs ? Pourquoi ?

Le président de la République s'adresse aux autorités religieuses lors de la présentation des vœux pour la nouvelle année. Les représentants\* des six grandes religions pratiquées en France (catholicisme, protestantisme, judaïsme, orthodoxie, islam, bouddhisme) sont sur un seul rang, les uns à côté des autres afin qu'ils soient à égalité. Le ministre de l'Intérieur en charge des cultes et le Premier ministre assistent à la cérémonie.

Cela prouve que l'État ne reconnaît aucun culte particulier et traite toutes les confessions religieuses de façon égale.

\*Jusqu'en 2004, seuls les représentants des quatre anciens cultes reconnus par la loi de 1905 étaient conviés.

**2. (Doc 2)** Relevez les mots choisis par les élèves lors de ce cours d'enseignement moral et civique. Sur le tableau on peut lire les mots suivants issus d'une réflexion sur la laïcité : Liberté, respect de l'autre, neutralité, loi de 1905, droits de l'Homme, lutte contre le racisme, la violence. Les élèves ont également choisi les lois appliquées dans les écoles, la loi de 2004 sur l'interdiction de signes religieux ostensibles et la loi du 26 janvier 1984. Dite « loi Savary », elle concerne l'enseignement supérieur. « Le service public de l'enseignement supérieur est laïque et indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique ; il tend à l'objec-

*tivité du savoir ; il respecte la diversité des opinions. Il doit garantir à l'enseignement et à la recherche leurs possibilités de libre développement scientifique, créateur et critique ».*

**3. (Doc 1 et 2)** À quel échelon se déroulent-ils ? Quels messages délivrent-ils ?

L'événement évoqué sur le premier document se déroule au plus haut niveau, celui de l'État et des représentants religieux de niveau national. L'autre se passe dans une classe de lycée, au niveau local auprès d'élèves qui se préparent à devenir citoyens.

Dans les deux cas, la laïcité est mise en application, par l'État selon le principe de séparation des Églises et de l'État, par les élèves, dans la vie quotidienne d'une classe.

## La notion de laïcité

### Je réagis

**1. (Situation)** Expliquez à quelle situation est confronté l'hôpital de Lyon. À qui sont rappelées les règles de la laïcité au CHI de Créteil ? Pourquoi ?

L'hôpital de Lyon est confronté à la demande d'un vieil homme mourant qui désire être tourné vers la Mecque. Les infirmiers ne savent pas quelle attitude adopter face à cette requête d'ordre religieux.

Dans ce lieu où l'on est face à la souffrance, la douleur des patients et de leur famille, les règles de la laïcité sont rappelées : neutralité de l'État et liberté de culte du patient, dans la limite du bon fonctionnement du service. Ce rappel des éléments juridiques est destiné à l'ensemble des professionnels du milieu hospitalier et à tous les usagers. Ainsi, les médecins, infirmiers, peuvent apporter des réponses claires aux demandes des patients et de leur famille.

### Je m'informe

**2. (Doc 1)** Expliquez le titre donné à la loi de 1905. Quelle liberté fondamentale est garantie par cette loi ?

Le titre de la loi marque la séparation entre le politique (l'État) et le religieux (les Églises, les quatre confessions représentées à l'époque, le catholicisme, le luthéranisme, le calvinisme et le judaïsme). Aucune religion n'est reconnue ni subventionnée.

La loi du 9 décembre 1905 garantit la liberté de conscience, l'égalité de toutes les convictions philosophiques et religieuses et la liberté de culte.

**3. (Doc 1 et 2) Relevez deux périodes dans l'adoption des lois sur la laïcité à l'école. Quel événement les sépare ?**

Les premières lois sur la laïcité à l'école sont les lois Jules Ferry (l'école primaire est gratuite, obligatoire et laïque). Votées en 1881-82, sous la III<sup>e</sup> République, elles sont complétées par la loi Goblet de 1886 : le personnel enseignant doit être laïque.

Une autre loi est votée en 2004 sous la V<sup>e</sup> République interdisant les signes religieux ostensibles à l'école. Des années 1880 à 2004, il y a eu deux guerres mondiales, la période des Trente Glorieuses, l'arrivée de gens d'origine et de croyances différentes, en particulier des musulmans. Certains ont revendiqué le droit de porter des signes religieux à l'école, ce qui a créé un vif débat en France et a abouti à la loi de 2004.

**4. (Doc 3) Dites quelles interprétations de la loi sont jugées inexactes par l'auteur.**

On dit souvent que la religion doit être reléguée dans la sphère privée et qu'elle ne doit pas se manifester dans l'espace public, ce qui paraît inexact à l'auteur. La loi de 1905 énonce que la religion n'est pas une affaire de l'État, que la neutralité de l'État est un moyen de garantir la liberté de conscience, le libre exercice des cultes, l'égalité des citoyens devant la loi. Les citoyens, la société n'ont pas d'obligation de neutralité, seul l'État et ses agents ont le devoir d'être neutres.

**5. (Doc 3 et 4 et non pas 4 et 5) Indiquez les aspects de la laïcité mis en évidence. Les deux documents présentent-ils la laïcité de la même façon ? Justifiez votre réponse.**

Le regard du sociologue Jean Baubérot (doc 3) insiste sur l'aspect personnel de la laïcité. Le citoyen n'a pas l'obligation d'être neutre, seul l'État doit l'être. Le document 4, extrait d'un rapport de l'organisme officiel « Observatoire de la laïcité » souligne que la laïcité est un moyen de « bien vivre ensemble ». Les différences reconnues doivent être dépassées pour se fondre dans des valeurs partagées par tous. On peut donc comprendre la laïcité avec des nuances mais le principe reste le même.

**6. (Doc 2 et 5) Précisez ce que propose le texte (et non le dessin).**

Le texte propose deux options au sujet de la loi de 1905.

Garder la loi telle qu'elle est parce que c'est une base de la République.

Réfléchir à une révision de la loi car aujourd'hui, plus de 110 ans ont passé, l'islam a une place importante

alors qu'il n'était pas présent en 1905, la société est devenue multiculturelle.

## **Je construis mon point de vue**

**7. (Situation et Doc 1 à 5) La laïcité est-elle un principe rigide et indiscutable ?**

La laïcité est un fondement de la République en France. Elle est définie dans la Constitution, dans la Déclaration de droits de l'homme et du citoyen et par un ensemble de lois. Celles de 1881/82 (lois Jules Ferry) ont instauré l'école laïque, la loi de 1905 a séparé les affaires religieuses de l'État. Ces éléments fixent un cadre juridique et législatif au principe de laïcité qui paraît donc rigide et indiscutable. Cependant la laïcité est interprétée de plusieurs façons. Certains voudraient que la neutralité de l'État s'étende aux citoyens et à la société. Les manifestations ou signes d'appartenance religieuse doivent être gommés de l'espace public.

D'autres pensent qu'il faut tenir compte des évolutions de la société et faire une place aux particularismes, même religieux. On peut donc discuter d'une redéfinition de la laïcité sans toucher aux textes fondamentaux.

Une acception large de la laïcité semble se faire jour, qui condamnerait toute atteinte à des valeurs jugées universelles.

## **La construction de nouveaux lieux de culte en France**

### **Je réagis**

**1. (Situation) Présentez l'esplanade des religions de Bussy Saint Georges. Que pensez-vous de cette réalisation ?**

« L'esplanade des religions » est un quartier culturel et culturel, né d'une volonté politique en 2004. Le maire de l'époque, Hugues Rondeau est à l'origine du projet. Dans une ville nouvelle de 30 000 habitants (300 en 1970 !) où la population vient de tous les coins du monde, les religions peuvent être un moyen pour créer un ciment entre les différentes communautés.

L'organisation spatiale proposée permet aux pratiquants des différentes religions de se rencontrer facilement. On peut penser qu'à force de se croiser tous les jours, moines, rabbins, imams, vont avoir envie de dialoguer, de tisser des liens entre les communautés. Les gens seront plus tolérants.

### **Je m'informe**

**2. (Situation et Doc 1... et non 2) Précisez à qui incombent l'entretien des édifices religieux et**

*la construction de lieux de culte. Quelles évolutions a connu la loi ?*

Les édifices religieux construits avant 1905 appartiennent à l'État, aux collectivités locales. 87 cathédrales sont propriétés de l'État, environ 45 000 des églises paroissiales sont propriété des communes ce qui représente un lourd héritage à entretenir.

Construits après 1905 les lieux de culte appartiennent à des personnes ou des associations privées, par exemple, des associations diocésaines, des congrégations religieuses, des abbayes et monastères pour les catholiques.

En vertu de la loi du 9 décembre 1905, aucune subvention publique ne peut être attribuée aux associations cultuelles, ce qui pourrait être interprétée comme la reconnaissance officielle d'un culte, ce qui est exclu. Mais la loi a évolué et les associations cultuelles profitent d'aides indirectes qui ont été progressivement mises en place.

- La législation fiscale appliquée est avantageuse. Le Code général des impôts autorise les entreprises et les particuliers à déduire de leurs bénéfices ou de leurs revenus les dons aux associations cultuelles.

- Les édifices du culte sont exonérés de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties s'ils appartiennent à une personne publique ou à une association cultuelle.

- L'État peut accorder sa garantie à des emprunts émis par des associations cultuelles pour la construction de nouveaux édifices du culte.

- La pratique des baux emphytéotiques consentis par une commune à une association cultuelle moyennant un loyer symbolique s'est répandue.

**3. (Situation et Doc 2)** *Expliquez comment la cathédrale d'Évry a été financée. Comment expliquer la rumeur qui a circulé ?*

Le financement de la cathédrale d'un coût d'environ 14 millions d'euros est dû à des fonds « religieux », provenant des *Chantiers du Cardinal* (760 000 €) et du diocèse de Munich (760 000 €), au mécénat d'entreprise et au marketing direct par un appel sous forme d'affiches avec pour accroche « *Qui peut encore bâtir une cathédrale ? Vous.* »

La rumeur a couru qu'en contradiction avec la loi de séparation de l'Église et de l'État, la cathédrale avait été édifée avec des fonds publics. C'est inexact. Le ministère de la Culture et la Région Île de France ont subventionné partiellement le *Centre National d'Art Sacré* qui fait partie intégrante de la cathédrale mais a un fonctionnement autonome et son propre accès. Dans ce strict cadre, les fonds publics représentent environ 2 millions d'euros.

**4. (Doc 2)** *Expliquez le choix du nom de la mosquée de Saint-Étienne.*

La mosquée de Saint Étienne porte le nom de l'actuel roi du Maroc, Mohammed VI car une grande partie du financement a été prise en charge par le Maroc.

La construction de cette nouvelle mosquée en remplacement de l'ancienne, petite et vétuste n'était pas chose facile. Les dons des fidèles ne suffisant pas, l'association qui gère le lieu s'est tournée vers le Maroc, qui a fourni cinq des huit millions d'euros nécessaires à la construction, le reste provenant de donateurs privés. La Grande mosquée – une des plus grandes de France – est désormais la propriété du royaume marocain, qui l'administre via son ministère des Affaires islamiques. Une subvention annuelle de 600 000 euros permet d'entretenir le bâtiment et de rémunérer la dizaine de salariés de l'équipe dont trois imams.

**5. (Doc 2 et 3)** *Comparez les financements des deux lieux de culte.*

La pagode a été financée exclusivement par les dons des fidèles, depuis l'achat de la vieille ferme jusqu'à sa transformation en lieu de culte pour la communauté vietnamienne. La mosquée de Saint-Étienne a été construite grâce à la large contribution d'un pays étranger, le Maroc.

**6. (Doc 1 et 4)** *Expliquez comment le maire d'une commune peut répondre à la demande d'un nouveau lieu de culte.*

Le maire est dans une situation embarrassante car il doit à la fois appliquer la loi de 1905 qui n'autorise aucun financement public pour un lieu de culte et garantir la liberté de culte dans des lieux décents. Les aménagements de la loi de 1905 permettent de trouver des solutions, par exemple sur le plan fiscal. (Voir plus haut). Les édifices du culte sont exonérés de la taxe d'habitation et de la taxe foncière. La commune peut accorder sa garantie à des emprunts émis par des associations cultuelles pour la construction de nouveaux édifices du culte, consentir un bail emphytéotique de 99 ans pour 1 € symbolique. Mais toutes les communes ne choisissent pas cette solution.

## **Je construis mon point de vue**

**7. À quel(s) besoin(s) de la société la construction de lieux de culte répond-elle ? Pourquoi ces constructions peuvent-elles être un sujet de débat ?**

La construction de lieux de culte répond au besoin de se retrouver pour pratiquer sa religion, un élément fort d'identité culturelle. Cela correspond

au principe de liberté religieuse énoncé dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Des confessions variées ont été introduites en France par les immigrés au cours du xx<sup>e</sup> siècle. Le bouddhisme est pratiqué par des milliers de réfugiés vietnamiens qui ont fui le Vietnam en 1974 lors l'arrivée des communistes au Sud Vietnam, l'islam par les travailleurs venus d'Afrique du nord lors des Trente Glorieuses, etc. Pour beaucoup, un lieu de culte permet de s'inscrire dans le territoire.

Cependant, dans certaines communes, surtout quand il s'agit de mosquées c'est un sujet de débat et un enjeu politique. Différentes questions peuvent prêter à discussion. Sur quel terrain va-t-on construire et l'architecture va-t-elle s'intégrer dans le paysage urbain? Les discours au sein de la mosquée peuvent-ils amener la radicalisation des croyants? Le culturel et le culturel peuvent-ils être confondus? Des fonds publics pour le côté culturel peuvent-ils financer des activités soit-disant éducatives mais animées par des acteurs étrangers qui parlent mal français?

Mais le plus souvent, la construction de nouveaux lieux de culte se fait dans la sérénité.

## Concilier libertés publiques et lutte contre les dérives sectaires

### Je réagis

**1. (Situation)** *Selon vous, Internet est-il un «facilitateur» pour enrôler quelqu'un dans une secte? Justifiez votre réponse.*

Internet est aujourd'hui la plus grande porte d'entrée vers un possible enrôlement dans une secte. Un jeune, seul dans son coin, derrière un ordinateur, peut se laisser prendre par des images, des discours, puis se retrouver en totale incapacité de réagir et ne plus se rendre compte de la spirale dans laquelle il est entraîné. Les adolescents, parfois tourmentés, plein d'interrogations, représentent des cibles potentielles. Certains se laissent piéger par un cruel manque de connaissances et d'esprit critique.

### Je m'informe

**2. (Doc 1)** *Relevez les libertés fondamentales énoncées dans le texte.*

Les libertés fondamentales sont définies dans la Déclaration de 1789. La liberté est indissociable de la personne humaine, elle «consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui» (article 4). Ensuite des libertés particulières sont précisées : liberté

d'opinion et de conscience (article 10), liberté d'expression (article 11). La liberté de chacun s'arrête là où commence celle de l'autre et la loi garantit la liberté de tous.

Cette liberté individuelle est complétée par les libertés collectives qui garantissent la place de chacun dans la société comme la liberté d'expression, de manifester, la liberté d'association, la liberté syndicale qui sont des moyens d'exercer nos libertés fondamentales.

**3. (Situation, Doc 2 et 3)** *Pour un individu, définissez comment se manifeste la dérive sectaire. Comparez l'article 10 et la définition de la dérive sectaire.*

Plusieurs signes peuvent indiquer une dérive sectaire. La personne tentée par une secte ne réfléchit plus par elle-même, se soumet aux exigences du ou des dirigeant(s). Elle se met à l'écart de son environnement d'origine, sa famille, ses amis, l'école, ses loisirs habituels. Elle adopte un langage propre au groupe, modifie ses habitudes alimentaires et tient un discours contre la société, les institutions, elle répond aux demandes financières de plus en plus importantes. Cette déstabilisation mentale entraîne l'embrigadement des plus vulnérables.

\* Ces indicateurs d'alerte sont répertoriés dans le guide *Savoir déceler les dérives sectaires* dans la formation professionnelle édité par la Miviludes. Toutefois, ces signes sont rarement flagrants et nécessitent une attention particulière pour être mis au jour.

L'article 10 insiste sur la liberté d'opinion, on a le droit de penser ce que l'on veut sans être inquiété. Mais la liberté de penser ne doit pas être détournée et ne doit pas entraîner une dérive qui porte atteinte aux personnes, à leur à l'intégrité physique et à leur santé mentale.

**4. (Doc 2)** *Indiquez la peine prévue contre les sectes.*

La peine encourue est définie dans la loi About-Picard de 2001. Elle peut être financière (une amende prévue jusqu'à 400 000 €). Le «gourou» responsable d'une secte risque un emprisonnement de 3 ans.

Cette loi intervient dans un contexte particulier : des mouvements sectaires ont amené leurs membres à commettre divers crimes et ou délits contre les personnes (mort de membres de l'Ordre du Temple solaire en 1994 et 1995 dans le Vercors). Cette affaire a été un facteur majeur du durcissement de la lutte contre les sectes en France.

**5. (Doc 4)** *Expliquez le but de la secte dont parle Voltaire en 1763. De telles manifestations peuvent-elles se produire de nos jours?*

Les adeptes de la secte dont parle Voltaire égorgent les petits enfants nouvellement baptisés afin qu'ils aillent directement au paradis. Ce type de secte ne semble plus possible. Mais de nos jours, des comportements relèvent du même fanatisme. Certains exhortent des jeunes gens à commettre des attentats-suicides, à combattre dans les rangs d'États terroristes (par exemple Daech) en leur promettant d'aller au paradis car ils mourront « en martyr ».

**6. (Doc 5)** *Décrivez le dessin (la scène, les personnages, le lieu). Comment l'Église de scientologie est-elle considérée selon les États ?*

La scène se déroule au tribunal, entre le juge et le prévenu, adepte de l'Église de scientologie. Ce dernier explique au juge comment extorquer de l'argent aux plus crédules... et le juge est prêt à payer.

L'Église de scientologie est classée en France parmi les sectes par plusieurs rapports parlementaires. En revanche, elle est considérée comme une religion aux États-Unis et dans des pays européens, comme l'Espagne, l'Italie, la Hollande ou la Suède. Lors du procès, les avocats de la scientologie ont invoqué une atteinte à la liberté religieuse alors que la cour d'appel de Paris a condamné pour « escroquerie en bande organisée », reprochant aux prévenus d'avoir profité de la vulnérabilité d'anciens adeptes pour leur soutirer de fortes sommes d'argent.

**7. (Situation, Doc 5 et 6)** *Retrouvez le point commun entre ces documents. Pourquoi est-ce condamnable aux yeux de la loi ? Quelle serait votre attitude face à de telles situations ?*

Les documents montrent que les sectes profitent de personnes vulnérables, des adolescents, des personnes fragilisées. En apparence, les victimes de sectes rentrent de leur plein gré dans un groupe qui semble capable de donner des réponses sécurisantes à des questions essentielles pour elles.

## Je construis mon point de vue

**8.** *Pourquoi la lutte contre les dérives sectaires est-elle difficile ? Développez votre argumentation.*

La France s'est engagée dans une lutte dont l'objectif est de réprimer les dérives sectaires mais les difficultés sont nombreuses.

La France est un pays laïque, l'État doit respecter tous les cultes et n'en reconnaître aucun. Les mouvements « spirituels » sont donc a priori autorisés, seuls leurs délits sont répréhensibles. De plus, dans le droit français il n'y a pas de définition juridique de la secte, ni de la religion afin de ne pas heurter les libertés de conscience, d'opinion et de religion garanties par les textes fondamentaux.

Pour autant, tout n'est pas permis au nom de la liberté de conscience ou de la liberté de religion. L'absence de définition de la secte n'efface pas l'existence de victimes de dérives sectaires. La loi fixe donc des bornes qui sanctionnent les abus sous le contrôle du juge.

L'État a créé en 2002 la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES) organisme placé sous l'autorité du Premier ministre. Sa mission est d'observer et d'analyser le phénomène des dérives sectaires, d'informer le public sur les risques qu'elles représentent et de coordonner l'action préventive et répressive des pouvoirs publics. En 2011, une centaine de procédures pénales impliquant un contexte sectaire étaient en cours d'instruction (source : ministère de la Justice)

## S'engager dans un débat

### Préparer le débat

**1. (Doc 1)** *Classez les jours fériés en France par origine.*

5 des 11 jours fériés en France sont des fêtes civiles comme le 1<sup>er</sup> janvier « Nouvel an » jour férié depuis 1810, les autres sont liés à l'histoire.

– Le 1<sup>er</sup> mai (fête du travail, jour chômé depuis 1919).

– Le 8-Mai (fin de la Seconde Guerre mondiale et la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie).

– Le 14-Juillet (commémoration de la fête de la Fédération, le 14 juillet 1790 qui célébrait la prise de la Bastille l'année précédente, fête nationale française par la loi du 6 juillet 1880.)

6 sont liés à des fêtes religieuses chrétiennes : Noël (naissance de Jésus), lundi de Pâques (résurrection de Jésus), jeudi de l'Ascension (montée au ciel de Jésus), lundi de Pentecôte (venue du Saint-Esprit sur les disciples de Jésus). Le 15 août (montée au ciel de la mère de Jésus) et la Toussaint (fête de tous les saints) sont des fêtes catholiques.

**2. (Doc 2, 4 à 7)** *Dans deux colonnes, relevez les arguments pour et contre l'aménagement du calendrier des jours fériés en précisant, l'auteur, la date, le contexte.*

### POUR

**A.** La commission Stasi (doc 2) a adopté cette idée en 2003 proposée par le chercheur Patrick Weil. « Nous souhaitons introduire des « journées alternatives », c'est-à-dire laisser au choix des salariés la date d'un jour férié : la Pentecôte, une fête d'une autre religion, ou, pour les athées, la possibilité de prendre un long week-end en septembre plutôt qu'en mai par

*exemple». Cela serait en accord avec le caractère privé de la religion, inscrit dans la loi, les croyants n'auraient pas à se déclarer comme tels – ce que seuls les chrétiens n'ont pas à faire aujourd'hui pour pratiquer leur religion».*

**B.** Les directeurs de ressources humaines en 2012 (doc 6). C'est le souhait de trouver un équilibre entre la vie de l'entreprise et la vie privée des salariés. Les entreprises gagneraient en productivité, puisque tous les salariés ne seraient pas absents en même temps.

**C.** Les départements ultramarins (doc. 4). Le 14 février 2015, une proposition adoptée par l'Assemblée nationale permettra d'instaurer des jours fériés différents, remplaçant des fêtes chrétiennes, pour répondre aux spécificités des territoires. Par exemple, Diwali, la fête des Lumières célébrée par la diaspora indienne installée sur l'île de la Réunion, l'Aïd el Fitir, la fin du jeûne de ramadan, fêtée à Mayotte peuplée de 95 % de musulmans.

## CONTRE

**D.** Les évêques de France, le 18 février 2015, au lendemain du texte adopté par l'Assemblée nationale. Pour eux, c'est une atteinte à l'Église catholique et une mauvaise interprétation de la laïcité.

### Autres arguments contre

**E.** Des parlementaires le 24 février 2015 : L'unité française est fragilisée par l'adoption du texte qui donne de l'importance aux communautés.

*«Jours fériés dans les DOM : pétition en ligne lancée le 24 février 2015 par Bruno Retailleau, sénateur et président du Conseil général de la Vendée (LR), Éric Ciotti Député et Président du Conseil général des Alpes-Maritimes(LR). S'attaquer au calendrier français, c'est fragiliser encore un peu plus l'unité française. Nos fêtes et les jours fériés qui l'accompagnent sont des éléments essentiels de notre histoire et de notre patrimoine communs. Dire cela, ce n'est pas afficher une préférence confessionnelle mais souligner une réalité culturelle. Créer des congés communautaires, c'est mettre en congé la République.»*

**3.** Classez les arguments selon leur nature, économique, religieuse, philosophique, autre.

Les arguments A sont de nature laïque.

Les arguments B sont de nature économique.

Les arguments C et D sont culturels et religieux.

Les arguments C et E sont de nature socio-politique.

## Évaluation 1. La notion de laïcité

### Comprendre la situation

**1.** Décrivez la photo, remarquez la date, relevez les slogans. Donnez un titre au document.

Une foule nombreuse et compacte défile dans une rue de Toulouse le 10 janvier 2015. Les manifestants brandissent des pancartes pour la laïcité, pour la solidarité entre les peuples et contre le racisme.

Trois jours avant, ont eu lieu des attaques terroristes islamistes visant la rédaction du journal *Charlie Hebdo*, des policiers et des clients d'une supérette casher.

Le titre du document peut être « Marche pour les valeurs de la République »

### Mobiliser ses connaissances

**2.** Citez les dates qui mettent en place la laïcité en France. Dans quels domaines est-elle appliquée ?

La laïcité se met en place par étapes. En 1881/82, les lois Jules Ferry instaurent l'école gratuite, obligatoire et laïque, la loi de 1886 la laïcité des personnels dans l'enseignement public. Les crucifix sont décrochés des salles de classe. Les religieux sont expulsés des établissements scolaires.

En 1905, la loi sépare les Églises et l'État, c'est une nouvelle pierre à l'édifice de la laïcité. Inscrite en 1946 dans la Constitution de la IV<sup>e</sup> République, la laïcité est réaffirmée en 1958 dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République. En 2004, sous la présidence de Jacques Chirac la loi interdit les signes qui reflètent ostensiblement une appartenance religieuse dans les écoles publiques.

La laïcité s'applique à la République, aux services publics (sécurité, justice, enseignement, santé et protection sociale, et à leurs agents dans les hôpitaux, l'enseignement, l'armée, etc..) mais pas aux personnes, qu'elles soient dans l'espace public ou dans un espace privé.

**3.** Énoncez les objectifs de la laïcité.

Les objectifs de la laïcité sont liés aux droits fondamentaux de la personne. On peut citer :

- la liberté de conscience et ses conséquences, la liberté de culte, la liberté de manifester ses convictions dans les limites de l'ordre public, de changer de convictions ou de les abandonner ;
- l'égalité de traitement entre les différentes religions et convictions philosophiques, égalité toujours difficile à atteindre ;
- le respect des convictions de chacun pourvu qu'il les manifeste de façon tranquille.

## Défendre un point de vue

### 4. Traitez l'une des questions ci-dessous.

– Le mot « Laïcité » a été élu « Mot de l'année » par un jury d'experts de la langue française et par plus de 100 000 votants (sur le site [motdelannee.fr](http://motdelannee.fr)). Expliquez le mot en vous inspirant des propositions ci-dessous : J'ai compris que la laïcité, c'est... Elle sert à... Elle nécessite de... Elle protège de... Elle empêche de... Elle permet de...

J'ai compris que la laïcité c'est d'abord la liberté de conscience, celle de croire, de ne pas croire, de changer de conviction ou de n'en avoir aucune. C'est le droit de « n'être comme personne ». C'est aussi la neutralité de l'État fixée par la loi de séparation des Églises et de l'État depuis 1905. La laïcité a offert la liberté à toutes les religions sans n'en soutenir aucune, sans verser d'aide financière publique. Elle protège des pressions qui empêchent de faire ses propres choix.

Elle sert à garantir l'égalité de traitement de tous les citoyens quelles que soient leurs origines, leurs convictions, leurs appartenances.

Elle permet à chacun de vivre ses identités multiples – ethnique, culturelle, religieuse – en conformité ou en opposition aux traditions familiales donc de construire son avenir plutôt que de subir un destin tout tracé. Elle permet à tous de bien vivre ensemble.

Elle nécessite d'être enseignée, expliquée et appliquée par tous les agents des services publics.

Elle empêche les intolérances et les exclusions.

– La laïcité est « un règlement juridique et un art de vivre ensemble ». Justifiez ce propos et donnez des exemples pour l'illustrer.

La laïcité est un règlement inscrit dans un cadre juridique et législatif. La Constitution de la V<sup>e</sup> République consacre le principe de la laïcité de l'État (article 1<sup>er</sup> de la Constitution de 1958), l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen garantit la liberté d'opinion et d'expression. La loi de 1905 énonce la séparation entre l'État et les affaires religieuses (l'État neutre est la traduction concrète du principe de laïcité), la liberté religieuse et de conscience.

Le principe de laïcité est aussi « un art de vivre ensemble » avec des règles nécessaires pour le bien de tous. Sa mise en œuvre est parfois compliquée.

Par exemple, la loi interdit de subventionner les cultes, mais les maires sont confrontés aux besoins de lieux de culte, notamment de la part de la communauté musulmane. Une solution pragmatique s'est imposée avec le recours au bail emphytéotique de 99 ans.

Il faut gérer la demande d'autorisation d'absence pour la célébration des fêtes religieuses qui ne sont pas dans le calendrier, la question du choix des menus dans les cantines.

Un nouvel équilibre entre laïcité, liberté de culte et intérêt public s'installe pour vivre ensemble dans la diversité.

## Évaluation 2. Exercice des libertés et risque d'emprise sectaire

### Comprendre la situation

**1. (Doc 1)** Décrivez les personnages du dessin. Qui représentent-ils ? Trouvez un adjectif qui les qualifie.

Au premier plan, une femme vêtue de blanc, coiffée d'un bonnet phrygien s'adresse à une dizaine de personnes debout au second plan. Certains affichent un symbole de leurs convictions – anarchiste, juif, catholique, musulman. Celle qui domine la scène, c'est Marianne, incarnation de la République française, icône de la liberté et de la démocratie. En face, des citoyens ordinaires aux croyances diverses ou sans croyance, l'écoutent. Elle rappelle que la liberté de croyance, politique, religieuse est un fondement de la République.

**2. (Doc 2)** Expliquez le rôle de l'État face aux croyances.

L'État est neutre face aux croyances. Toutes sont possibles dans le respect de la loi. Mais la neutralité de l'État ne doit pas permettre le développement de croyances contraires aux principes démocratiques. L'État doit être vigilant face aux dérives des mouvements sectaires qui portent atteinte à l'intégrité morale ou physique des personnes les plus vulnérables. C'est un équilibre à trouver.

### Mobiliser ses connaissances

**3. (Doc 1 et 2)** Donnez la date et énoncez la loi évoquée par les deux documents.

La loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État « assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes. »

**4. (Doc 2)** Quelles sont les libertés fondamentales, où et quand ont-elles été énoncées ?

Les libertés fondamentales sont définies dans la Déclaration de 1789. La liberté, indissociable de la personne humaine, « consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui » (article 4). Ensuite des libertés particulières sont précisées : liberté d'opinion et de conscience – on a le droit de penser ce

que l'on veut sans être inquiété (article 10), liberté d'expression (article 11). La loi garantit la liberté de tous. Les libertés fondamentales sont reprises dans la déclaration universelle de 1948.

### **5. (Doc 2) De quels moyens dispose l'État contre les dérives sectaires ?**

Il y a peu de moyens face aux dérives sectaires car la liberté de croyance est un droit fondamental. Cependant, la loi punit ceux qui détournent la liberté de penser en entraînant des personnes vulnérables vers des sectes. La peine encourue, définie dans la loi About-Picard de 2001, peut être une amende (jusqu'à 400 000 €) ou l'emprisonnement (3 ans possibles).

L'État a mis en place en 2002 la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES) sous l'autorité du Premier ministre afin d'observer, d'analyser le phénomène des dérives sectaires, d'informer le public sur les risques qu'elles représentent et de coordonner l'action préventive et répressive des pouvoirs publics.

## **Défendre un point de vue**

### **6. Traitez l'une des questions ci-dessous.**

– *Peut-on tout faire au nom de la liberté de conscience ou de religion ? Argumentez votre réponse.*

La liberté de conscience ou de religion a les limites énoncées dans la Déclaration de 1789. «La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits». En prenant l'exemple cité par Voltaire, on peut remarquer que les adeptes de la secte ont toute liberté de croire à ce qui est énoncé

comme une religion. Mais quand ils égorgent les petits enfants, sans tenir compte de la douleur des parents, c'est condamnable.

La liberté de religion ne doit pas contrevenir aux droits fondamentaux et ne doit pas enfreindre la loi. La loi prévoit des sanctions contre les abus commis par des mouvements qui se réclament d'une religion. On peut évoquer les escroqueries (l'Église de scientologie condamnée pour escroquerie en bande organisée), la mise en danger de jeunes gens attirés par des mouvements terroristes.

– *La laïcité limite-t-elle les dérives sectaires ? Argumentez votre réponse.*

La laïcité de la République garantit à chaque citoyen sa liberté de conscience. Il peut se définir comme croyant, non croyant ou athée, adhérer à telle philosophie ou telle morale, les formes de croyance sont très nombreuses. Dans ce cadre, il est possible à une personne de créer un groupe fermé, une secte.

La laïcité est aussi liée à la neutralité de l'État. L'État neutre garantit à la fois la protection de la liberté de conscience de chacun et la sauvegarde de l'ordre public qui peut être troublé par les agissements d'un mouvement sectaire. L'État s'est engagé dans la prévention des dérives sectaires (la Mission de vigilance, Miviludes) et la répression des mouvements qui extorquent de fortes sommes d'argent, violent la liberté des personnes et portent atteinte aux plus vulnérables. En France, pays laïque, l'Église de scientologie – considérée comme une secte et non comme une religion – a été condamnée pour escroquerie par un tribunal.

Ces aspects montrent que la laïcité peut limiter les dérives sectaires.



# THÈME 6

## Biologie, éthique, société et environnement

***Ce chapitre est le deuxième thème d'étude d'enseignement moral et civique. La réflexion porte sur l'appartenance à une société démocratique contemporaine, qui organise de grands débats sur les questions éthiques posées par la biologie, la médecine et l'environnement. Les instructions officielles demandent spécifiquement de réfléchir aux enjeux moraux et civiques que les progrès scientifiques et technologiques suscitent dans notre société.***

### Problématique générale du sujet d'étude

Les progrès scientifiques et technologiques des <sup>xx<sup>e</sup></sup>-<sup>xxi<sup>e</sup></sup> siècles ont considérablement transformé les êtres vivants et leurs milieux de vie. Ils ont prolongé l'espérance de vie, amélioré la santé des individus et ont permis parfois de franchir les limites posées par la Nature (création d'OGM destinés à produire davantage, multiplication de vaccins, fécondations assistées par la médecine...). L'expansion urbaine, l'industrialisation, le développement des réseaux de transport ont modifié durablement l'environnement et amplifié le phénomène de pollution. Mal contrôlés, mal utilisés, ces progrès peuvent devenir un danger pour les sociétés comme pour l'environnement : armes biologiques, ondes électromagnétiques excessives, pollution des transports, manipulations génétiques...

Des règles de conduite morale s'imposent dans le respect des droits de l'homme et de l'environnement pour utiliser au mieux ces progrès. La réflexion autour de l'usage de ces derniers aboutit à l'établissement d'une bioéthique et d'une éthique médicale, un ensemble de règles morales à adopter face à des situations complexes génératrices de débat en matière de santé, d'environnement et de biologie. La bioéthique s'applique à toute forme d'être vivant, végétal, animal ou humain. L'État répond à ces interrogations par la création d'organismes publics (ex : Comité consultatif national d'éthique) et par la promulgation de lois (lois de bioéthique en 1994, lois contre le clonage humain...). L'État et de nombreuses ONG encouragent de plus les pra-

tiques responsables qui conduisent au développement durable et à la protection de l'environnement.

**Les pages d'ouverture** amorcent l'étude par une illustration des progrès de la médecine, appliqués pour «réparer», voire améliorer des capacités humaines que l'on croyait perdues, et par une affiche de sensibilisation à la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique et de protéger l'environnement, dans l'intérêt de nos sociétés actuelles et futures. La biologie est ainsi présentée à la fois comme une source de progrès pour l'humanité et l'environnement, et comme une science dont il faut vite maîtriser les limites et les dérives sur les sociétés comme sur notre environnement.

**Trois sujets** sont ensuite proposés pour illustrer le thème. Ils commencent toujours par définir un aspect du débat éthique autour des progrès scientifiques, rappellent la loi en vigueur sur l'usage de ces progrès et dénoncent les dérives possibles de ceux-ci. Il s'agit d'amener l'élève à comprendre la nécessité de poser des règles d'éthique dans ces nouveaux usages.

– La réflexion sur **le bébé-médicament** est l'occasion de cerner la question de la bioéthique : doit-on sauver à tout prix, sans considération pour les «moyens médicaux» employés afin d'aboutir au résultat espéré? Un être humain peut-il être conçu dans un seul but de sauver une autre vie? La situation montre que des lois de bioéthique doivent encadrer ces activités et évoluer au fil des progrès scientifiques.

– **Le débat sur la fin de vie** pose la question de l'éthique médicale, c'est-à-dire de la conduite à tenir face à des situations médicales complexes et extrêmes. Il est l'occasion de réfléchir sur la ques-

tion du traitement, de ses dérives éventuelles et du consentement du patient.

– **La responsabilité environnementale** concerne la nécessité de préserver l'environnement pour transmettre aux générations futures un monde viable, capable de leur fournir les ressources dont ils auront besoin. L'interdépendance entre l'homme et la nature est soulignée. La notion de principe de précaution est abordée autour de la question de la pollution atmosphérique : elle souligne l'importance d'anticiper sur des risques encore incertains mais potentiellement dévastateurs, sans pour autant freiner la recherche et le progrès scientifique. Chaque sujet est accompagné d'une rubrique « à retenir » qui rappelle les grandes lignes de chaque débat.

**Une double page « s'engager dans un projet »** permet d'approfondir par une approche différente la question bioéthique majeure de la protection de l'environnement à travers l'application de mesures responsables et durables. Ces pages répondent à une attente des instructions officielles : les élèves doivent s'engager dans la défense d'une cause, préparer une charte d'engagements éco-responsables pour améliorer l'environnement dans le cadre de leur lycée.

**Une double page d'évaluation** conclut le thème. Le premier sujet reprend la question de la responsabilité environnementale et du principe de précaution, à travers l'exemple de la diffusion des ondes électromagnétiques, et de l'existence de gens « hyperélectrosensibles ». Le deuxième sujet traite d'un aspect complexe de la bioéthique : la diffusion des OGM et leur encadrement légal.

## Ouverture

**1. (Doc 1)** *Indiquez la fonction du SaeboFlex. Expliquez le titre : « De l'homme réparé à l'homme augmenté ».*

Le SaeboFlex est un gant doté d'un appareillage complexe, qui amplifie la sensation de toucher pour les gens qui souffrent de problèmes neurologiques et qui ont perdu la capacité de percevoir le fait de prendre des objets. Il sert à réapprendre à maîtriser ce sens et peut permettre à une personne atteinte de traumatismes crâniens de retrouver la capacité perdue.

Le titre du document fait référence aux progrès de la médecine. La recherche permet dans cet exemple de « réparer » un patient souffrant de troubles neurologiques ; elle pourrait peut-être amplifier le sens du toucher d'un individu, le rendre plus précis

dans ses gestes au point de le rendre « augmenté », capable de dépasser ses propres compétences initiales. L'exemple s'inscrit dans les progrès de la biologie et du rôle de l'individu dans la société.

**2. (Doc 1)** *Une main artificielle pourrait vous transformer en surhomme : seriez-vous prêts pour autant à vous en équiper, hors d'une situation de handicap ?*

Un premier débat peut découler de cette réflexion : jusqu'où un individu serait-il prêt à aller pour améliorer ses performances ? Une prothèse peut être nécessaire pour remplacer un membre déficient ; mais un individu bien portant serait-il prêt à s'équiper d'un tel appareil pour acquérir par exemple une force surhumaine ? Le débat porte ainsi sur une question de bioéthique. L'individu qui accepte un tel équipement de façon permanente améliore ses performances mais renonce à une partie de son identité en acceptant de s'équiper d'un appareil artificiel, qui remplace l'usage normal de son bras sain par exemple... L'évolution de l'homme est jusqu'à présent toujours passée par une meilleure connaissance du fonctionnement du corps humain ; est-on prêt à renoncer à une partie de ce corps naturel pour la remplacer par des pièces artificielles ? Une question éthique se pose alors, face à la définition de l'être humain. De telles modifications sont-elles souhaitables ? Ne risquent-elles pas d'aboutir à des problèmes futurs de santé, à un rejet par l'organisme de ces artifices ? Une question d'éthique médicale se pose également : une opération médicale peut-elle éthiquement se réaliser alors que le patient est en bonne santé ? Quel regard extérieur se poserait sur un individu qui accepterait de telles modifications sur son propre organisme ? La réponse de l'élève, quelle qu'elle soit, doit impliquer une réflexion morale sur les implications conséquences d'une telle modification de l'être humain. Certains peuvent répondre que des solutions naturelles, saines, existent pour améliorer ses performances : l'activité sportive, une alimentation saine et équilibrée, une hygiène de vie irréprochable. Ils peuvent aussi se poser la question de l'intérêt de telles performances surhumaines, quand de nombreuses machines parviennent à des résultats équivalents, sans avoir besoin de mettre sa santé en danger... Une réflexion morale doit aboutir ensuite à l'établissement, par la société, de règles éthiques, qui autorisent ou condamnent certaines pratiques, à l'aune de la dignité humaine et de la santé.

### **3. (Doc 2) Décrivez la composition de l'affiche. Expliquez le titre et le sous-titre.**

L'affiche montre un vaste espace maritime, froid, surmonté d'un ciel nuageux. Un bras et une main fermée le traversent, de façon à ce que seules les articulations des doigts couvertes de gel apparaissent à la surface. La scène se situe au pôle, elle évoque l'accélération de la fonte des glaciers, qui pourrait provoquer une élévation du niveau de la mer et donc des changements climatiques majeurs dans les décennies à venir. L'élévation du niveau de la mer risque de redessiner certaines côtes, d'entraîner l'apparition de migrants climatiques, et de perturber la faune et la flore des milieux bioclimatiques à la surface du globe. Le poing fermé fait écho à la notion d'engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique, titre de l'affiche. Le sous-titre « pour tout changer, nous avons besoin de tous ». « Paris climat 2015 » fait référence aux espoirs portés dans la COP21, tenue dans la capitale française en décembre 2015, pour inciter les États de la planète à se mettre d'accord pour limiter l'émission de pollution atmosphérique, dans le but de ralentir le réchauffement climatique. Pour que les mesures soient efficaces, la réduction de la pollution doit être planétaire.

### **4. (Doc 2) Relevez les problèmes éthiques soulevés par le document.**

Depuis les années 1960, de nombreux États prennent conscience de la nécessité de coopérer pour protéger l'environnement et les milieux de vie. La conférence des Nations Unies de Stockholm (1972) lie la protection de l'environnement aux droits de l'homme et en particulier à la dignité humaine. Depuis le sommet de Rio (1992), de nombreuses conférences et sommets mondiaux ont opté pour le développement durable. Ainsi, de nombreux États du monde se sont engagés à réduire la pollution, à protéger l'environnement, pour transmettre à leurs enfants un monde dans le meilleur état possible, afin qu'ils puissent vivre dans de bonnes conditions et retirer de la nature leurs moyens de subsistance (COP21). Or, une politique efficace passe par une entraide et une participation de tous... Mais, problème éthique majeur, certains États ne veulent pas participer à cet engagement : ils estiment ne pas en avoir les moyens financiers, ils ne veulent pas freiner leur développement industriel, ou alors, selon eux, la question du réchauffement climatique est exagérée...

L'interdépendance entre l'homme et la nature est de plus en plus établie; les sociétés ont une responsabilité dans le maintien d'un environnement

sain, qui est nécessaire à leur propre survie. La charte de l'environnement (2004) établit un droit français à vivre dans un environnement sain (référence à la santé) et équilibré (référence à l'équilibre des milieux de vie). Un droit universel au développement durable est cependant encore loin d'être acquis, bien que des organismes travaillent à son élaboration (Organisation mondiale de la Santé).

## **«Le bébé médicament», naître pour sauver ?**

### **Je réagis**

#### **1. (Situation) Expliquez le but du « bébé-médicament ».**

Le « bébé-médicament » est un bébé conçu avec l'aide de la médecine : sa naissance a pour but de soigner un autre enfant de la fratrie atteint d'une maladie grave, incurable, voire mortelle.

#### **2. (Situation et Doc 2) Après avoir lu l'avis du Dr Kahn, donnez votre avis sur cette appellation. Approuvez-vous les raisons de la naissance du petit Umut ?**

Dans le respect de la démarche de l'EMC, les élèves expriment librement leurs réactions. On peut confronter les réactions de début de séance à celles exprimées en fin de séance.

#### **3. (Doc 1) Définissez le terme « bioéthique ». Selon vous, des lois sont-elles nécessaires dans ce domaine ? Pourquoi ?**

La bioéthique (bio= la vie; éthique = la morale) étudie les problèmes moraux soulevés par la recherche biologique, médicale ou génétique, et certaines de ses applications (procréation médicalement assistée, clonage, prélèvement d'organes, euthanasie...). Des lois sont nécessaires dans ce domaine pour éviter des dérives, des abus (il s'agit de manipuler le « vivant »), et pour empêcher l'homme de devenir un « apprenti sorcier ».

### **Je m'informe**

#### **4. (Situation et Doc 1 et 2) Identifiez les étapes de la création du bébé, en tenant compte du cadre légal.**

Le futur « bébé médicament » est créé d'abord par fécondation in vitro, puis sélectionné comme étant indemne de la maladie héréditaire et compatible avec le frère ou la sœur malade, et enfin transféré dans l'utérus de la mère. Les lois de bioéthique de 1994 (contrôle de l'assistance médicale à la procréation, du diagnostic prénatal), et celle de 2013 (enca-

drement des tests génétiques et de dépistage avant la naissance) constituent le cadre légal.

**5. (Situation et Doc 1)** Montrez que le « bébé-médicament » entraîne des conséquences sur le plan légal.

Le « bébé-médicament » a fait évoluer et préciser la législation. Face aux progrès de la science, de la médecine, il était important et urgent d'encadrer des pratiques nouvelles par des lois, de leur donner un cadre légal. Le CCNE, créé en 1983, est obligatoirement consulté avant promulgation des lois de bioéthique, dont les premières datent de 1994. Ces lois évoluent au fil du temps, selon les avancées scientifiques : elles sont révisées en 2011, approfondies et précisées en 2004 et 2013.

**6. (Doc 2)** À l'aide de ces trois réactions, présentez les arguments favorables à cette naissance et ceux qui y sont opposés.

- Les arguments favorables à cette naissance : faire naître un enfant indemne de la maladie ; soigner une membre de la fratrie atteint de la maladie et accroître ses chances de survie, de guérison ; aimer cet enfant comme les autres, car il s'agit d'un être unique et irremplaçable, qui est sa propre finalité
- Ceux qui y sont opposés : l'enfant est conçu comme étant un instrument, un moyen, un objet ; il y a des risques de dérive : choix du sexe, de la couleur des yeux ou des cheveux, création d'un bébé objet, marchandise jetable quand il ne sert plus.

**7. (Doc 3)** Quel avis ce dessin partage-t-il ? Comment appuie-t-il les réserves précédentes ?

Ce dessin partage l'avis de l'Eglise, car selon sa maman, ce bébé est né avant tout pour soigner sa sœur. Il appuie les réserves précédentes : le bébé est conçu et considéré comme un médicament qui pourra guérir sa sœur, il est sur le dessin un simple un instrument de soin.

**Je construis mon point de vue**

**8.** Et vous, qu'auriez-vous décidé si vous aviez été la maman d'Asya ? Est-il acceptable de concevoir un enfant pour en sauver un autre ?

**Point de vue en faveur de la naissance d'Umut**

Si j'avais été la maman d'Asya, c'est sans hésiter que j'aurais donné naissance à Umut. En effet, les progrès de la médecine permettent aujourd'hui d'aider les parents porteurs d'un certain gène déficient de concevoir un enfant indemne de la maladie. De plus, cet enfant sain peut guérir sa sœur malade. Il évite ainsi maintes souffrances à sa famille, parents et fratrie. Ce bébé sera avant tout conçu par amour,

pour lui, pour ses frères et sœurs. C'est un enfant de l'espoir, de la victoire de la vie sur la maladie, le handicap, la mort. Il faut savoir profiter des opportunités qu'offre notre époque, ne plus subir sans réagir, éviter la souffrance qu'est celle de mettre au monde un enfant malade. Umut existe avant tout pour lui, il est unique. Et ce petit être en parfaite santé, dont l'existence va permettre de soigner sa sœur malade, apporte joie et bonheur à toute la famille. Oui, il est acceptable de concevoir un enfant pour en sauver un autre.

**Point de vue opposé**

Si j'avais été la maman d'Asya, je n'aurais certainement pas donné naissance à Umut. Il faut laisser faire la nature. Cet enfant est fabriqué artificiellement, dans une éprouvette. Au moment de sa conception, il subit des manipulations de laboratoire au lieu de bénéficier de la chaleur protectrice du ventre de sa mère. Et puis, il va naître simplement pour servir de médicament à sa sœur. Il n'est pas créé pour lui-même mais comme moyen de guérison de sa sœur. Ce petit être innocent est avant tout un instrument. Il n'est pas acceptable de concevoir un enfant pour en sauver un autre. Un enfant existe avant tout pour lui et par lui-même.

**L'éthique médicale et la fin de vie**

**Je réagis**

**1. (Situation)** Rappelez dans quelle situation Vincent Humbert se trouve, à qui il s'adresse et dans quel but. Présentez ses arguments.

À la suite d'un accident de la circulation qui l'a plongé dans un coma de neuf mois, Vincent Humbert est paralysé à vie, il ne peut communiquer que par une légère pression du pouce sur des lettres. Il s'adresse au président de la République J. Chirac pour lui demander le droit de mourir. Il dit qu'il est dans un état grabataire sans possibilité d'amélioration, que toute communication est pour lui réduite au minimum, que sa maman a tout sacrifié pour être à ses côtés, qu'il est lucide et responsable de ses décisions.

**2. (Situation)** Que ressentez-vous à la lecture de la lettre ?

Dans le respect de la démarche de l'EMC, les élèves expriment librement leurs réactions. On peut confronter les réactions de début de séance à celles exprimées en fin de séance.

**3. (Situation)** *Qui répond à sa demande? Qualifiez cette aide et justifiez votre réponse.*

C'est sa mère qui répond d'abord à sa demande en lui administrant des substances nocives. Après accord de la famille, le docteur Chaussoy prend le relais. C'est un geste d'amour et de courage de la part de la mère, de compassion et de courage en ce qui concerne le médecin, la loi interdisant toute aide à la mort.

## Je m'informe

**4. (Situation et Doc 1)** *Que dit la loi au moment de l'envoi de cette lettre? Quelles sont les avancées de la législation sur la fin de vie après «l'affaire V. Humbert»?*

Au moment de l'envoi de cette lettre, la loi Kouchner de 1999, renforcée en 2002, limite l'acharnement thérapeutique, instaure les soins palliatifs, mais n'autorise pas l'euthanasie. Après «l'affaire V. Humbert», la législation évolue. La loi Leonetti (relative aux droits des malades et à la fin de vie) de 2005 interdit l'acharnement thérapeutique, promeut les soins palliatifs et donne au patient la possibilité de refuser tout traitement. Elle est renforcée en 2015 par la loi sur la fin de vie qui instaure le droit à une sédation «profonde et continue» jusqu'au décès des malades en phase terminale, et elle rend contraignantes les «directives anticipées».

**5. (Doc 2)** *Quel avis cet auteur handicapé émet-il sur l'euthanasie? Selon lui, qu'apporte la loi Leonetti?*

L'auteur handicapé est contre l'euthanasie. Selon lui, la loi Leonetti, par des soins palliatifs accessibles à tous, entend réduire la douleur physique des malades et la souffrance morale de leur entourage.

**6. (Doc 1 et 3)** *Expliquez le sens du dessin. À quelles lois de la fin de vie fait-il référence et quels risques de dérives dénonce-t-il?*

Le dessin traite de la fin de vie et du débat sur l'euthanasie. Les proches s'interrogent si accélérer la mort du malade n'est pas préférable à son maintien en vie dans la souffrance. Le dessin fait référence à la loi de 2005 qui permet au malade le refus de tout traitement, et surtout à celle de 2015 qui lui donne le droit à une sédation profonde et continue jusqu'au décès, si telle est sa volonté. Les risques de dérives dénoncés sont : soulager et libérer les proches, réduire les coûts financiers pour la société.

## Je construis mon point de vue

**7.** *Expliquez votre position sur la question de la fin de vie. Justifiez votre réponse par des argu-*

*ments précis, en vous aidant de cas pris dans l'actualité (Vincent Lambert, le docteur N. Bonnemaison...).*

### Exemple de réponse

À une époque où la science progresse à pas de géant et où la médecine accomplit des prouesses, il n'est pas concevable de laisser souffrir des personnes en fin de vie. Au pays des Droits de l'homme, où la liberté est une valeur fondamentale, tout malade sans aucun espoir de guérison a le droit de ne pas souffrir. On dispose aujourd'hui de tout un arsenal de substances pour enrayer la douleur, endormir un patient jusqu'à sa mort. La loi de 2005 permettait le refus de tout traitement, celle de 2015 va plus loin puisqu'elle instaure le droit à une sédation profonde et continue jusqu'au décès. Vincent Lambert, paralysé à vie, demande en 2002 au président de la République, le droit de mourir, d'être euthanasié. La loi l'interdit, mais sa mère décide de mettre un terme à la vie de son fils. Des médecins, malgré le serment prononcé, compatissent à la souffrance de malades sans espoir de guérison et les aident à mourir : ainsi le docteur Chaussoy, et plus récemment le docteur Bonnemaison. Traduits devant la justice, ils risquent l'emprisonnement, la radiation de leur métier. Ces derniers temps, la presse s'est fait l'écho de l'affaire Vincent Lambert, dont la famille se déchire. À la suite d'un terrible accident, ce jeune homme est dans un état végétatif depuis de longs mois, il ne peut plus s'exprimer. Son épouse veut abréger ses souffrances, ses parents se prononcent pour son maintien en vie coûte que coûte. Depuis 2015, la législation autorise le droit à une sédation profonde et continue jusqu'au décès, elle rend contraignantes les directives anticipées, ce qui permet d'éviter de tels dramatiques désaccords.

## La pollution urbaine automobile, suffoquer ou agir

### Je réagis

**1. (Situation)** *Que ressentez-vous en regardant ce panneau ayant pour fond le ciel de Paris?*

Ce panneau ayant pour fond le ciel de Paris laisse un sentiment d'angoisse, de malaise, une impression d'étouffement : tout est gris, indistinct, voilé par la fumée.

**2. (Situation et Doc 1)** *Identifiez les principaux polluants atmosphériques en milieu urbain. Indiquez leurs sources en insistant sur la principale.*

Les principaux polluants atmosphériques en milieu urbain sont l'oxyde d'azote, le dioxyde de carbone

(CO<sub>2</sub>) ou gaz à effet de serre, les particules fines. Ils proviennent en partie du chauffage domestique, des fumées industrielles mais surtout des transports, principalement des voitures particulières.

### **3. (Situation) Énumérez les conséquences de la pollution atmosphérique sur la santé des habitants.**

La pollution atmosphérique en France provoque des milliers de décès (40 000 chaque année), réduit l'espérance de vie, coûte cher à la société

## **Je m'informe**

### **4. (Doc 2 et 3) À l'aide de la charte et du débat, expliquez ce qu'est le principe de précaution lié à la pollution, et précisez son but.**

Le principe de précaution lié à la pollution entend prévenir des risques potentiels et incertains par l'instauration de mesures provisoires et proportionnées. Son but est d'éviter la réalisation du dommage.

### **5. (Doc 2, 3 et 4) Relevez les mesures adoptées par l'État en juin 2015 et celles prises par la mairie de Paris en 2014 et 2015. Lesquelles relèvent du principe de précaution ou de celui de prévention ?**

- Les mesures adoptées par l'État en juin 2015 relèvent du plan gouvernemental contre la pollution :
  - favoriser le stationnement et la circulation des véhicules moins polluants («certificat qualité de l'air»),
  - inciter les élus locaux à mettre au point des projets («Villes respirables en 5 ans»),
  - encadrer la lutte contre la pollution (développer les «voitures propres»),
  - aider financièrement à lutter contre la pollution de l'air.
- Celles prises par la mairie de Paris en 2014 et 2015 concernent la circulation automobile lors des pics de pollution : circulation alternée, réduction de la vitesse autorisée.

## **Je construis mon point de vue**

### **6. Et vous, quelles actions proposeriez-vous pour rendre l'air plus respirable dans les villes ? Donnez vos raisons.**

Pour rendre l'air plus respirable dans la ville, il paraît indispensable de réduire, voire d'éliminer la voiture particulière dans les centres urbains, qui doivent rester le royaume des piétons. Dans ce but, tout un réseau de transports en commun (trains, cars) rapides, propres et bon marché, des parkings gratuits permettront aux banlieusards d'accéder aux portes

de la cité : là, ils trouveront métros, trams et bus qui les conduiront en son cœur. Les particuliers qui ne voudront pas renoncer à leur véhicule individuel paieront un droit d'entrée élevé, comme dans certaines capitales européennes (Londres, Oslo, Bergen, Milan, Dublin, Singapour...). Des parcs de stationnement et des voies de circulation seront réservés aux véhicules dits «propres». Des aides financières viendront aider ceux dont la voiture individuelle est un outil de travail (chauffeurs de taxi, ambulanciers) : ils pourront céder leur vieux véhicule polluant contre une voiture électrique. L'air de nos villes deviendra alors respirable, la rue sera rendue à ses habitants, adultes, enfants et vieillards, aux piétons.

## **S'engager dans un projet**

### **Préparer le projet**

#### **1. (Doc 1) Relevez les principaux objectifs de la COP21**

La 21<sup>e</sup> conférence des parties sur les changements climatiques (COP21) réunit 196 États du monde à Paris en décembre 2015, pour lutter contre le réchauffement climatique et soutenir la diffusion des comportements responsables, en faveur du développement durable. La conférence a un but de sensibilisation de l'opinion internationale ; elle rappelle que l'avenir de la planète, donc le bien-être des générations futures, dépend de notre capacité à gérer correctement les ressources et à pouvoir transmettre aux générations futures les moyens de pouvoir répondre à leurs besoins.

La COP21 s'est efforcée de trouver un accord entre les États du monde. Le premier objectif de cet accord est de réduire la pollution et ralentir ainsi le réchauffement climatique, qui menace nos sociétés. Le second est de passer progressivement à des sociétés moins polluantes, plus respectueuses de l'environnement, capables d'adopter des comportements éco-responsables (transports durables, tri sélectif des déchets, limitation de la pollution atmosphérique, consommation de produits locaux pour limiter les transports polluants...).

#### **2. (Doc 2) Relevez les mesures de développement durable adoptées par le lycée Léonard de Vinci.**

Le lycée est classé HQE (à haute qualité environnementale), car il répond à de nombreux critères éco-responsables.

- Il s'efforce d'économiser l'énergie et les ressources : les surfaces vitrées le rendent lumineux et permettent de limiter l'usage de lumière électrique ;

des chaudières à condensation et des panneaux solaires assurent un chauffage «propre» qui ne consomme pas d'énergies fossiles. La récupération d'eau de pluie permet de limiter la consommation d'eau.

– Il est construit en matériaux isolants et possède des toits végétalisés : il garde davantage la chaleur et économise ainsi l'énergie. Le recyclage de l'air et les toits végétalisés favorisent un bon environnement.

– Il pratique le tri des déchets et en particulier le recyclage de ceux issus de l'entretien des espaces verts. Ces derniers, nombreux dans l'établissement, créent un environnement agréable.

### **3. (Doc 1 et 2) Montrez que ce lycée correspond aux attentes de la COP21.**

Ce lycée correspond pleinement au premier objectif qui consiste à limiter la pollution et à ralentir le réchauffement climatique : il n'utilise pas de mode de chauffage polluant, il consomme une électricité issue en grande part de l'énergie solaire et de chaudières à condensation, il s'entoure de nombreux espaces verts...

Il répond également au second objectif, l'adoption de comportements éco-responsables : il emploie des matériaux isolants et biodégradables, recycle ses déchets, économise l'eau, renouvelle naturellement son atmosphère. Il implique la communauté éducative dans cet apprentissage des comportements éco-responsables, en montrant à tous ses membres au quotidien comment vivre confortablement sans consommer d'énergies fossiles et sans gaspiller des ressources.

### **4. (Doc 3) Classez par ordre les modes de transport, du moins polluant au plus polluant. Précisez l'intérêt du site «opération carbone lycée».**

Les déplacements les plus propres sont ceux effectués à pied et à vélo ; viennent ensuite les transports en commun : avec un seul moteur polluant, ils permettent d'acheminer plusieurs personnes, d'éviter que chacune utilise un véhicule polluant. Les plus polluants sont les véhicules individuels, ne transportant qu'une ou deux personnes, alors que leur moteur pollue autant que celui d'un transport en commun.

Le site «opération carbone lycée» concerne à la fois la prévention des risques liés à la pollution, l'information à caractère pédagogique et la sensibilisation. En effet, il explique aux lycéens les risques liés à un gaspillage des ressources et à une pollution excessive ; il sensibilise les lycéens en leur faisant calculer l'empreinte carbone d'activités scolaires courantes

(transports, cantine, consommation d'eau et d'électricité...); il incite les élèves à réduire la pollution en adoptant des comportements éco-responsables et en réfléchissant à leurs propres solutions.

### **5. (Doc 4) Décrivez l'affiche. Expliquez pourquoi le tri des déchets est un comportement éco-responsable.**

L'affiche sensibilise les élèves au tri sélectif des déchets. Elle est construite en deux volets, qui invitent à distinguer les déchets biodégradables et les non-biodégradables. Elle énumère les éléments qui rentrent dans chacune des catégories.

Le tri des déchets est un comportement éco-responsable, parce qu'il incite à la réduction du gaspillage. Il permet de plus de préserver l'environnement, en évitant que les déchets ne deviennent un encombrement. Les déchets biodégradables peuvent être recyclés pour produire de l'énergie par leur combustion (bio méthane et biogaz divers) ou du compost, utilisé comme engrais ; les déchets non-biodégradables peuvent être recyclés pour produire de nouvelles matières premières (récupération du plastique des emballages, du papier, du carton...) qu'il s'agit de ne pas gaspiller et de recycler pour les rendre réutilisables. Le tri des déchets permet ainsi d'économiser les ressources et de limiter la pollution.

## **Mettre en œuvre le projet**

### **Construisez la charte d'engagements éco-responsables de votre lycée.**

**1. Identifiez les acteurs possibles du projet. Repérez les actions en matière de développement durable mises en place dans votre lycée et celles qui pourraient l'être.**

- Les élèves doivent partir du principe que les objectifs de comportements éco-responsables impliquent l'ensemble des acteurs de la vie éducative, que les objectifs de la COP21, pour avoir un sens, concernent tous les États du monde.

- Il leur faut classer par catégories les différents acteurs, selon leur capacité à s'investir dans la vie du lycée :

- les «usagers» agissent au quotidien au lycée : les élèves, les éco-délégués chargés de les mobiliser et de leur rappeler la nature et l'importance des enjeux, les professeurs, l'administration du collège.

- les personnels de cuisine et d'entretien des bâtiments doivent être sensibilisés dans le choix des produits qu'ils utilisent et dans leur implication : utilisation de produits certifiés respectueux de l'environnement (entretien), sensibilisation des

élèves à l'usage de produits locaux et au tri des déchets (cantine).

- les représentants des institutions peuvent subventionner des projets, à les soutenir par des campagnes de sensibilisation... (le conseil municipal, le conseil régional qui finance les lycées...). Il est possible de faire appel à la presse locale (journaux lycéens, journaux municipaux et régionaux...) ou à des ONG engagées dans le développement durable.
- Il s'agit ensuite de faire la liste des actions mises en place dans le lycée en matière de développement durable et celles qui pourraient l'être.

Quelques propositions : économies d'électricité, d'eau, de chauffage (par énergie solaire, éolienne, hydraulique, géothermique...), aération naturelle, développement des espaces verts, mise en place d'un potager ou d'un verger lycéen dont les produits sont susceptibles d'être utilisés dans la cantine, renforcement de l'isolation, tri des déchets, sensibilisation à une alimentation saine et locale... projets de transports en commun et ramassage scolaire, mise à disposition de vélos pour réduire le bilan carbone des déplacements...

## **2. Énumérez les objectifs de la COP21.**

Le premier objectif de cet accord est de réduire la pollution. Le second est d'adopter des comportements éco-responsables pour économiser les ressources. Tous deux doivent apparaître clairement sur la charte.

## **3. Faites correspondre à chaque objectif de la COP21 les actions réalisées et celles souhaitables. Ajoutez des documents (photos, vidéos, affiches...)**

Au premier objectif correspondent les mesures relatives au transport, à la ventilation, au développement d'espaces verts. Au second, se rapportent les mesures relatives au tri des déchets et à la mise en place d'une alimentation saine et de proximité (produits alimentaires), à la production locale d'électricité par des énergies renouvelables, à l'isolation naturelle ... La liste est loin d'être exhaustive, les initiatives locales et les atouts de chaque établissement doivent être valorisés. L'addition de photos et de vidéos, la création d'un site internet lycéen, permettront de faire connaître les actions, de contribuer à la sensibilisation des acteurs du projet.

# **Évaluation 1. La responsabilité environnementale et le principe de précaution**

## **1. Identifiez les partisans et les opposants à la loi de 2015. Expliquez leurs arguments respectifs.**

La loi de 2015 doit encadrer l'exposition du public aux ondes électromagnétiques. Les partisans de la loi sont les «hyperélectrosensibles», ceux qui souffrent de migraines et de maladies diverses dont les causes sont attribuées à une exposition excessive aux ondes. Même si la nocivité de l'exposition aux ondes n'est pas clairement établie, certaines personnes semblent plus sensibles que d'autres, et militent activement pour la création de zones blanches (sans ondes) et pour une réduction de l'exposition aux ondes dans les autres espaces (exigence de «sobriété»). Ils y voient un engagement en matière de santé publique, dans la mesure où l'OMS a formulé l'hypothèse que les ondes pourraient être cancérogènes.

Les opposants à la loi de 2015 sont les opérateurs de téléphonie sans fil, les industriels du numérique (soutenus par l'UMP), et les fabricants de tout appareil qui produit des ondes électromagnétiques : ils y voient un ralentissement potentiel de leur activité, ou l'exigence d'investissements dans la recherche pour la réduction des ondes émises. Dans tous les cas, c'est l'aspect économique qui anime les principaux opposants.

## **2. Relevez les mesures adoptées par la loi au nom du principe de précaution.**

La loi de 2015 établit un compromis entre partisans et opposants du maintien des champs électromagnétiques. Elle introduit un principe de «sobriété» de l'exposition du public aux ondes, c'est-à-dire qu'elle fixe des seuils maximums d'exposition et encourage à ne pas les dépasser. Elle impose à l'AFNR de faire chaque année un recensement des lieux où l'exposition du public franchit les limites autorisées. La loi oblige les maires à adopter un certain nombre de mesures de précaution avant d'autoriser l'installation d'antennes-relais : ils sont encouragés à consulter leurs administrés à ce sujet. Elle interdit les appareils sans fil dans les lieux où la population peut être particulièrement sensible (crèches et garderies).

## **3. Expliquez ce qu'est le principe de précaution dans le domaine de la société et de l'environnement. Illustrez votre réponse en citant une loi relative à ce principe.**

Le principe de précaution lié à la protection de la société et de l'environnement entend prévenir des



risques potentiels et incertains par l'instauration de mesures provisoires et proportionnées. Son but est d'éviter la réalisation du dommage, à court et à long terme. Par exemple, la charte de l'environnement applique le principe de précaution par ses multiples propositions pour réduire l'exposition de la population à la pollution. L'État français oblige les collectivités à vérifier le degré de pollution dans l'air, et à prendre des mesures de précaution lorsque celui-ci devient nocif (ex : circulation alternée en cas de pics de pollution). La science ne peut mesurer l'effet exact de la pollution atmosphérique sur la santé des gens. Dans le doute (risque potentiel), des mesures de limitation à une exposition excessive sont mises en place. Il s'agit d'une mesure de santé publique.

#### 4. Traitez l'une des questions ci-dessous.

– Expliquez les applications possibles et les limites du principe de précaution pour les ondes électromagnétiques.

Au nom du principe de précaution pour les ondes électromagnétiques, on peut obliger les fabricants à limiter l'intensité des ondes émises, mesurer les espaces les plus exposés et imposer la redistribution spatiale des appareils émetteurs, de façon à mieux équilibrer les champs électromagnétiques. Il faut également bannir les appareils émettant des ondes dans les lieux où se trouvent des populations sensibles (crèches, garderies, écoles). On doit créer des zones blanches pour soulager celles qui le sont le plus.

Mais l'application de ce principe a des limites. Pour l'appliquer pleinement, il faudrait aussi modifier les comportements et le mode de vie des citoyens. De nombreux appareils utilisés au quotidien (radiateurs, réfrigérateurs, téléphones portables, télécommandes...) devraient être remplacés par des nouveaux n'émettant pas ou peu d'ondes. Si certains peuvent être modifiés aisément (téléphone filaire, suppression des télécommandes, reprise de commandes manuelles), d'autres n'ont pas encore de produits de substitution. Des coûts sont à prévoir pour remplacer ceux qui peuvent l'être (retour à des chauffages plus traditionnels ou plus écologiques...). La recherche scientifique doit réfléchir à des solutions alternatives.

– Pensez-vous qu'il soit nécessaire de protéger le citoyen des effets produits par les ondes électromagnétiques ? Si oui, pourquoi et par quels moyens ? Si non, expliquez pourquoi.

La multiplication des ondes électromagnétiques peut avoir des conséquences à long terme sur la santé des gens qui y sont exposés, mais ce soupçon n'est pas scientifiquement vérifiable avec les

moyens actuels. Par précaution, des lois sont établies pour limiter le degré d'exposition, mais le principe ne peut déboucher que sur des mesures provisoires et proportionnées au degré d'évaluation du risque : limitation du degré d'exposition aux ondes, établissement de zones blanches pour les « hyper-électrosensibles », commercialisation d'appareils qui réduisent les émissions d'ondes électromagnétiques, financement de travaux scientifiques pour améliorer les produits générateurs d'ondes...

Ceux qui s'opposent à ce principe de précaution peuvent argumenter que la science ne peut prouver réellement la nocivité des ondes, que les mesures de précaution freinent la créativité et l'innovation industrielle, en décourageant les entreprises qui travaillent dans ce domaine. Il faut malgré tout souligner qu'on ne peut faire totalement abstraction d'un risque potentiel : ce serait irresponsable et éventuellement dangereux pour les générations futures. L'élève doit montrer, dans ses arguments, qu'il est un citoyen responsable et que ses intérêts personnels ne lui font pas oublier ceux de la collectivité (civisme).

## Évaluation 2. La notion de bioéthique

1. (Doc 1) Expliquez ce qu'est un OGM et comment il est créé.

Un OGM est un organisme génétiquement modifié, c'est-à-dire un être vivant (végétal, animal, bactérie, cellule...) dont la science a modifié le patrimoine génétique pour lui donner des caractéristiques nouvelles. Certaines plantes, devenues des OGM, peuvent ainsi produire plus, résister davantage au gel ou à la sécheresse, survivre aux pesticides et à divers produits chimiques couramment employés pour les protéger des insectes... Les OGM sont créés dans des laboratoires de recherche, par des scientifiques qui travaillent sur commande des filières agroalimentaires ou de groupes industriels, afin de produire des aliments plus rentables et plus résistants aux aléas.

2. (Doc 1 et 2) Relevez les arguments en faveur de la culture des OGM et les arguments opposés à cette même culture.

La culture des OGM a des points positifs. Elle permet une agriculture productiviste qui, à la fois, remplit certains critères de qualité et produit abondamment, ce qui entraîne une baisse des coûts de production et donc des prix à la vente. Le consommateur peut acheter davantage. L'agriculteur pré-

fère parfois des espèces qui garantissent sa récolte, car il les sait résistantes à de nombreux aléas climatiques...

La culture des OGM a également des points négatifs. La crainte majeure réside dans la nature même de la manipulation génétique : certains OGM, d'abord autorisés, ont parfois tardivement été identifiés comme nocifs et finalement interdits. De plus, on ne peut pas toujours mesurer avec précision les conséquences de tels OGM sur la santé du consommateur comme sur l'environnement.

**3. (Doc 1 et 2) Expliquez ce qu'est le principe de précaution dans le domaine de la bioéthique.**

Le principe de précaution lié à la protection de la société et de l'environnement entend prévenir des risques potentiels et incertains par l'instauration de mesures provisoires et proportionnées. Son but est d'éviter la réalisation du dommage, à court et à long terme. Dans le domaine de la bioéthique, le principe de précaution s'applique à tous les produits de la recherche scientifique, qu'ils soient d'origine animale ou végétale. Ainsi, la France interdit l'exploitation d'OGM dont on suspecte la nocivité potentielle pour l'être humain, les OGM formellement identifiés non toxiques par la science étant, eux, commercialisés.

**4. (Doc 1 et 2) Traitez l'une des questions ci-dessous :**

– Selon vous, l'interdiction du maïs transgénique MON810 est-elle nécessaire ? Justifiez votre réponse par des arguments précis.

L'élève doit répondre que l'interdiction du maïs transgénique MON810 est nécessaire, à partir du moment où les résultats des expériences scientifiques ont prouvé l'existence d'un risque de « propa-

gation d'organismes nuisibles devenus résistants » et d'un « risque grave pour l'environnement ». Il s'agit d'une question de santé publique. En effet, l'État et l'exploitant ne peuvent courir le risque de causer aux consommateurs des problèmes de santé, de polluer l'environnement. La propagation d'organismes toxiques, probablement difficiles ensuite à enrayer, ne peut être autorisée. Le principe de précaution s'applique ici pleinement, dans la mesure où l'OGM est reconnu toxique. Le risque étant avéré, on peut passer à la phase de prévention par l'interdiction de l'OGM.

– Selon vous, les découvertes scientifiques doivent-elles être encadrées par des lois de bioéthique ? Justifiez votre réponse par des arguments précis, en vous aidant de l'exemple des OGM.

Les lois de bioéthique existent pour poser des limites aux produits de la recherche scientifique. Elles doivent obliger les laboratoires et les entreprises à étudier les conséquences des produits à mettre sur le marché, afin de ne pas déclencher de crises sanitaires préjudiciables pour la société et l'environnement. Dans l'exemple du maïs transgénique MON810, les lois de bioéthique jouent un rôle crucial. Elles ont imposé à des laboratoires internationaux impartiaux de faire des études scientifiques de nocivité : le résultat prouve que le produit présente un danger avéré, qu'il ne doit donc pas être commercialisé. Les lois qui encadrent ces découvertes s'avèrent indispensables pour protéger le consommateur et l'environnement. Représentant un geste éco-responsable, qui s'inscrit dans le développement durable et les objectifs de la COP21, elles doivent continuellement s'adapter aux progrès scientifiques, et instaurer les limites éthiques et sanitaires concernant la manipulation d'organismes vivants.